

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

**Georges Sorel, théoricien
de l'ouvriérisme** *par Robert LOUZON*

La grève du Métro *par R. VIOLET*

**Trente ans après la Révolution
russe** *par Victor SERGE*

La politisation des Houillères nationales

LA REVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire

(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 130 fr.

Un an 250 fr.

EXTERIEUR

Six mois 150 fr.

Un an 300 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction à R. Hagnauer,
et l'Administration à J.-P. Finidori, à la

Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (II^e)

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS

DE FOND

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 8

(Novembre 1947)

Georges Sorel, théoricien de l'ouvrierisme « Antidémocratie » et liberté	Robert LOUZON G. SARDY
Le Carnet du Sauvage : Contre les deux fascismes, le blanc et le rouge. — « Eclatement » de la C. G. T., désagrè- gation. — Nous voulions des grèves ..	Pierre MONATTE John DEWEY R. VIOLET
Le travail forcé en Russie	
La grève du Métro	
De Gaulle jugé par de Tocqueville	
A la veille de monter à l'échafaud	Adolphe FISCHER
Trente ans après la Révolution russe	Victor SERGE
La politisation des Houillères nationales ..	
Le drame de la jeunesse soviétique	Roger HAGNAUER

Parmi nos lettres

Le régime de Saint-Domingue. — La férocité de l'homme blanc.
— Le patriotisme soviétique.

Notes d'Economie et de Politique

Dictature et Dictature. Du vainqueur de Rivoli au général
radio. — ...Mais c'est l'impérialisme qui décide. — Longue vie
à Benelux. — L'oxfordisation du Labour Party. — Les coupures
d'électricité ont la même cause que la pénurie de pain et de
logement. — La hausse des salaires supérieure à la hausse des
prix (suite) R. LOUZON

Faits et documents

Les faits du mois. — La politique esclavagiste du gouverne-
ment britannique dénoncée par un député travailliste. — La décla-
ration dite de Varsovie. — Les champions de la rive gauche du
Rhin. — L'expérience Berliet. — Un appel des médecins allemands.
— Dirigisme et ciment au marché noir. — Pourquoi un C.A.S. des
cheminots. — Camps de concentration soviétiques en Allemagne.

Entre nous

Un numéro de 48 pages. — Aux « possibles » qui vont recevoir
les numéros de novembre et de décembre. — Faites de nouveaux
abonnés. — La réunion des abonnés parisiens. — Un mot de Louzon.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme
révolutionnaire et au redressement de la C. G. T.,
en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de
classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti,
afin de réaliser le maximum d'action contre le pa-
tronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à
l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis.
La charte d'Amiens vaut en 1947 comme en 1906. La
théorie de la direction unique du parti et des syndi-
cats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit
la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La poli-
tique de la présence, sans mandat ni garanties, rend
la C. G. T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une
maison confédérale habitable pour tous les syndi-
qués, la démocratie syndicale étant respectée du haut
en bas de la C. G. T., les fonctionnaires syndicaux
ne se considérant pas comme une bureaucratie omni-
potente et ne regardant pas les syndiqués comme de
simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en
procédant à l'examen des problèmes pratiques et
théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en

préconisant la formation de Cercles d'études syndi-
calistes ; en démontrant, dans la pratique journalière,
qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au
contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jus-
que dans la C. G. T. et la Fédération syndicale mon-
diale. La place des travailleurs n'est ni derrière
l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme
russe. Elle est derrière une Internationale syndicale
ne confondant son rôle ni avec le Bureau internatio-
nal du Travail ni avec l'Organisation des Nations
Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de
force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les
pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution
gouvernementale est un effort volé à la C. G. T. et
à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme
ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples
fondations de l'indépendance, de la lutte de classes
et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première
Internationale : l'émancipation des travailleurs ne
sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

GEORGES SOREL

théoricien de l'ouvriérisme ⁽¹⁾

On sait qui était Sorel : un ingénieur des Ponts et Chaussées, d'origine bourgeoise et normande qui, ayant désappris systématiquement tout ce qu'on lui avait enseigné à Polytechnique et ailleurs — « pendant vingt ans j'ai travaillé à me délivrer de ce que j'avais retenu de mon éducation » — se mit ensuite à apprendre par lui-même — « je suis un autodidacte » — ce qui le conduisit à découvrir, vers la quarantaine, le socialisme. A quarante-cinq ans il démissionna, et il consacra alors la trentaine d'années qui devaient lui rester à vivre à élaborer, dans de multiples articles de revues, quelques articles de journaux et quelques livres, toute une philosophie sociale : la philosophie de l'ouvriérisme.

L'ouvriérisme, c'est-à-dire la forme la plus poussée et la plus conséquente du socialisme et, tout particulièrement, du socialisme marxiste.

La raison, fille de la technique

Toute philosophie digne de ce nom s'appuie, en premier lieu, sur une théorie de la connaissance. Il en est ainsi de la philosophie de Sorel. C'est à l'édification d'une théorie de la connaissance qu'il consacra une grande partie de ses premiers écrits et, jusqu'à la fin de sa vie, le problème d'établir comment et par quoi nous pouvons comprendre demeurera au centre de ses préoccupations. Dans un article publié par la revue marxiste « l'Ere nouvelle », en 1894, sous le titre « Ancienne et nouvelle métaphysique », article qui parut en volume, quarante ans plus tard, sous le titre « D'Aristote à Marx », Sorel donna une forme systématique à ses idées sur ce sujet, mais il y revint en maintes autres occasions.

Pour Sorel nous ne comprenons et ne pouvons comprendre que ce que nous fabriquons. Franklin et Marx avaient déjà dit que l'homme devait être beaucoup plutôt défini comme « homo faber », homme ouvrier faiseur d'outils, « toolmaker », que comme « homo sapiens », être doué de raison. C'est cette conception que Sorel reprend, en la développant et en la précisant. Pour Sorel, l'homme n'est « homo sapiens » que parce qu'il est « homo faber » : la raison est fille de la technique. C'est qu'en effet le monde extérieur, le monde qui n'est point l'œuvre de l'homme, est, pour l'homme, quelque chose d'étranger, dont il ne peut parvenir à saisir la substance ; ce qu'il peut seulement c'est s'en fournir une explication en imaginant des mécanismes semblables à ceux qu'il construit de ses propres mains, et dont le fonctionnement produirait des effets com-

parables aux phénomènes naturels dont il se propose l'explication. « Nous ne connaissons jamais vraiment le monde cosmique, mais nous devons connaître le monde artificiel parce que nous le faisons ». Nous ne connaissons généralement le monde extérieur « qu'en nous servant de relations artificielles, d'éléments empruntés à notre industrie ». Eclairons ceci d'un exemple : ce n'est pas la théorie de la lumière qui explique les phénomènes qui se passent dans nos machines électriques, mais ce sont, au contraire, ces phénomènes qui ont fourni à Maxwell les éléments de sa théorie de la lumière.

Au début, l'homme n'était que sentiment, il se construisit donc, tout d'abord, une image du monde qui était psychologique : les phénomènes cosmiques n'étaient que des produits d'émotions et de passions. Puis, au fur et à mesure que l'homme est devenu technicien, que des relations nouvelles, des relations rationnelles sont entrées ainsi dans sa pratique quotidienne, il s'est reconstruit le monde selon des relations semblables et s'est fait un monde rationnel : la science est née. Ce n'était plus des êtres agités de passions semblables aux siennes qui gouvernaient la nature, celle-ci était mue selon des règles aussi rigoureuses, aussi impersonnelles, aussi exemptes de passion et d'émotion que celles qui président au fonctionnement de ses outils et de ses machines, et copiées sur elles, « L'homme a construit le monde avec ses propres ressources suivant la théorie générale de Vico. Les ressources nouvelles ont été tirées de son outillage, des procédés employés dans les arts, et enfin des études théoriques faites sur cette technologie en vue de la comprendre et de la perfectionner ».

Mais attention ! Ce mode de représentation est susceptible de nous entraîner à des erreurs. Les mécanismes que nous fabriquons sont des mécanismes réels, mais ceux que nous imaginons, à leur image, pour expliquer les phénomènes de la nature n'ont pas d'existence réelle, ils ne sont que des « supports » pour notre raison. Si donc, entraînés par l'enthousiasme que nous donne la satisfaction de voir le mécanisme que nous avons imaginé « coller » avec les phénomènes observés, nous attribuons une existence réelle à ce mécanisme, et que, de cette existence, nous tirons des conséquences, celles-ci peuvent parfaitement être fausses ; nous aurons été alors victimes d'une « illusion parapsychique ». Les conséquences que nous tirons de nos théories scientifiques ont donc besoin d'être constamment vérifiées. Or, elles ne peuvent l'être vraiment que si nous les introduisons dans nos propres mécanismes, ceux dont la réalité n'est pas suspecte, et que nous constatons alors si la machine, construite en accord avec elles, fonctionne ou non. Seules les applications techniques qui en seront tentées démontreront la justesse de nos déductions.

(1) Les éditions Grasset publient à la fin de ce mois un volume de *Lettres de Georges Sorel à Paul Delesalle* pour lequel Louzon a écrit cette introduction que nous donnons avec l'autorisation de l'éditeur.

Pas de science sans l'ouvrier !

Il ne suffit d'ailleurs pas d'une application isolée, individuelle, l'application n'emporte la certitude que si elle est réalisée sur une large échelle, si elle prend la forme d'une application collective et généralisée. « Les livres de physique et de chimie regorgent de descriptions erronées ; un savant a fait des expériences plus ou moins hâtives ; il a cru pouvoir conclure et ses travaux offrant peu d'intérêt pratique n'ont pas été repris. Il y a donc dans les sciences physico-chimiques des choses douteuses ; ce sont celles qui... n'ont pas pénétré dans la vie industrielle... La certitude sociale seule fait la science ».

Ainsi, non seulement la technique est à l'origine de la science, mais c'est elle aussi qui vérifie la science, elle est la preuve de la science.

Marx avait affirmé que les hommes « produisent les principes, les idées, les catégories conformément à leurs rapports sociaux » ; allant plus loin et poussant ainsi le matérialisme historique à son point extrême, Sorel déclare que le mode de connaissance de l'homme est lié à son mode de production : « Inventez de nouvelles machines et vous gagnerez quelque chose sur le domaine de l'inconnu ».

Cette théorie de la connaissance est peut-être ce qu'il y a de plus révolutionnaire chez Sorel. Avant lui les gens bien intentionnés reconnaissent volontiers au peuple certaines qualités de cœur, mais ils n'allaient pas plus loin. Tout le monde admettait que l'importance intellectuelle du peuple était nulle. Le travailleur lui-même, écrasé par l'opinion des gens comme il faut, avouait que « la tête » n'était pas son fort. Et voilà que Sorel vient, au contraire, affirmer que c'est du peuple, du peuple des producteurs qui sort toute intelligence, que c'est l'ouvrier qui détient les clefs de toute compréhension, qu'il n'est pas de science sans lui !

Le tisserand-charpentier (Hargreaves) qui imagina le premier métier à filer, le conducteur de machines (Stephenson) qui bâtit la première locomotive, les ouvriers de génie qui ont construit la première dynamo (Gramme), le premier moteur à explosion (Lenoir) ou le premier moteur à essence (Forest) n'ont pas seulement amené le bouleversement de nos conditions de vie matérielles, ils ont influencé toutes nos conceptions beaucoup plus que n'importe quel philosophe. La source de l'esprit se trouve dans l'ouvrier aux mains calleuses.

Mode de connaissance et pratique industrielle

De sa théorie de la connaissance découle le pluralisme de Sorel. Pour Sorel la vérité n'est pas une ; elle est multiple. Puisque les mécanismes que nous imaginons pour nous représenter la réalité ne sont pas des mécanismes réels, ils ne peuvent nous fournir, en effet, qu'une vue partielle, qu'une explication fragmentaire du phénomène étudié. Toute réalité est une vaste nébuleuse en constante transformation dont nous ne pouvons avoir une idée qu'en en faisant des projections, à partir de différents points de vue, sur un cadre fixe établi par nous et à l'intérieur duquel elle est contenue. Quel que soit d'ailleurs le nombre de projections, notre connaissance ne sera jamais parfaitement adéquate, car, si nombreuse

qu'elle soit, une collection de tableaux partiels ne fait jamais un tableau total. Tout ce que peut se proposer le savant est donc, non point de découvrir la vérité, mais de choisir les points de vue susceptibles de fournir les renseignements les plus intéressants et les plus utiles et de les relier entre eux. C'est pourquoi « il faut, parfois, redouter d'apporter une trop grande rigueur dans le langage parce qu'elle serait en contradiction avec le caractère influent de la réalité et qu'ainsi le langage serait trompeur ». Il faut « procéder par tâtonnements, essayer des hypothèses vraisemblables et partielles, se contenter d'approximations provisoires ».

Une chose est à remarquer : le mode de connaissance décrit ainsi par Sorel, et qu'il considère comme le seul possible, est emprunté, lui aussi, à la pratique industrielle. C'est celui dont usent constamment l'ouvrier et l'ingénieur dans leur œuvre de création technique.

S'agit-il, en effet, pour un ouvrier d'exécuter un travail qu'il n'a pas l'habitude de faire ? Il se placera successivement à différents points de vue, c'est-à-dire qu'il s'y prendra tour à tour de différentes manières, en cherchant dans chacune un avantage différent, avant de s'arrêter finalement à celle qui lui paraîtra la meilleure.

S'agit-il pour un ingénieur de calculer une nouvelle machine ? Lui aussi devra se placer successivement à différents points de vue, points de vue qui le conduiront à des solutions qui seront, généralement, plus ou moins contradictoires entre elles, car s'il se met au point de vue du rendement, par exemple, il trouvera facilement la solution la plus convenable, mais il lui apparaîtra qu'au point de vue, mettons de l'usure, sa solution est désastreuse ; construira-t-il selon des données suffisamment satisfaisantes au point de vue du rendement et de l'usure, il s'apercevra qu'il aura une machine trop lourde ou trop encombrante, ou trop coûteuse, etc. Finalement, il lui faut choisir une solution qui n'est parfaite à aucun point de vue, qui est un compromis entre les exigences contraires auxquelles sa machine doit satisfaire.

La science, par le moyen de l'expérimentation, parvient parfois à simplifier, mais la technique, elle, est toujours « pluraliste ». Aussi bien que la nature même des théories scientifiques et que leur vérification, leur relativité, à pour origine l'expérience du technicien. A tous les points de vue nous sommes savants parce que nous sommes ouvriers.

Le sentiment, ferment d'action

Est-ce à dire que l'homme n'est que raison ? Est-ce à dire que du fait qu'il a maintenant acquis une technique assez développée, son activité intellectuelle consistera uniquement à appliquer impassiblement à la nature les mécanismes de sa propre technique ? Nullement ! Car le sentiment joue un rôle dans la connaissance même.

Il joue un rôle en grande partie négatif, car il contribue « à défigurer nos perceptions, à égarer nos jugements », mais il possède aussi une valeur positive car il sert « à agglutiner certains concepts ». Nous prenons les éléments par lesquels nous composons notre connaissance dans le milieu technique où nous vivons, mais nous y ajoutons un élément personnel, « cette tendance déformatrice et associatrice que produit l'émotion ». Les idées ne prennent

toute leur valeur que si elles s'enveloppent de passion.

Au début de sa carrière d'écrivain, tout en voyant dans les sentiments les produits ultimes de l'élaboration historique et tout en reconnaissant qu'« on peut les considérer comme les meilleures et les plus complètes définitions d'un état social déterminé », Sorel n'en attribuait pas moins à la raison le rôle essentiel; c'était elle qui était la racine de tout et le sentiment était surtout un facteur perturbateur qu'il convenait de réduire le plus possible. « Croire, disait-il, c'est endormir la raison; c'est subordonner l'intelligence aux émotions; c'est abandonner la direction à l'inconscient organique; c'est accepter docilement les impulsions dues aux troubles viscéraux ». Par la suite, et ce sera là le trait principal de son évolution intellectuelle, il accordera aux éléments passionnels et imaginatifs une importance et une valeur de plus en plus grandes. Au lieu de voir dans le sentiment surtout son caractère négatif, son pouvoir de déformation, il insistera sur son rôle positif, en tant que ferment d'action. A tel point qu'il en arrivera presque à subordonner parfois l'intelligence aux émotions, la raison à la croyance, à accepter presque docilement les impulsions « dues aux troubles viscéraux ».

Le syndicalisme révolutionnaire

De ces deux éléments de la théorie de la connaissance de Sorel : dépendance de la raison à l'égard de la technique, rôle d'agglutination des sentiments, dérive logiquement toute sa doctrine sociale. C'est sa philosophie matérialiste de la connaissance qui va se faire rencontrer Sorel avec le syndicalisme révolutionnaire. L'ouvriérisme métaphysique va se reconnaître dans l'ouvriérisme social.

C'est quelques années à peine après qu'il a commencé d'écrire que Sorel découvre le syndicalisme. Sa théorie de la connaissance et les autres applications, moins importantes, qu'il fait du matérialisme historique se groupent autour de ses articles de l'« Ere nouvelle » et du « Devenir social », entre 1894 et 1897; l'« Avenir socialiste des syndicats » et les « Réflexions sur la violence », ses deux œuvres maîtresses en matière sociale, sont respectivement de 1898 et de 1905.

Il est incontestable que le syndicalisme révolutionnaire, que la pratique de la C. G. T. en sa période héroïque, pas plus que les idées de ses militants, ne doivent rien à Sorel, ils se sont créés complètement en dehors de lui, sans aucune influence, directe ou indirecte, de sa part; par contre, Sorel leur doit tout, car il y a trouvé les éléments qui lui ont permis de donner une forme concrète à la doctrine sociale qui résultait des principes philosophiques qu'il avait posés.

Le syndicalisme français est né et s'est affirmé, durant un quart de siècle, comme l'expression de la scission radicale qui sépare le prolétariat de la bourgeoisie, comme une opposition totale et violente à l'ordre de choses existant.

Dès les années 1890, alors que la classe ouvrière française commence à peine à se remettre de la terrible commotion de la Commune et que les premiers syndicats prennent vie, un conflit catégorique les oppose à l'Etat. La loi de 1884 exigeait que les syndicats déposent les noms des membres de leurs conseils d'administration dans les mairies. Les syndicats refusèrent de se plier à cette obligation

qu'ils considéraient comme une mesure de police; en 1893, prenant prétexte des troubles qui avaient éclaté au Quartier latin, le gouvernement exigea l'accomplissement des formalités légales de la part des syndicats dont le siège était à la Bourse du Travail de Paris, récemment inaugurée. La plupart des syndicats refusèrent et préférèrent quitter la Bourse municipale, malgré tous les avantages qu'elle comportait, plutôt que de se soumettre à cette mainmise de l'Etat. Peu à peu, dans les années qui suivirent, ils devaient rentrer presque tous à la Bourse — bien que certains, comme celui des cheminots, n'y rentrèrent jamais — parce qu'ils s'étaient rendu compte que le dépôt des noms des administrateurs n'était qu'une pure formalité sans conséquences pratiques, mais l'événement n'en conservait pas moins toute sa signification; l'une des premières manifestations de vie des syndicats avait été une affirmation d'indépendance à l'égard de l'Etat.

Dans cette même décennie des années 90 les Bourses de province se fédéraient en affirmant, lors de leur congrès constitutif, que « les travailleurs doivent repousser d'une façon absolue l'influence des pouvoirs administratifs et gouvernementaux », car « les Bourses doivent être absolument indépendantes pour rendre les services qu'on en attend ». Bientôt Fernand Pelloutier prenait en main la jeune fédération, et celle-ci, dans tous ses congrès, ne cessait de mettre au premier plan l'idée que les syndicats devaient s'appliquer dès maintenant à l'organisation de tout ce qui avait trait à la vie matérielle et morale de la classe ouvrière: c'était aux Bourses du Travail d'organiser elles-mêmes, directement, la lutte contre le chômage en dirigeant les chômeurs, pourvus de secours appropriés, vers les lieux où l'on trouvait de l'embauche; c'était à elles que devait revenir le soin d'instruire les enfants des ouvriers, en dressant l'école du prolétariat face à l'école de l'Eglise et à celle de l'Etat.

La constitution définitive de la Confédération générale du Travail en 1901, par la réunion en un même organisme de la Fédération des Bourses et des fédérations professionnelles des syndicats, ne fit qu'accentuer ce courant. Sentant la force naissante des syndicats et profitant des remous occasionnés par l'affaire Dreyfus, le gouvernement Waldeck-Rousseau tenta, par l'entremise de son ministre du Commerce, le socialiste Millerand, d'attirer les syndicats dans l'orbite de l'Etat au moyen d'organismes mixtes, à participation ouvrière, patronale et étatique, comme le Conseil supérieur du Travail, mais il s'attirait de la part de la majorité des organisations syndicales ouvrières un refus formel. La nouvelle C. G. T. n'entendait pas plus se laisser prendre par le morceau de sucre qu'on lui tendait que les syndicats parisiens n'avaient voulu, dix ans plus tôt, se laisser contrôler par les mesures de police qu'ils avaient cru discernar.

En même temps, profitant du renouveau d'activité économique qui commença à se manifester après la crise de 1900, en suite de la longue période de dépression des années 80 et 90, les ouvriers entraient partout en lutte, sous l'impulsion syndicale, contre leurs employeurs. C'est l'époque des grandes grèves. Cessations de travail, manifestations violentes, collisions avec la police et avec l'armée, sabotages, parfois fusillades, se succédaient, presque sans interruption, dans toute la France, chez les mineurs du Nord comme dans le bâtiment parisien, chez les métallurgistes de l'Est comme chez ceux de Saint-Nazaire, chez les

dockers comme chez les inscrits, et l'on ne faisait point mystère que si ces mouvements se produisaient dans le but précis de faire aboutir des revendications relatives aux salaires ou à la durée du travail, on les considérait aussi comme un moyen d'approfondir constamment et de plus en plus le fossé séparant l'ouvrier du patron, de donner ainsi aux travailleurs une conscience de classe de plus en plus aiguë, propre à créer chez eux la volonté de fonder une société nouvelle.

Ce sur quoi l'on mettait plus particulièrement l'accent était la nécessité pour les ouvriers de ne compter que sur eux-mêmes. Il fallait non seulement ne rien attendre de la bonne volonté du patronat, mais ne rien attendre non plus de l'intervention de tiers, partis politiques ou Etat. C'était par leur propre action et uniquement par elle, par leur action directe, conduite sur le lieu même du travail : à l'usine, et dirigée contre leur exploiteur immédiat : le patron, que les travailleurs pouvaient améliorer leur sort, en attendant de réaliser le but que la C. G. T. avait inscrit en tête de ses statuts « l'abolition du patronat et du salariat ».

Cette agitation atteignit son paroxysme lors du 1er mai 1906, dans l'action pour les huit heures. Action décidée deux ans auparavant au congrès confédéral de Bourges et qui, pendant ces deux années, avait été l'objet d'une propagande incessante et multiforme, en même temps que l'occasion de très nombreuses grèves. Le mot d'ordre était celui-ci : à partir du 1er mai 1906 nous ne ferons plus que huit heures de travail par jour, cela en vertu de notre propre et de notre seule volonté ; à l'achèvement de la huitième heure de travail tous les ouvriers quitteront le chantier, l'atelier ou l'usine, sans demander ni autorisation au patron ni législation à l'Etat.

A bas les intellectuels !

Il est facile maintenant de se rendre compte comment un tel syndicalisme se rejoignait avec la pensée de Sorel. Pour Sorel, être homme c'est comprendre, et comprendre c'est produire ; l'homme vrai, le seul qui compte est donc le producteur. Tout non-producteur n'est qu'un parasite, non pas seulement au point de vue économique, mais aussi au point de vue de la pensée ; chez les travailleurs résident toutes les valeurs. Que sont les travailleurs dans la société bourgeoise ? Ils ne sont rien. Or, ils doivent être tout, car ils sont toute connaissance et toute science. L'humanité ne pourra faire un nouveau pas en avant qu'en éliminant les non-producteurs par la fondation d'une société de producteurs.

D'où première conséquence : à bas les intellectuels ! Les intellectuels qui « ne sont pas, comme on le dit souvent, des hommes qui pensent ; ce sont les gens qui font profession de penser ».

Proudhon avait déjà écrit : « Toute prééminence sociale accordée ou, pour mieux dire, usurpée sous prétexte de supériorité de talent et de service est iniquité et brigandage ». Sorel renchérit. Dans tous ses écrits, il ne cesse jamais d'appeler l'attention des travailleurs sur le fait que le talent, les capacités ne donnent droit à aucune rémunération spéciale. C'est le point sur lequel il variera le moins et sur lequel il insistera avec le plus de constance. Dès ses premiers articles de l'« Ere nouvelle », en 1894, il déclare : « Les bourgeois ont dépossédé la noblesse parce que les nobles s'étaient

seulement donné la peine de naître ; ils prétendent cependant que les inégalités des talents naturels doivent se traduire par des inégalités sociales plus dures que les inégalités de l'ancien régime... Au grand scandale des honnêtes gens les socialistes disent que le peuple ne doit être exploité par personne ». Ou encore : « De toutes les aristocraties la plus dure, la moins accessible aux conceptions scientifiques sur la société est, sans aucun doute, l'aristocratie des talents ; elle arrive à un degré tel de corruption intellectuelle qu'elle n'a aucun doute sur la légitimité de ses prélèvements ». Plus tard, dans les ouvrages où sa pensée atteint son complet développement, la lutte contre les intellectuels tient une place considérable, si ce n'est la première. Dans l'« Avenir socialiste des syndicats », il dira : « La démocratie bourgeoise se raccroche avec l'énergie du désespoir à la théorie des capacités et s'efforce d'utiliser le respect superstitieux que le peuple a instinctivement pour la science... mais il n'est pas douteux que la vérité triomphera et alors toute la charlatanerie des capacités éclatera au grand jour ». Dans une note postérieure il précise : « Toute occupation qui n'est pas dépendante du processus de la production, qui n'est ni du travail manuel, ni un auxiliaire indispensable du travail manuel, ou qui n'est pas liée à celui-ci par quelques liens technologiques, ne se traduisant par aucun temps socialement nécessaire, ne pourrait être regardée en régime socialiste que comme un luxe qui n'a droit à aucune rémunération ». Enfin, peu avant sa mort, Sorel revenait sur la même idée dans l'une des lettres que l'on va lire, lorsqu'il parle des « passions des groupes sociaux parvenus à un médiocre degré d'intellectualité » et qui « sont pleins de mépris pour les producteurs ».

Pas de hiérarchie basée sur la qualité du travail !

C'est qu'en effet Sorel est tout imprégné des principes scientifiques. S'il ironise sur la « petite science » et s'il déclare que « prétendre régenter le socialisme au nom d'une haute science est une folie analogue à celle des scolastiques de la décadence, qui ne voulaient pas accepter les faits de la nouvelle physique expérimentale », c'est qu'il a le plus profond respect pour la science véritable, pour celle qui s'apparente à la « physique expérimentale » ; il est profondément convaincu qu'une société socialiste ne peut s'édifier que sur des bases scientifiques ; or, scientifiquement, l'intellectuel, l'homme de « talent », n'a aucun droit particulier sur la production. Car il n'est de science que de la quantité. Toute science consiste à ramener la qualité à la quantité, les couleurs à des longueurs d'ondes ; tout ce que la science ne peut ramener à des grandeurs mesurables est hors de son domaine. Il s'ensuit que toute hiérarchie que l'on voudrait établir entre les différentes sortes de travaux d'après leur prétendue différence de qualité, que toute supériorité du travail intellectuel sur le travail manuel, ou d'un quelconque travail sur un autre, ne sont pas susceptibles d'appréciation scientifique et ne peuvent donc entrer en ligne de compte dans une fixation scientifique de la rémunération. Des travaux quantitativement différents exigent de la part de l'organisme humain des dépenses d'énergie différentes et peuvent donc donner droit à des récupérations d'énergies différentes par des prélèvements

plus ou moins grands sur la production commune, mais des travaux qualitativement différents ne donnent pas lieu, par leur simple différence de nature, à des consommations inégales d'énergie humaine et ne sauraient, par conséquent, légitimer une inégalité de rémunération. « Le talent, le mérite, l'effort » sont « des puissances occultes qu'il serait plus simple d'appeler tout bêtement la grâce, en donnant à ce mot un sens un peu plus large que celui qu'on lui attribue en théologie ». Dans les ateliers socialistes « il y aura comme aujourd'hui des gens plus habiles et plus expéditifs que d'autres, mais les différences seront appréciées dans l'ordre quantitatif, tous les travaux étant devenus de même espèce et par suite commensurables entre eux ».

Les intellectuels, en tant que tels, n'ont donc droit à rien, mais, peut-être précisément parce qu'ils n'ont droit à rien, ils réclament tout. Beau coup réclament la direction du prolétariat et tous réclament la direction de l'Etat. Ils se font les courtiers des luttes de classe, offrant leurs bons offices aux uns et aux autres pour « arranger » les conflits, et se poussent dans les services de l'Etat en se faisant les avocats ou les champions de telle ou telle catégorie sociale. L'Etat ! voilà leur domaine, leur chasse réservée ! Etres improductifs, comme les frelons de la ruche, ils ne peuvent assurer leur subsistance qu'en la prélevant par la force de l'Etat ; devenir les maîtres de l'Etat se trouve donc être leur seul objectif. C'est pourquoi « les intellectuels veulent persuader aux ouvriers que leur intérêt est de les porter au pouvoir et d'accepter la hiérarchie des capacités qui met les travailleurs sous la direction des hommes politiques ». Et c'est pourquoi, aussi, « il ne faut pas parler aux intellectuels de supprimer les formes traditionnelles de l'Etat... c'est en quoi leur idéal, si révolutionnaire qu'il puisse paraître aux bonnes gens, est réactionnaire ».

Est-ce à dire que les intellectuels ne pourraient rendre aucun service au prolétariat ? Si ! ils pourraient en rendre, mais seulement en se mettant au service des syndicats : « Le rôle des intellectuels est un rôle auxiliaire : ils peuvent servir comme employés des syndicats ». Malheureusement ce rôle modeste ne leur plaît pas, il ne leur semble pas « en rapport avec la dignité de leur esprit » ; « ces messieurs ne veulent pas descendre de leur trépied fatidique pour se mêler à la foule ; ils sont faits pour diriger et non point pour devenir les coopérateurs d'une œuvre prolétarienne ». S'ils paraissent parfois se comporter différemment, ce n'est que pour s'assurer d'un tremplin qui leur permette de se lancer dans la politique.

Il est cependant un autre rôle que les intellectuels pourraient aussi remplir, et c'est celui que Sorel s'est personnellement assigné : c'est celui qui consiste à « ruiner le prestige de la culture bourgeoise ». Il conviendrait que les vrais intellectuels, tous ceux qui ne sont pas des ratés et dont le comportement ne saurait, par conséquent, être attribué à l'envie, démontrèrent à la classe ouvrière la pauvreté intellectuelle et morale de ceux qu'elle est habituée à révéler comme des maîtres : « Notre rôle peut être utile à la condition que nous nous bornions à nier la pensée bourgeoise, de manière à mettre le prolétariat en garde contre une invasion des idées ou des mœurs de la classe ennemie », car « il faut proclamer sans cesse que l'imitation de la bourgeoisie doit conduire le prolétariat à un état de dégénérescence ».

Le prolétariat se réalise dans les syndicats

Cette démolition de la soi-disant supériorité des intellectuels constitue ce que l'on pourrait appeler la partie critique de la doctrine sorelienne, nous devons examiner maintenant sa partie positive, celle qui a trait au rôle constructif du prolétariat.

Dans l'« Avenir socialiste des syndicats », article qui fut publié dans la revue anarchiste « l'Humanité nouvelle », d'Augustin Hamon, puis édité en brochure à plusieurs reprises, etc., article qui respire l'influence de Pelloutier et de la Fédération des Bourses, et dont la préface à l'édition italienne (1905) est peut-être son chef-d'œuvre, Sorel étudie ce que l'on pourrait appeler l'aspect rationaliste du syndicalisme ; dans les « Réflexions sur la violence », articles écrits sept années plus tard, pour la revue syndicaliste-marxiste « le Mouvement socialiste », de Hubert Lagardelle, puis publiés en volume en plusieurs éditions successives, avec des avant-propos, des introductions, des appendices..., articles remplis de l'atmosphère de bataille qui prévalait à ce moment, celui de la grande campagne pour les huit heures, Sorel examine d'avantage les côtés plus proprement passionnels du syndicalisme, réalisant là, sans le vouloir, une division correspondant à celle qu'il avait établie dans le domaine de la connaissance.

Pour fonder une société de producteurs il n'est personne de plus qualifié, il n'est même personne d'autre de qualifié que les producteurs eux-mêmes. Non pas seulement parce qu'ils sont les plus intéressés, mais parce que le travail étant la base de toute connaissance, ils sont les seuls qui sachent réellement. Or sur quel terrain pourront-ils mieux mener la lutte que sur le terrain même de la production, sur le lieu du travail et à l'occasion du travail, puisque c'est là et à propos de cela que le travailleur crée ses idées, puisque, pour le prolétaire, « l'atelier est à la fois son gagne-pain, son laboratoire, sa classe de philosophie et son monde » ?

Marx a déclaré que le prolétariat doit devenir une classe « pour elle-même », ce qui veut dire qu'elle doit avoir acquis « la capacité juridique et politique avant de pouvoir triompher » ; c'est la condition indispensable pour qu'une révolution prolétarienne puisse aboutir. Mais comment cette capacité pourra-t-elle s'acquies ? C'est là une question à laquelle Marx ne répond pas, et à laquelle répond Sorel dans l'« Avenir socialiste des syndicats ».

La conscience de soi d'une classe ne peut naître d'une simple propagande idéologique ; pour prendre conscience d'elle-même une classe doit s'organiser en société séparée, avec ses institutions particulières, son droit propre et sa morale propre, aussi différents que possible de ceux de la classe dominante. Une classe n'est révolutionnaire que dans la mesure où elle s'appuie sur des principes juridiques et moraux distincts de ceux qui gouvernent la société présentement existante, et qui soient élaborés et pratiqués au sein des organes intérieurs qu'elle se crée. « Si l'Eglise avait été seulement une école de philosophie prêchant une morale pure, elle aurait, sans aucun doute, disparu comme tant d'autres groupements ; elle était une société travaillant à développer entre ses membres des relations juri-

diques nouvelles et se gouvernant d'après une constitution nouvelle ».

Le prolétariat ne peut créer sa société au sein des partis politiques, car ceux-ci ne sont que des copies des partis bourgeois et ils se donnent le même but qu'eux : la conquête du pouvoir. C'est donc seulement dans les syndicats, ces organismes qui sont, de par leur nature, fermés à tout élément non prolétarien, que la classe ouvrière a elle-même créés et qui lui sont indispensables pour défendre ses conditions élémentaires de vie, dans ces syndicats que des conflits quotidiens obligent à se dresser constamment contre la bourgeoisie, donc à se différencier d'elle, que le prolétariat parviendra à se réaliser. Les partis recueillent « tous les gens audacieux n'ayant qu'une médiocre aptitude pour gagner leur vie par le travail », les syndicats professionnels, au contraire, qui « ont pour base le mode de production de la vie matérielle et ont en vue des intérêts industriels sont susceptibles, d'après les principes du matérialisme historique, de servir de support à la structure socialiste ». Par ses syndicats la classe ouvrière parviendra à constituer, au sein même de la société bourgeoise, une société prolétarienne qui, lorsqu'elle sera suffisamment développée, se substituera à la société bourgeoise comme forme d'organisation générale de la société, de même que la société féodale a été remplacée par une société basée sur les institutions que la bourgeoisie avait préalablement développées dans son sein ; « ce qui nous frappe le plus dans la Révolution française est moins sa grande et bruyante tourmente que la conservation d'un système largement développé dans le sein de la bourgeoisie » ; de même « c'est dans le sein de la société capitaliste que doivent se développer, non seulement les forces productives nouvelles, mais encore les relations d'un nouvel ordre social, ce qu'on peut appeler les forces morales de l'avenir ».

Arracher à l'Etat et à la commune toutes leurs attributions

Pour obtenir ce résultat il faut « vider l'organisme politique bourgeois de toute vie et faire passer tout ce qu'il contenait d'utile dans un organisme politique prolétarien, créé au fur et à mesure du développement du prolétariat » ; il faut « arracher à l'Etat et à la commune, une à une, toutes leurs attributions pour enrichir les organismes prolétariens en voie de formation, c'est-à-dire surtout les syndicats ».

Il convient donc, par exemple, que l'ouvrier trouve au syndicat les secours dont il peut avoir besoin en cas de détresse, non par le moyen d'une institution distribuant automatiquement des secours dans des cas et selon un barème réglés d'avance, comme le font les sociétés de secours mutuels, mais selon des procédés qui tiennent compte de la valeur morale du demandeur de secours, par exemple en « subvenant largement aux nécessités des familles dont le chef rend des services à la cause révolutionnaire ». Si le membre d'une société de secours mutuels « est un assuré à prime fixe, comme un coopérateur est un client d'épicerie, dans une organisation syndicaliste cela ne devrait pas être ». Ce sont aussi les syndicats qui doivent assurer l'inspection du travail : « la solution socialiste est... charger les syndicats de faire faire l'inspection ; on

serait ainsi assuré que celle-ci serait sérieuse et pratique ».

La femme, l'enfant doivent, de même, trouver aide et protection de la part du syndicat, même contre le chef de famille. La femme devra pouvoir demander aide au syndicat « quand son mari la traitera comme il ne voudrait pas que son patron le traitât lui-même ».

Le droit familial est peut-être ce qu'il y a de plus fondamental dans le droit. Des organisations ouvrières ont commencé à réformer largement ce droit, en décidant que l'union libre jouirait chez elles des mêmes égards et des mêmes droits que le mariage légal : « Voilà bien un droit nouveau proclamé et pratiqué en opposition avec le droit ancien, et en opposition avec les parties de ce droit que l'on considère ordinairement comme fondamentales ». Le jour où le prolétariat sera assez fort, « ses usages serviront à former les idées de justice que le Code consacrerait ; on peut déjà prévoir que l'union libre ne tardera pas à exercer sur la législation une influence considérable ».

Avant même d'être devenu la classe dominante le prolétariat peut donc parvenir à imposer son droit, au moins partiellement, comme droit dominant ; en devenant une classe pour lui-même, il fera que ce sera la bourgeoisie qui cessera d'être une classe pour elle !

L'éducation des jeunes est aussi l'une des tâches les plus pressantes des syndicats, car le socialisme n'est autre que la remise « des forces productives aux mains d'hommes libres, c'est-à-dire d'hommes qui soient capables de se conduire dans l'atelier créé par le capitalisme sans avoir besoin de maîtres ». Pour engendrer cette capacité « il est essentiel d'amener les jeunes gens à aimer leur travail, à chercher l'intelligibilité de tout ce qui se passe dans l'atelier, à considérer ce qu'ils font comme une œuvre d'art qui ne saurait être trop soignée ; ils doivent devenir consciencieux, savants et artistes ».

Il n'est pas jusqu'à la justice qui, sous forme d'une justice « supplétive », ne puisse rentrer dès aujourd'hui dans les attributions des syndicats. Plus d'une fois déjà « les syndicats ouvriers ont interdit à leurs adhérents de travailler dans des ateliers où sont occupés des renégats... ; la question serait maintenant d'amener les représentants authentiques des ouvriers à noter d'infamie tous les gens qui déshonorent leur classe, comme ils ont pris l'habitude de noter les traîtres ».

Telle est l'œuvre considérable et difficile, œuvre surtout morale, et donc essentiellement révolutionnaire, l'œuvre « socialiste » qu'ont à accomplir les syndicats ouvriers, en plus de leur besogne originelle et élémentaire de défense des intérêts matériels de leurs membres.

Les « Réflexions sur la violence »

Mais qu'on ne se leurre point ! Une telle politique comporte un grave danger et qui devient de plus en plus menaçant au fur et à mesure que le syndicat se développe : ce danger est celui de l'embourgeoisement. « En même temps qu'elles deviennent sages les fédérations ouvrières très étendues en viennent à considérer les avantages que leur procure la prospérité des patrons et à tenir compte des intérêts nationaux ; le prolétariat se trouve ainsi entraîné dans une sphère qui lui est étrangère, il devient le collaborateur du capitalisme, la paix sociale semble bien près de

devenir le régime normal ». Et ainsi tout l'avenir socialiste des syndicats risque d'être compromis.

Contre ce danger, Sorel cherche recours dans le sentiment, dans les sentiments de violence que les grèves provoquent et entretiennent.

Les « Réflexions sur la violence », issues des pratiques alors largement en usage sur les chantiers de la terrasse et du bâtiment parisiens, marquent le début de la période durant laquelle Sorel va donner une importance de plus en plus grande aux émotions. La violence appartient évidemment à l'ordre des émotions; elle est le résultat d'une impulsion sentimentale et, comme telle, elle sert à « agglutiner », à renforcer, à concrétiser la notion intellectuelle de lutte de classe. L'antagonisme des intérêts entre le patron et le prolétaire est une chose que sait celui-ci, mais cette connaissance ne pénètre au fond de sa conscience, il ne la sent véritablement comme une réalité que si elle pénètre dans le domaine de ses émotions au point où elle l'entraîne à des actes de violence. La violence prolétarienne est garantie de la conscience prolétarienne.

L'essentiel du marxisme réside en cette idée que le progrès social résulte du fossé qui sépare la bourgeoisie du prolétariat et que ce n'est qu'en élargissant et en approfondissant ce fossé que le socialisme peut aboutir. « La scission des classes est la base de tout le socialisme ». Mais, ajoute Sorel, de même qu'il ne suffit pas de prêcher pour que le prolétariat devienne une classe pour lui, de même il ne suffit pas d'affirmer la lutte de classe pour que celle-ci produise ses effets, car « Marx s'est fait de grandes illusions sur la solidité des sentiments socialistes qui se rattachent à la lutte de classe ; quantité d'exemples contemporains nous montrent que ceux-ci cèdent facilement devant la vanité, l'intérêt ou le désir de vivre tranquille ».

La scission des classes doit donc s'affirmer dans les faits, s'y affirmer constamment, et, en considérant le spectacle des grandes, nombreuses et violentes grèves qu'il a sous les yeux, Sorel déclare que c'est par la grève, et par les actes de violence qui s'y commettent, et seulement par eux, que le prolétariat réalisera la scission des classes, base du socialisme. Ici, comme ailleurs, Sorel, on le voit, ne fait que tirer les dernières conséquences du marxisme, en donnant un contenu concret, grâce à l'enseignement qu'il tire des luttes ouvrières auxquelles il assiste, à ce qui, pour les auteurs du « Manifeste communiste » n'était encore qu'une nécessité logique. « Le syndicalisme révolutionnaire réalise à l'heure actuelle ce qu'il y a de vraiment vrai dans le marxisme, de puissamment original, de supérieur à toutes les formules : à savoir que la lutte de classe est l'alpha et l'oméga du socialisme — qu'elle n'est pas un concept sociologique à l'usage des savants, mais l'aspect idéologique d'une guerre sociale poursuivie par le prolétariat contre l'ensemble des chefs d'industrie — que le syndicat est l'instrument de la guerre sociale ».

Cette guerre comporte en quelque sorte trois stades : la grève, la violence et la grève générale.

La grève, le refus pur et simple du travail, est le premier acte de rupture entre l'ouvrier et le patronat. « C'est dans les grèves que le prolétariat affirme son existence ». Mais bientôt des conciliateurs apparaissent : politiciens ou « bonnes âmes », qui demandent aux uns et aux autres de faire un effort pour s'arranger,

tout comme les courtiers d'affaires cherchent à mettre d'accord les vendeurs et les acheteurs; la grève risquerait donc de devenir un simple marchandage, d'être ravalée au niveau d'une discussion entre maquignons et de perdre ainsi toute valeur éducative, si la violence n'intervenait pas. Ce sont les actes de violence qui se produisent presque inévitablement dans chaque grève, qui donnent aux grèves leur importance sociale, leur valeur révolutionnaire, du fait que ces violences, en creusant le fossé entre les deux parties en présence, entretiennent dans chacune d'elles le sentiment qu'elle est l'ennemie de l'autre, qu'elle lui est irréductiblement opposée, et que leur antagonisme ne pourra disparaître que lorsque l'une aura détruit l'autre.

Je viens de dire que la violence entretenait ce sentiment dans les deux classes ; il est, en effet, très important que le patronat, et pas seulement le prolétariat, ait ce sentiment. Le patronat doit être renforcé dans ses sentiments de classe, dans son hostilité à la classe ouvrière, parce qu'un patronat combatif présente non seulement l'avantage que sa combativité interdit à toute illusion de paix sociale ou de victoire facile de naître au sein de la classe ouvrière, mais aussi cet autre que le patron résolu et courageux, âpre au gain est, dans les conditions actuelles, le meilleur agent du progrès technique et, par suite, le plus actif créateur des conditions objectives nécessaires au développement du prolétariat. « Dans une société enfiévrée par la passion du succès à obtenir dans la concurrence, tous les acteurs marchent droit devant eux comme de véritables automates, sans se préoccuper des grandes idées des sociologues ; ...c'est alors seulement que le développement du capitalisme se poursuit avec cette rigueur qui avait tant frappé Marx et qui lui semblait comparable à celle d'une loi naturelle. Si, au contraire, les bourgeois, égarés par les blagues des prédicateurs de morale ou de sociologie, reviennent à un idéal de médiocrité conservatrice, cherchent à corriger les abus de l'économie et veulent rompre avec la barbarie de leurs anciens, alors une partie des forces qui devaient produire la tendance au capitalisme est employée à l'enrayer ». C'est pourquoi « le rôle de la violence nous apparaît comme singulièrement grand dans l'histoire, car elle peut opérer, d'une manière indirecte, sur les bourgeois, pour les rappler au sentiment de leur classe ».

La grève générale

Mais toute pratique engendre l'idée de la généraliser. Nous sommes des extrapoleurs nés ; nous sommes toujours enclins à porter au delà des limites de l'expérience ce que l'expérience nous enseigne. Et c'est ainsi que la pratique des grèves partielles et locales crée dans le prolétariat l'idée de la révolution. « Chaque conflit qui donne lieu à des violences devient un combat d'avant-garde ; ...chaque fois qu'on en vient aux mains c'est la grande bataille napoléonienne (celle qui écrase définitivement les vaincus) que les grévistes espèrent voir commencer ; ainsi s'engendre, par la pratique des grèves, la notion d'une révolution catastrophique ».

Cette révolution catastrophique ne peut évidemment prendre d'autre forme que celle du conflit qui en a fait naître l'idée : la forme d'une grève. La révolution, ce sera donc la

grève générale. La grève générale, c'est-à-dire une grève simultanée de tous les travailleurs, ayant pour but, non plus seulement les objectifs partiels d'une augmentation de salaires ou d'une réduction de la journée de travail, mais la suppression même du salariat.

Rappelons que la grève générale est une conception qu'on trouve à l'origine même du mouvement ouvrier. La première organisation syndicale anglaise, la General Trade's Union, de Robert Owen, fut fondée dans le but précis d'organiser une grève générale des ouvriers britanniques, et la tentative en fut faite peu après 1830. L'idée fut reprise par un parti socialiste français, le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, ainsi que par les syndicats français des années 1890-1900, un comité spécial fut créé au sein de l'organisation syndicale pour préconiser et organiser la grève générale, et longtemps l'acquiescement à l'idée de grève générale fut le critérium qui permettait de distinguer les tenants du syndicalisme des adeptes du socialisme politicien.

C'est qu'en effet la grève générale a tous les mérites de la grève. Comme la grève partielle, la grève générale aura pour théâtre le lieu même où le travailleur est exploité : l'usine ; elle se fera avec l'arme spécifique du travailleur, celle que chacun d'eux possède et qu'il est seul à posséder : le refus de produire ; elle pourra donc se réaliser sans aucune intervention extérieure : par les prolétaires, et par eux seuls. La grève générale est l'application concrète du principe formulé par Marx pour la première Internationale : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. L'idée de grève générale « exprime d'une manière infiniment claire que le temps des révolutions de politiciens est fini et qu'ainsi le prolétariat refuse de laisser se constituer de nouvelles hiérarchies ».

Mais ce n'est pas seulement pour l'avenir, pour le moment où elle se réalisera, que l'idée de grève générale possède une importance majeure, c'est pour tout de suite ! Pour agir, nous avons besoin, en effet, d'idées motrices, de représentations concrètes synthétisant et symbolisant l'ensemble de nos aspirations ; Sorel appelle « mythes » de telles représentations. « Les hommes qui participent aux grands mouvements sociaux se représentent leur action prochaine sous forme d'images de batailles assurant le triomphe de leur cause. Je proposerais de nommer « mythes » ces constructions ». Les mythes sont une généralisation issue de la lutte quotidienne, c'est l'extension à la limite des résultats partiels obtenus dans des expériences partielles.

L'importance des mythes dans l'histoire est considérable. Elle provient de ce qu'ils sont « des moyens d'agir sur le présent », car ce sont les mythes qui déterminent l'action, et donc la direction de l'action. « L'idée qu'il existe quelque finalité dans l'ensemble des conjonctures dont les détails semblent dépendre de causes indépendantes les unes des autres, la foi que des groupes humains ont dans une mission qui leur aurait été confiée, la certitude d'un succès poursuivi à travers une multitude d'obstacles, voilà des forces de premier ordre qui, projetées au milieu des hasards de l'histoire, peuvent grouper de nombreuses volontés d'une façon si durable qu'elles fassent apparaître des « devenirs » appropriés à leur nature ». Cette vision d'avenir crée la réalité présente ; c'est grâce au mythe que les hommes « font leur propre histoire ».

La grève générale est le type du mythe.

De ces trois choses intimement liées, le fait de la grève, les violences qui l'accompagnent, l'idée de grève générale qui en résulte, découle la morale prolétarienne. La morale, dans le sens élevé du mot, est, en effet, toujours issue d'un état de guerre. La vraie morale est la morale du « sublime », et le sublime ne peut être qu'une morale de combattants, car dans le combat seul se forment les sentiments de sacrifice, de devoir, de dévouement à quelque chose de plus que soi. « Les hautes convictions morales dépendent d'un état de guerre auquel les hommes acceptent de participer et qui se traduit en mythes précis ». Or, « la grève est un phénomène de guerre » et, de même que la guerre « a fourni aux républiques antiques les idées qui forment l'ornement de notre culture moderne, la guerre sociale, à laquelle le prolétariat ne cesse de se préparer dans les syndicats, peut engendrer les éléments d'une civilisation nouvelle, propre à un peuple de producteurs ».

La morale du producteur se rapprochera donc sensiblement de celle du soldat : le courage en sera la première vertu. Sorel voit dans le « quirite » romain, le citoyen-soldat, le laboureur toujours prêt à revêtir son armure pour aller défendre ses champs et sa Cité, le modèle de l'ouvrier révolutionnaire moderne, qui doit toujours être prêt à quitter son travail, à risquer les affres de la grève, du chômage et de la faim, et à se colleter avec les jaunes ou avec la police, afin de défendre son droit et son pain, son « bien-être » et sa « liberté ».

L'amour de Sorel pour le prolétariat

Tel est le grandiose ensemble élevé par Sorel, de 1893 à 1906, entre les premiers attentats anarchistes et le mouvement de la C.G.T. pour les huit heures. Il ne l'a pas dressé d'un seul jet, il l'a composé peu à peu, par fragments, au fur et à mesure que les développements de l'action ouvrière lui apportaient de nouvelles suggestions.

Cette construction de Sorel est une construction qu'on peut appeler métaphysique, non seulement parce qu'elle se fonde sur une théorie de la connaissance, mais parce qu'elle est une véritable métaphysique de l'action ouvrière du fait qu'elle recherche les premiers principes qui en sont la raison d'être et qui, en même temps, la légitiment. La « Critique de la raison pure » se proposait de définir comment procède l'esprit à la recherche de la vérité, et pourquoi il est nécessaire qu'il procède ainsi ; la critique du socialisme, telle que l'a établie Sorel, définit comment procède la classe ouvrière en quête du socialisme, et pourquoi elle a raison de procéder ainsi.

Mais qu'on ne s'y trompe point ! Ce serait une grave erreur de ne voir en Sorel qu'un simple « observateur social », bien qu'il aimât à se désigner ainsi sur la fin de sa vie, si l'on entend par là un observateur désintéressé, dépourvu de passion, ne cherchant à satisfaire qu'une pure curiosité intellectuelle dans le spectacle des luttes sociales. De l'importance qu'il attribue au sentiment dans la connaissance, Sorel est par lui-même une preuve. Il est probable, en effet, qu'il n'aurait pas saisi aussi profondément qu'il l'a fait le socialisme et le syndicalisme s'il n'y avait pas eu sa femme.

Sorel, ai-je dit, était d'origine bourgeoise, mais sa femme était prolétaire, et dotée, paraît-il, de toute la spontanéité populaire. C'est grâce à elle qu'il découvrit le socialisme. On verra dans ses lettres à Delesalle des 17 août et 28 décembre 17 que, Delesalle lui ayant demandé sa photographie, Sorel la lui envoie, mais en y ajoutant peu après celle de sa femme. Et il rappelle que c'est à la mémoire de celle-ci qu'il dédia ses « Réflexions sur la violence », « ce livre tout imprégné de son esprit ». Par ailleurs, il écrit : « Depuis la mort de ma femme, je puis dire que j'ai travaillé pour élever un monument philosophique digne de sa mémoire ; son souvenir me soutient encore dans mes heures de découragement ». La plupart d'entre nous n'ont connu Sorel que lorsqu'il était déjà veuf, et il était généralement peu loquace sur ce qui le concernait personnellement ; cependant le peu que nous savons suffit pour qu'on puisse avancer, sans trop s'aventurer, que, sans sa femme prolétaire, Sorel philosophe du mouvement ouvrier n'aurait pas existé. Ainsi qu'il l'insinue, en une note terminale des dernières éditions des « Réflexions sur la violence », il dut à sa femme de « lui révéler son génie ».

Qu'on me permette un souvenir personnel. La dernière fois que je vis Sorel c'était quel-que temps après la fin de la guerre de 1914 ; j'étais précisément chez Delesalle où Sorel était venu avant d'aller rapporter à son éditeur les épreuves corrigées de son « Plaidoyer pour Lénine ». C'était une époque où la bourgeoisie tremblait de peur. Elle avait vu, en 1917, ce que pouvait un prolétariat armé, une armée en révolte, elle avait assisté aux grandes grèves de 1918 dans le Lyonnais et la région stéphanoise, la révolution avait triomphé en Russie, elle grondait en Allemagne et en Autriche, le prolétariat britannique lui-même, si sage d'ordinaire, était en effervescence sous l'action simultanée des délégués d'usine et de la triple alliance des mineurs, des cheminots et des transports. La peur rend féroce. Ajoutez-y l'envie qu'excitaient, en ce début d'inflation, les salaires relativement élevés des ouvriers, qui augmentaient alors que les rentes des bourgeois diminuaient, et vous comprendrez pourquoi la bourgeoisie française avait alors une telle haine de la classe ouvrière, haine qui, à chaque occasion, éclatait ouvertement. Or Sorel avait justement assisté, ce jour-là, dans un tramway, à propos d'un banal incident, à l'une de ces explosions de haine ; je me souviens avec quelle émotion il nous la décrivait et nous disait ses craintes d'un nouveau massacre de mai, d'une de ces orgies sanguinaires où l'on verrait encore les belles dames du Faubourg crever de la pointe de leurs ombrelles les yeux des ouvriers blessés...

Oui, sans aucun doute, Sorel a bien compris le prolétariat parce que, d'abord au travers de sa femme, puis directement, il l'a beaucoup aimé.

La décadence de la pensée sorélienne

Les écrits de Sorel postérieurs aux « Réflexions sur la violence » présentent beaucoup moins d'intérêt. Cela est dû sans doute à deux raisons : une raison occasionnelle et une autre, plus profonde.

La première, c'est l'influence de Bergson. Le

milieu de la décade de 1900 est le moment où la vogue de Bergson atteint son point culminant. Il est le grand philosophe à la mode. Mieux que n'avait pu le faire Brunetière il réunit autour de lui tous les gens bien pensants, toute la contre-Révolution. Mais on rencontre également à ses cours, mêlés aux dames du monde, l'anarchiste Jacques Maritain, le péguyste Charles Péguy et aussi... Georges Sorel. Sorel découvre à ce moment Bergson, comme quinze ans plus tôt il avait découvert Marx, et il en semble tout autant éberlué.

Sorel s'est trouvé naturellement entraîné vers le bergsonisme par sa haine pour les gens de « petite science ». Il n'avait jamais cessé de vitupérer les « saint-simoniens » et les « positivistes », tous ceux qui se présentaient comme les détenteurs d'une science sociale dont les recettes guériraient infailliblement le monde de ses maux. En insistant sur les insuffisances de la science, en mettant l'accent sur les forces créatrices de la vie, une vie dont les développements sont imprévisibles et souvent irrationnels, Bergson apportait à Sorel une justification philosophique du mépris que celui-ci professait à l'égard de ceux qui prétendaient renfermer l'action du prolétariat dans l'étroitesse de leurs concepts et de leurs formules.

Mais Bergson n'était pas Marx ! Et l'intuitionnisme est aussi stérile qu'est fécond le matérialisme. Aussi les inspirations que Sorel doit à l'« Evolution créatrice » sont bien moins riches que celles que lui avait values la lecture du « Capital ».

L'autre raison de la décadence de la pensée sorélienne est que, peu après 1906, le syndicalisme révolutionnaire donne des signes d'essoufflement. Le passage d'un réformiste, même pour peu de temps, au secrétariat de la C.G.T., comme ce fut le cas, à la suite des événements de Villeneuve-Saint-Georges lorsque Niel fut élu en remplacement de Griffuelhes, en fut la marque la plus visible. C'est que le syndicalisme révolutionnaire était une doctrine et une pratique pour élites. Cet appel constant et exclusif à la classe ouvrière pour faire, par elle seule, son propre salut, ne pouvait avoir d'écho que chez des âmes fortes, chez ceux seulement qui appartenaient à la fraction « consciente » du prolétariat, comme on disait alors ; c'était une doctrine pour « minorités agissantes ». Or, de par ses principes mêmes, le syndicalisme ne pouvait et ne devait rester un mouvement de minorité. C'est le prolétariat dans son ensemble qui, par une lutte d'ensemble, doit conquérir son émancipation. La conception bolchevique qui fait de la révolution l'œuvre de petits groupes de « révolutionnaires professionnels », se servant simplement de la « masse » comme d'un levier pour atteindre leurs buts, était aux antipodes du postulat syndicaliste selon lequel une révolution ainsi faite — et l'expérience l'a amplement démontré — ne pouvait aboutir pour le prolétariat qu'à un changement de maîtres. Le syndicalisme se devait donc de s'étendre le plus possible dans les larges couches de la classe ouvrière, et c'est ce à quoi il réussit largement autour des années 1905 en raison des succès remportés au cours de ses premières luttes. Mais en s'étendant il perdait de sa pureté. Il abandonnait peu à peu son orgueil et sa vertu. Déjà l'on s'empressait de proclamer que l'on ne prétendait point que « le syndicalisme suffisait à tout », mais seulement qu'« il se suffisait à lui-même », ce qui

ne signifiait pas grand-chose, et l'on n'osait pas instituer la non-rééligibilité des fonctionnaires syndicaux, alors que la non-rééligibilité est la condition nécessaire à toute démocratie réelle. Certes de grands et beaux mouvements devaient avoir encore lieu, telles la grève des postiers de 1909, celle des cheminots de 1910, les grèves subites des ouvriers des usines d'électricité, la lutte des instituteurs pour le droit syndical et le droit de fréquenter les Bourses du Travail, mais au cours de toutes ces dernières luttes, et d'autant plus qu'elles se produisaient surtout dans les services publics, on tendait de plus en plus à chercher une aide extérieure, particulièrement auprès des partis politiques, pour agir dans les ministères et au Parlement. Cela fut particulièrement sensible au cours de la grève des cheminots.

Le syndicalisme faiblissant il était inévitable que son théoricien faiblisse lui aussi. Les derniers écrits de Sorel tombent dans l'éclectisme et les titres de certains d'entre eux, comme « La décomposition du marxisme » et les « Illusions du Progrès », montrent assez dans quel état d'esprit était l'auteur. En 1910 d'ailleurs, il annonçait à ses lecteurs italiens qu'il « renonçait à la littérature socialiste ».

Le « cercle Proudhon » et « l'Indépendance »

C'est durant cette période de découragement que se place un incident qu'il serait malhonorable de passer sous silence. Il n'est point de tableau sans ombre ; il y a une ombre au tableau de Sorel. Ombre légère et passagère, mais qu'il nous faut dire.

Depuis quelques années certains éléments royalistes faisaient le siège des syndicalistes, et de Sorel en particulier. Sous prétexte que le syndicalisme reprochait à la démocratie bourgeoise de chercher à atténuer l'antagonisme des classes et qu'il attaquait la démocratie politique qui ne veut considérer qu'un homme abstrait ne jouissant que d'un droit abstrait, l'électeur, en y opposant la démocratie économique où chaque être humain, en tant que participant à la direction de sa branche de production, serait considéré sous son aspect concret de producteur, les gens de l'« Action française » prétendaient avoir quelque chose de commun avec les syndicalistes parce que, eux aussi, ils attaquaient la démocratie. Ils l'attaquaient, non pour la rendre plus réelle, mais pour la faire disparaître, ils l'attaquaient, non parce qu'elle affaiblissait la lutte de classe, mais parce qu'elle tolérait les manifestations de la lutte de classe et qu'ils espéraient que sa disparition entraînerait la subjugation complète du prolétariat. Sorel avait eu beau écrire : « Il est clair que la pratique monarchique conduit à une conception antisocialiste, de même que la pratique démocratique rend la conception socialiste presque intuitive », les tenants du « nationalisme intégral » prétendirent l'embrigader dans une croisade commune contre la démocratie ! Un « Cercle Proudhon » fut créé, parce que Proudhon était sans doute, lui aussi, un royaliste et un antidémocrate ! Et, en 1911, une revue, « l'Indépendance », fut fondée. Chamberé, adulé, entouré, traité de « cher maître », Sorel — qui avait plus de soixante ans et dont la femme était morte depuis dix ans passés — eut le tort d'accepter un tel accouplement. Un

révolutionnaire peut certes collaborer sans déroger, à cause de leur caractère en quelque sorte technique, à des revues comme la « Revue scientifique » ou la « Revue de métaphysique et de morale », ce dont Sorel ne se fit pas faute, mais il n'en est pas de même pour une revue comme « l'Indépendance » qui affichait des prétentions sociales et qui comprenait dans son comité de direction des hommes aussi marqués politiquement que René Benjamin, Vincent d'Indy et de Cuverville.

Le succès de cette effronterie ne fut pas grand. « L'Indépendance » ne vécut guère plus d'un an, et le Cercle Proudhon guère davantage. D'ailleurs la guerre allait éclater, et, à la lueur des canons, chacun devait reprendre ses positions naturelles : les tenants du « nationalisme intégral » du côté du nationalisme et du chauvinisme, Sorel du côté des internationaux ; cette guerre était, pour lui, le type d'une guerre entre ploutocrates, sous le couvert de la démocratie. Pour Sorel la patrie n'avait jamais été qu'une « fiction » et il avait salué « l'introduction de l'antipatriotisme dans le mouvement ouvrier » comme le moyen, pour le prolétariat, de « nier de la façon la plus grossière, le pacte social, par la négation du devoir patriotique ». La guerre de 1914-1918 ne fit que le confirmer dans cette opinion ; les allusions qu'il fait à la guerre et à la patrie dans les lettres que l'on va lire, bien que très prudentes — on vit sous la crainte de Clemenceau — ne laissent aucun doute à cet égard.

Sorel et la Révolution russe

Ces lettres ont été écrites à Paul Delesalle. Delesalle est un ancien ouvrier ajusteur-mécanicien, venu des rangs de l'anarchisme militant, et qui, après avoir été l'un des fondateurs du syndicat des mécaniciens en instruments de précision, fut, pendant huit ans, secrétaire adjoint de la Fédération des Bourses et de la section des Bourses de la C. G. T. après la fusion de 1901. A l'époque où Sorel lui écrivait, il tenait une petite boutique de bouquiniste rue Monsieur-le-Prince.

Le principal intérêt de ces lettres qui, sauf les quatre premières, datent de la guerre et de l'immédiate après-guerre, est de montrer comment se forma l'opinion de Sorel sur la Révolution russe, opinion qu'il exprima publiquement dans son « Plaidoyer pour Lénine », écrit en 1919 pour une réédition des « Réflexions sur la violence ».

Comme nous tous — par « nous » j'entends les syndicalistes des années 1900 — Sorel savait que les tendances autoritaires avaient toujours prévalu au sein de la fraction bolchevik du parti social-démocrate russe, mais aussi, comme nous tous, dès qu'on eut quelques renseignements sur ce qui se passait en Russie, il vit le fait : la classe ouvrière maîtresse des usines, et l'établissement d'une Constitution qui, par le moyen des soviets, auxquels les producteurs étaient seuls électeurs, assurait aux travailleurs, et à eux seuls, l'exercice aussi direct que possible du pouvoir. Par ailleurs la publication par Lénine de l'« Etat et la Révolution », véritable manifeste antiétatique, pouvait rassurer sur ce que le passé du parti bolchevik avait d'inquiétant. Aussi les syndicalistes révolutionnaires furent-ils les premiers en France, et même les seuls pendant quelques années, à défendre la Révolution soviétique. Sorel, entièrement revenu de ses égarements d'avant guerre, fit comme eux.

En Italie, cependant, où, ainsi que le remarque Sorel dans une de ses lettres, on connaissait mieux qu'en France les partis russes, et où l'on discernait sans doute, mieux que nous ne pouvions le faire, que c'étaient les anciennes doctrines bolcheviki qui dessinaient, en fin de compte, la seule voie dans laquelle le peuple russe finirait par s'engager, les disciples de Sorel étaient beaucoup moins enthousiastes que lui. On en jugera par la lettre d'Enrico Leone, l'une des plus nobles figures du syndicalisme italien, qui devait périr peu après sous les coups des fascistes.

Quelle eût été l'opinion de Sorel sur les développements pris par les événements de Russie après la mort de Lénine, nous ne pouvons que le préjuger, car, en août 1922, Sorel mourait : il avait soixante-quatorze ans. Il disparaissait au moment même où la défaite de l'opposition ouvrière commençait à faire présager que le bolchevisme allait tourner le dos à la révolution prolétarienne ; il disparaissait à la veille du jour où, par un prodigieux renversement dialectique, la république ouvrière des soviets se muait en une monarchie orientale de vieux style : un maître omnipotent régissant un amalgame de peuples par la terreur administrative et l'esclavage économique. La révolution d'octobre aboutissait au renforcement de tout ce qu'elle avait nié. Elle devenait le régime du Talon de Fer décrit par Jack London : un petit groupe d'« oligarques », maîtres absolus, des « castes privilégiées » de policiers et de techniciens, armature du régime, et, au-dessous, l'immense « peuple de l'abîme », chair à travail et chair à canon, sans pouvoir et sans droits. Ce qui avait enchanté Sorel c'était que l'on criait, paraît-il, en Russie : « Mort aux intellectuels ! » ; qu'aurait-il dit lorsqu'il aurait vu s'installer en Russie la dictature des intellectuels ! Dictature politique des intellectuels purs et privilégiés économiques pour les intellectuels bâtards, ceux de l'administration et de la technique.

Deux mois avant Sorel, était mort Griffuelhes, le premier secrétaire de la C. G. T. Ainsi disparaissaient presque simultanément les deux hommes qui, sur des plans différents, avaient été la plus haute incarnation du syndicalisme révolutionnaire, le théoricien et l'homme d'action.

Sorel et Mussolini

C'est à l'époque de la mort de Sorel que le fascisme fit son avènement en Italie. Et cela valut à Sorel, ou plutôt à sa mémoire, la plus extravagante aventure qu'on puisse imaginer.

Sorel était très connu en Italie, plus qu'en France. Dans ce pays de vieille intelligence, où l'esprit est particulièrement aiguisé, Sorel eut une audience nombreuse, grâce peut-être précisément à ce que sa pensée avait parfois de difficile et de trop subtil. Sorel entretenait notamment une correspondance active avec tout ce que l'intelligentsia comprenait alors de brillants éléments, aussi bien avec des non-socialistes comme Benedetto Croce, Ferrero ou Pareto qu'avec les socialistes et les syndicalistes, dont les ouvrages étaient souvent préfacés par lui dans leurs traductions françaises ; non seulement la plupart de ses œuvres furent traduites en italien, mais plusieurs, et non des moindres, ne furent publiées qu'en Italie ; enfin il lui arriva de collaborer régulièrement à des quotidiens italiens, ce qu'il n'eut jamais

l'occasion de faire dans les quotidiens français.

Or il arriva ceci : Mussolini, parvenu au pouvoir, éprouva le besoin, comme tous les parvenus, de s'appuyer sur une autorité. Il lui fallait cautionner ses pratiques par le nom d'un théoricien. Un théoricien mort, bien entendu, pour être sûr qu'il ne puisse protester. Lénine s'était appuyé sur l'autorité de Marx ; Mussolini, qui cherchait à copier en tout les procédés des bolcheviki, s'appuya sur celle... de Sorel ! Mussolini et ses faisceaux usaient systématiquement de la violence ; Sorel avait fait l'apologie de la violence, c'en était assez pour faire de Sorel le père du fascisme, Sorel dont nous voyons par ses lettres à Delesalle qu'il considérait les progrès du fascisme comme un « désastre ».

Sorel, défenseur de la violence prolétarienne, devint donc le théoricien de la violence bourgeoise ! Sorel qui, pendant trente ans, avait prêché la lutte de classe, Sorel, pour qui tout l'avenir du prolétariat « dépend d'une guerre sans trêve déclarée à ses maîtres », devenait l'apôtre de la paix sociale ! L'admirateur de la grève générale devenait le garant de celui qui interdisait toute grève ! Le théoricien de l'« action directe », celui pour qui « la foi dans la force magique de l'Etat » était la marque des « groupes en décadence » se trouvait revendiqué par ceux qui divinisaient l'Etat ! Le doctrinaire de la scission du prolétariat d'avec la bourgeoisie devenait le responsable du corporatisme, selon lequel patrons et ouvriers, bourgeois et prolétaires doivent communier en pleine fraternité sur l'autel de la patrie ! « Hiérarchie » (Gerarchia) était le titre de la revue doctrinale de ceux qui prétendaient s'inspirer de la doctrine de celui qui posait comme règle l'exclusion des intellectuels de toute fonction dirigeante parce que « leur direction aurait pour effet de restaurer les hiérarchies » ! Et c'est sans doute également au nom de l'ami et de l'admirateur de Pelloutier que les escouades de maquereaux et de nerfis qui formaient les troupes du Duce incendiaient les Bourses du Travail, assassinaient les militants syndicaux ou les rendaient fous par des volées de coups de bâton sur la tête !... Dérision !

La violence et la force

Mais le plus curieux c'est que le point à propos duquel Mussolini prétendait pouvoir se réclamer de Sorel, l'apologie de la violence, est précisément celui à propos duquel Sorel avait, par avance, condamné de la façon la plus sévère les méthodes fascistes.

Dans ses « Réflexions » Sorel distingue, en effet, deux sortes de violences : l'une, à laquelle il réserve le nom de violence, est la violence prolétarienne, celle qui a pour fonction d'accroître la séparation des classes, — l'autre, à laquelle il donne le nom de « force » est employée par ceux qui ne cherchent qu'à s'emparer du pouvoir ou à le conserver. « Il y a une différence à établir entre la force, qui marche vers l'autorité et cherche à réaliser une obéissance automatique, et la violence, qui veut briser cette autorité ». « La force a pour objet d'imposer l'organisation d'un certain ordre social dans lequel une minorité gouverne, tandis que la violence tend à la destruction de cet ordre ».

Dès ses premiers écrits, Sorel avait appelé l'attention sur les deux sortes de luttes politi-

ques qu'avait distinguées Vico : « La lutte pour la conquête des avantages procurés par le pouvoir et la lutte pour les droits » ; la première se poursuit au moyen de la force, la seconde au moyen de la violence, celle-ci créant, par l'intensification de la conscience de classe qu'elle provoque, les conditions nécessaires pour que se forment l'idée d'un Droit nouveau et la volonté de le faire triompher. Or il va sans dire que les luttes de la seconde espèce sont seules fécondes et que par conséquent, seule, la violence a une valeur ; la force n'est que répugnante.

Aussi, autant Sorel loue-t-il la violence, autant flétrit-il la force ! La force est le propre des envieux et de ceux qui n'ont pour toute idée que le désir de la vengeance. Chez les chefs « la jalousie se transforme en une soif d'arriver coûte que coûte aux positions les plus enviées, en employant tous les moyens qui permettent d'écarter les gens qui gênent leur marche en avant », tandis que dans la masse, à laquelle les démagogues ont fait croire que pour améliorer son sort « le meilleur moyen consiste à employer la force de l'Etat pour empêcher les riches, on passe de la jalousie à la vengeance, et on sait que la vengeance est un sentiment d'une puissance extraordinaire, surtout chez les êtres faibles ».

C'est pourquoi ce sont les révolutions « idéalistes » qui sont les plus sanguinaires, car elles sont le fait d'intellectuels et de démagogues, jaloux et vindicatifs, et non de travailleurs conduits à créer un ordre social nouveau en accord avec leur position dans l'économie. « J'ai été toujours très frappé de la férocité des révolutions idéalistes ; la Terreur en France a été l'œuvre de théoriciens obstinés et elle a failli faire sombrer l'œuvre économique-juridique ; à la Restauration, retour offensif de nouveaux idéalistes et persécutions auxquelles le pays ne comprend rien ; les légitimistes lui apparaissent comme des fous furieux. L'Eglise a persécuté avec une ténacité et une habileté surprenantes ; mais n'est-elle pas le modèle de tous les gouvernements idéalistes ?... La férocité des idéalistes est une certitude ».

Or, jalousie, vengeance, idéalisme (l'idée de la grandeur de la patrie), et surtout appétit de pouvoir et de domination de la part de gens sans rapports aucuns avec la production, n'est-ce pas là précisément le fascisme ? La vague de cruauté qui déferle sur l'Europe depuis un quart de siècle relève de la force et non de la violence. Il faut remonter aux guerres de Religion, ces luttes typiquement idéalistes, pour trouver un emploi de la « force » aussi brutal, aussi étendu et aussi persistant. Jadis, pendant la Révolution, la Terreur ne dura même pas deux ans ; aujourd'hui la Terreur italienne a duré plus de vingt ans, la Terreur allemande n'a pas cessé durant douze ans et la Terreur russe est encore en plein développement près de trente ans après avoir débuté.

Faut-il punir la force par d'autres mesures de force à l'encontre de ses sectateurs après qu'ils ont été abattus ? Faut-il, comme les légitimistes, faire suivre la Terreur rouge d'une Terreur blanche, ou inversement ? A cela Sorel répond : « J'ai horreur de toute mesure qui frappe le vaincu sous un déguisement judiciaire ».

Qu'on ne croie pas surtout que cette distinction de la violence et de la force soit une distinction artificielle imaginée par un théoricien pour les besoins de sa cause. C'est une distinction profondément ancrée, instinctive, au cœur des révolutionnaires. Tous les révolutionnaires

admettent la violence et en usent ; mais tous ont en horreur la « répression ». Louise Michel faisait le coup de feu, dans les tranchées de la gare de Clamart, contre les soldats de Versailles, mais elle demanda au tribunal l'acquiescement de l'homme qui, au Havre, lui avait logé une balle dans la tête.

Entre la violence et la force il faut faire la même distinction qu'entre tuer un ennemi au combat et « abattre » un prisonnier.

Que la prétention de Mussolini à une parenté spirituelle avec Sorel ait pu trouver créance est l'un de ces faits qui dénotent combien nous sommes entrés dans l'ère du mensonge, le mensonge qui est l'un des aspects de toute décadence. Un de ces faits qui montrent à quel point tout sens critique a disparu ! Comment il suffit qu'une affirmation, si absurde soit-elle, soit émise par des gens en place, pour que tout le monde l'admette !

On verra par sa lettre du 23 juin 1918 que Sorel avait comme la prescience du destin qui lui était ainsi réservé. Il y exprime des doutes sur l'utilité de son œuvre, et il rappelle que Virgile voulait faire détruire l'« Enéide » parce que, selon Proudhon, il craignait que son poème ne soit interprété dans un sens diamétralement opposé à celui dans lequel il avait été écrit. Les penseurs originaux, les précurseurs et les grands isolés craindront toujours, et à juste titre, d'être déformés ou trahis par des disciples incompréhensifs ou des aventuriers sans vergogne. C'est ce même sentiment qui faisait dire à Marx, à la fin de sa vie également : « Moi, je ne suis pas marxiste ». Et Marx s'est trouvé trahi, en effet, dans la grande plaine orientale, tout autant que Sorel dans la péninsule méditerranéenne.

Le point culminant du développement du capitalisme

La grande importance historique de Sorel vient de ce qu'il fait époque, ou, plus précisément, qu'il marque la fin d'une époque : il marque l'apogée de la pensée socialiste en un moment où l'action ouvrière est alors elle-même à son apogée et où le capitalisme, lui aussi, atteint le point culminant de son développement.

Tous les observateurs tant soit peu intelligents de l'évolution sociale, que ce soit Werner Sombart ou André Siegfried, ont reconnu que les années 1910 marquent un tournant dans l'histoire du capitalisme, je dirais plus précisément : un point de rebroussement. Le monde de 1920 ne se dirige plus dans le même sens que le monde de 1910. Jusqu'en 1914 la société bourgeoise est encore en plein développement. Techniquement, scientifiquement, politiquement. Les grandes découvertes que sont l'aviation et les ondes hertziennes viennent d'être faites ; l'électricité et le moteur à explosion sont en passe d'atteindre leur maturité technique ; Einstein procède au renouvellement de nos conceptions du temps, de l'espace et de la masse, cependant que la radioactivité permet de commencer à se rendre compte de la constitution interne de la matière. En France l'affaire Dreyfus a porté un rude coup au militarisme, à l'Eglise et à la raison d'Etat, et elle a permis d'accroître les garanties de la liberté individuelle ; en Angleterre le pouvoir politique des propriétaires fonciers vient d'être définitivement liquidé ;

la guerre, enfin, va balayer tout ce qui restait d'ancien régime dans l'Europe centrale et orientale.

Tout cela s'est opéré selon les méthodes et dans l'atmosphère où notre société occidentale était accoutumée à vivre depuis la fin du XVIII^e siècle : par des méthodes qui sont le produit de la liberté économique, dans une atmosphère de concurrence générale. Certes, on voit bien poindre, ici et là, quelques signes d'étatisme ou de trustification et de cartellisation ; un protectionnisme modéré tend également à remplacer un libre-échange approché. Mais ce ne sont là encore que des phénomènes accidentels, qui peuvent alarmer pour l'avenir, mais qui sont insuffisants pour changer le caractère présent de la société ; celle-ci reste la société capitaliste type, classique, se précipitant vers le progrès au hasard des facultés et des ambitions individuelles qui s'entre-choquent dans une course ardente vers le profit. C'est bien encore la société que Sorel décrivait en ces termes, et dont il présentait les modes d'action comme un modèle à suivre pour le prolétariat : « Le capitalisme n'a pas mal réussi dans ce qu'on a appelé son aveuglement et sa folie... Marx a décrit en termes magnifiques l'œuvre prodigieuse qui a été réalisée sans plan, sans chef et sans raison... La bourgeoisie a opéré révolutionnairement et contrairement à toutes les idées que les sociologues se font d'une activité puissante et capable d'aboutir à de grands résultats. La révolution a été fondée sur la transformation des instruments de production, faite au hasard des initiatives individuelles ; on pourrait dire qu'elle a opéré suivant un mode « matérialiste », puisqu'elle n'a jamais été dirigée par l'idée des moyens à employer pour réaliser la grandeur d'une classe ou d'un pays. Pourquoi le prolétariat ne pourrait-il pas suivre la même voie et marcher de l'avant sans s'imposer aucun plan idéal ?... La puissance et la richesse de la bourgeoisie furent basées sur l'autonomie des directeurs d'entreprises. Pourquoi la force révolutionnaire du prolétariat ne serait-elle pas basée sur l'autonomie des révoltes ouvrières ? Si Sorel avait vécu suffisamment pour pouvoir se familiariser avec les conceptions scientifiques récentes, il aurait pu ajouter que la nature aussi se comporte comme le capitalisme : ses « lois », même les plus rigoureuses, ne sont jamais que des lois statistiques traduisant les résultats d'ensemble d'une infinité d'actions qui se produisent indépendamment les unes des autres, anarchiquement, sans plan et sans lois.

Apparition de la sclérose

Or après 1918 brusque changement de décor : il ne s'agit plus de conquérir, mais de conserver ; ce n'est plus l'audace individuelle qui est de mise, mais l'accord concerté ; en tous pays il n'est plus question que de monopoles, de cartels, d'interdictions, de protections, de garanties de toutes sortes, sauf la garantie de la liberté. Certes le progrès technique poursuit encore son train-train, mais il tend à se limiter aux pays qui sont restés en retard dans la transformation en question, c'est-à-dire qui en sont encore, plus ou moins, au régime de la liberté économique, comme c'est le cas, tout particulièrement, des Etats-Unis d'Amérique. L'audace de la recherche faiblit en même temps que l'initiative des entrepreneurs, tandis que le droit de l'Etat sur

les individus s'étend dans la mesure où il étend sur eux sa « protection ». Il est facile de reconnaître là les signes classiques d'un organisme vieillissant ; on l'a dit : c'est la « sclérose » qui apparaît.

Parallèlement le sentiment prolifère aux dépens de la raison. Une sorte de renaissance religieuse prend la place du rationalisme et de l'anticléricalisme militants de l'époque précédente ; dans la littérature on se réfugie dans l'obscurité pour faire croire à de la profondeur et les tarabiscotages psychologiques succèdent aux clairs et probes tableaux du naturalisme. Le sens des valeurs est à ce point perverti qu'on fait de Péguy un poète et un penseur !

Or, conformément à l'une des idées maîtresses du « Manifeste communiste », le développement du prolétariat est lié à celui de la bourgeoisie. C'est la croissance de celle-ci qui entraîne la croissance de celui-là, mais ceci implique que la décadence de la bourgeoisie entraîne aussi celle du prolétariat. Et, en effet, non seulement on voit partout la classe ouvrière se refuser à occuper le pouvoir qui est tombé entre ses mains après la chute des empires centraux ou qui est prêt à y tomber au moindre effort, mais on constate aussi que même l'idée d'une « émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes » disparaît de la conscience prolétarienne. La conception d'une rédemption par un effort personnel, d'un insurgé qui « n'obéit plus qu'à la raison », comme disait le poète de l'« Internationale », est remplacée de plus en plus par l'espoir mystique et paresseux en un « sauveur suprême ». Au lieu que le sentiment et la passion « agglomèrent » seulement les idées et les renforcent, ils se substituent complètement à l'idée. On ne cherche plus à comprendre et à décider, on se contente de croire et d'obéir. « La crise actuelle rappelle la ruine du monde antique », écrivait Sorel en 1922 dans sa préface à la deuxième édition de la « Ruine du Monde antique » ; et, en effet, nos actuels stalinien présentent tous les traits essentiels des chrétiens des premiers siècles : même millénarisme, même fanatisme, même intolérance, même obéissance aveugle, même malhonnêteté intellectuelle, même « obscurantisme ». C'est une ruée générale vers la servitude.

La disparition du syndicalisme révolutionnaire

Aussi le syndicalisme révolutionnaire a-t-il disparu presque complètement. Conformément à une règle commune à tout le XIX^e siècle, selon laquelle c'est en France que les mouvements politiques et sociaux revêtent leurs formes les plus typiques, c'était en France que le syndicalisme révolutionnaire, issu des sociétés de résistance de la section française de la première Internationale, avait pris son aspect classique ; cependant il n'était point resté confiné à notre pays ; durant la première décennie du XX^e siècle il s'était largement développé dans les pays latins : l'« Union syndicale » en Italie, la « Confédération Nationale du Travail » (C. N. T.) en Espagne, diverses organisations d'Argentine s'en réclamaient exclusivement ; les pays scandinaves, particulièrement la Norvège, en étaient passablement imprégnés ; les « Travailleurs industriels du monde » (I. W. W.), aux Etats-Unis, conduisaient sous leur drapeau des luttes qui comptent parmi les plus ardentes et les plus dures du mouve-

ment ouvrier ; il n'est point jusqu'à l'Autriche qui n'ait vu débarquer le syndicalisme révolutionnaire sous les espèces de Tom Mann, le vieil organisateur des ouvriers anglais, venu pour fonder une section des I. W. W. Or, après 1918, sauf en Espagne où la C. N. T. sera l'âme du soulèvement de 1936, tout cela est mort ou à l'agonie.

Même constatation en ce qui concerne la pensée socialiste. Aucun mouvement, sauf peut-être celui des encyclopédistes, ne fut aussi riche en écrivains et en penseurs que le socialisme. Je ne parle même pas des fondateurs du socialisme, mais, en m'en tenant à ceux de la dernière génération, il est certain que chez ceux-ci, qu'ils fussent social-démocrates ou anarchistes, que ce soit Bernstein ou Kautsky, Plekhanov ou Reclus, Lafargue ou Kropotkine, que ce soient les mencheviks ou les austro-marxistes, il y avait chez eux tous une richesse de pensée, un effort vers l'analyse rationnelle des phénomènes sociaux qui contrastaient heureusement avec l'indigence de la pensée bourgeoise qui se faisait déjà sentir, à cette époque, en matière économique et sociale. Or tous ces hommes sont morts, ...sans être remplacés. Il n'y a plus de pensée socialiste. Cherchez où vous voudrez ! En France, en Allemagne, chez les Anglo-saxons ou chez les Latins... vous ne trouverez pas, durant ces vingt dernières années, un écrit socialiste digne d'être noté. Qu'on en ait été réduit à faire un sort à une pauvreté comme l'« Au delà du marxisme » de Henri de Man est un signe des temps ! Les derniers théoriciens du socialisme, bien qu'ils fissent déjà quelque peu figure d'épigones, furent les bolcheviks russes : ils sont maintenant tous tombés sous les balles du Guépéou.

Or rien n'indique mieux la décadence d'un mouvement que la disparition de la pensée.

Ainsi Sorel apparaît comme le dernier grand penseur du socialisme, logiquement et historiquement. Logiquement, parce qu'il a tiré des principes posés par Marx les ultimes conséquences ; historiquement puisque après lui il n'y a plus personne. Le développement de l'idée a marché simultanément avec celui de l'histoire.

Les effets moraux de l'inflation

Ce n'est pas le lieu ici de rechercher pourquoi et comment s'est produit ce changement. Je voudrais cependant indiquer l'un des principaux facteurs qui sont intervenus dans la dégénérescence du prolétariat, parce qu'il se rattache à certaines préoccupations essentielles de Sorel.

La dégénérescence révolutionnaire a sans doute pour origine les habitudes de soumission qu'entretient chez l'ouvrier l'obéissance au patron. Sorel avait déjà remarqué que « les succès du socialisme politique proviennent de la docilité quasi ecclésiastique dont fait preuve la classe ouvrière ». Mais si cette docilité a fini par l'emporter sur les sentiments de révolte que fait naître aussi, par réaction, l'assujettissement au patronat, et qui constituent l'élément moteur du syndicalisme révolutionnaire, cela est dû à un fait extérieur, un phénomène en quelque sorte occasionnel, mais qui dure depuis trente ans et ne cesse de s'amplifier : l'inflation.

Nous connaissons bien maintenant les effets monétaires, économiques et même sociaux de

l'inflation mais ils ne sont pas tout ; l'inflation comporte également des effets moraux, au sens large du mot, et ce ne sont pas les moins importants.

Depuis la fin de la Révolution jusqu'en 1914 la France a vécu sous le régime de la monnaie réelle, avec des monnaies vraies, monnaies en métaux précieux ou en billets échangeables contre des métaux précieux ; depuis 1914 elle vit sous un régime de monnaie dépourvue de toute valeur réelle, basée sur des signes dont la valeur conventionnelle est constamment variable et arbitrairement fixée par la quantité de monnaie émise. Or il est évident que seul le premier système crée un climat propice à l'élaboration ou à la conservation de notions juridiques, à la conception d'un droit permanent réglant les rapports entre les individus et entre les individus et les choses. Le second système est, au contraire, destructif de toute idée de droit : c'est « au petit bonheur la chance » ; c'est le régime de la « facilité ». Lorsque la valeur d'échange perd sa stabilité, toutes les autres valeurs, morales et autres, sont ébranlées.

L'inflation est dangereuse pour la conservation sociale, mais elle est non moins néfaste pour la révolution sociale. L'idée de la révolution provient de ce que l'on se trouve enfermé dans un édifice juridique solide et stable duquel on ne peut s'échapper qu'en le faisant sauter, et en en établissant un autre tout aussi solide et stable, quoique basé sur d'autres principes. La révolution est un changement de droit. Lorsqu'il n'y a plus de droit, la révolution perd sa signification. Il n'y a plus lieu à révolution, mais simplement au débrouillage individuel. Le pillage remplace la bataille.

L'inflation réside dans une expropriation des détenteurs de la richesse acquise et le transfert de leur créance sur la richesse actuelle entre les mains de ceux qui présentement participent à la création de cette richesse : patrons et ouvriers. C'est donc une aubaine commune pour l'exploiteur et l'exploité, il ne s'agit plus que de se la partager. La lutte de classe est ainsi ravalée à une querelle pour le partage d'un butin. Entre deux pillards, même s'ils se disputent, on ne peut parler de « scission » ; un intérêt commun les unit. Le salarié ne voit plus dans le patron l'ennemi qui lui extorque la plus-value, mais simplement le complice qui cherche à lui rogner sa part. C'est pourquoi l'idée d'une société nouvelle à construire par son propre effort disparaît de la conscience du prolétaire ; celui-ci ne demande plus qu'au gendarme de lui faire attribuer sa part ; le recours constant à l'État sous forme de requête, de pénétration ou de menace, devient la seule et grande affaire : il se substitue à l'action directe. En généralisant, on imagine un Etat-Providence qui vous attribuera tout ce que vous lui demanderez.

L'ère de l'impérialisme

Le syndicalisme révolutionnaire est apparu, non seulement à la fin d'une longue période de relative stabilisation monétaire, mais après que, durant une vingtaine d'années, les prix avaient subi un certain fléchissement du fait de l'augmentation de la valeur de l'or à la suite de l'épuisement des placers californiens. Or la baisse des prix a des effets exactement contraires à ceux de l'inflation : la richesse acquise voit s'accroître ses revenus aux dépens

de ceux qui concourent à la formation de la richesse présente ; les temps deviennent plus durs pour l'industriel et pour ses ouvriers, d'où exacerbation de leur antagonisme. Le syndicalisme révolutionnaire est, pour une part, le produit de la baisse des prix et de la dépression économique de la période 1875-1900.

La mise en valeur des gisements d'or du Transvaal a amené un mouvement en sens contraire : l'or diminua de valeur dès les premières années du XX^e siècle, les prix montèrent, et l'effet de la montée des prix étant le même quelle qu'en soit la cause, qu'elle soit due à l'inflation de papier ou à la baisse de l'or, la légère hausse des prix qui se produisit de 1900 à 1914 explique l'affaiblissement du syndicalisme révolutionnaire à la veille de la guerre mondiale ; leur montée en flèche après 1918, lorsque le papier remplaça l'or, entraîna la disparition du syndicalisme. Comme rien n'indique le retour dans un proche avenir de la stabilité monétaire, il serait peu sage de compter sur une prochaine réapparition de la conscience révolutionnaire du prolétariat. Et, par voie de conséquence, sur une prochaine réapparition de la pensée socialiste.

Cela d'autant plus que d'autres facteurs viennent renforcer l'action de l'inflation. Nous sommes entrés définitivement dans l'ère de l'impérialisme. La grande bataille pour la conquête du monde est devenue l'essentiel, le trait dominant de l'époque que nous vivons. Son importance est si grande que tout s'y subordonne, même la lutte de classe. Dès maintenant les classes en lutte ne sont plus que des auxiliaires pour les impérialismes qui s'affrontent. Tout comme aristocrates et démocrates, dans les villes grecques du III^e siècle, n'étaient qu'é des instruments de la politique étrangère de Rome et de la Macédoine, le prolétariat et la bourgeoisie ne sont plus, entre les mains des candidats à l'empire du monde, que de simples cartes dont on se sert pour s'assurer des positions dominantes dans les pays que l'on convoite ou de l'aide desquels on a momentanément besoin.

D'autre part, nous avons dit que la bourgeoisie, fatiguée, recherchait désormais beaucoup plus la sécurité de ses situations que la libre conquête du profit. Une importante partie de la bourgeoisie, grande et petite, tourne donc maintenant ses regards de plus en plus vers un capitalisme d'Etat qui lui assurerait ses privilèges au moindre risque et avec le moindre fracas pour elle. Mais ceci se heurte encore à des intérêts, à des traditions, à des institutions ; pour les supprimer il faut une masse combattante : le prolétariat est tout indiqué pour être cette masse. La classe ouvrière risque donc ainsi, après avoir servi à la bourgeoisie pour renverser les entraves féodales et autres qui empêchaient celle-ci d'atteindre sa maturité, de servir, une fois encore, à la bourgeoisie, devenue sénile, pour l'aider à revêtir ses formes de décadence.

L'évolution prolétarienne est imprévisible

Cependant ne désespérons pas ! Le phénix renaît toujours de ses cendres. Après des éclipses plus ou moins longues il y a toujours des renaissances. Entre deux grandes batailles de la guerre 1914-1918 et avec un cœur battant à la cadence de 104 par minute Sorel écrivait

à Delesalle qu' « il existe une évolution prolétarienne aussi créatrice et aussi imprévisible que l'évolution darwinienne ». C'est également notre conviction. L'évolution actuelle du prolétariat était à peu près imprévisible pour l'homme de 1906 ; bien qu'elle apparaisse comme encore plus imprévisible, une nouvelle évolution, dans une direction différente, voire une « mutation », au sens biologique du mot, peut se produire. Notre croyance reste inchangée. Nous sommes persuadé qu'une société de producteurs égaux et libres succédera aux sociétés de classes et nous sommes persuadé aussi que ce n'est que selon les lignes directrices posées par le syndicalisme révolutionnaire que la classe ouvrière pourra fonder cette société ; en suivant des voies différentes elle ne ferait que se préparer de nouvelles servitudes. Après quels avatars, en suite de quelles révolutions techniques et économiques cela se produira-t-il, nous ne savons. Mais ce dont nous sommes certain c'est que tout effort dans ce sens n'est pas vain, que l'œuvre ne s'accomplira qu'après qu'aurait avorté de multiples tentatives, et grâce à elles. La conservation de l'énergie est une loi universelle. Toute énergie dépensée se retrouve, et toute transformation n'est qu'une somme d'énergie accumulée.

Parmi les efforts qui auront contribué à l'établissement de la Cité socialiste le syndicalisme des années 1900, dont Sorel a été le plus profond interprète, occupera une des places les plus hautes. « Anticipation ! » a dit du syndicalisme révolutionnaire l'ex-syndicaliste Arturo Labriola. Anticipation ? Peut-être ! Mais toute réalisation ne s'élève que sur un monceau d'anticipations.

R. LOUZON.

**Aussi sûrement que la conquête
suit la conquête et que l'annexion
succède à l'annexion, la conquête de
la Turquie par les Russes ne saurait
être qu'un prélude à l'annexion de la
Hongrie, de la Prusse et de la Galicie,
avec, pour réalisation ultime, l'empire
slave dont ont rêvé certains philoso-
phes fanatiques du panslavisme. Arrê-
ter la politique russe d'annexion est
une question de la plus haute impor-
tance.**

**Karl MARX
(1853)**

« Antidémocratie » et liberté

Une lettre trop longue pour le « Parmi nos Lettres » et trop intéressante pour que nous ne la publions pas. Je ne peux y répondre aujourd'hui comme elle le mériterait.

Deux remarques seulement :

1° Quand nous parlions, les vieux syndicalistes, de notre « antidémocratie », nous voulions dire que la démocratie, aspect politique de la domination de la bourgeoisie, était une illusion pour la classe ouvrière, que le battage sur les droits politiques avait souvent pour raison principale de faire perdre de vue les droits économiques, seuls importants, si bien qu'une révolution politique pouvait parfaitement intervenir sans modifier le sort de la classe ouvrière. De là notre conception d'un antidémocratie, substituant à des droits politiques fictifs les droits économiques réels et essentiels ; il saute aux yeux qu'elle est absolument à l'opposé de l'antidémocratie des royalistes à la Maurras.

Avec les générations, le vocabulaire change. Il est certain que depuis la Révolution russe et le bolchévisme le mot de démocratie a changé de contenu. Mais là aussi, on peut voir ce qu'il est advenu pour les travailleurs quand le soviét a disparu, mis au rancart par le parti et par le gouvernement.

2° Notre conception, dangereuse pour la liberté ? Au contraire. Sur ce point, comme sur le précédent, je conseille à Sardy de se reporter aux Bases du Syndicalisme de Pouget. — P. M.

Je viens de lire avec beaucoup d'intérêt votre article sur Pelloutier et Briand dans la R. P. de septembre. Vous nous mettez l'eau à la bouche et j'espère que vous ne nous ferez pas attendre trop longtemps le livre annoncé.

Après ce compliment qui n'est pas seulement de politesse, j'aborde l'objet même de cette lettre. C'est un mot de votre article « notre antidémocratie » qui est à l'origine de certaines réflexions que je veux vous communiquer.

« Un spectre hante l'Europe, celui du communisme », disait Marx dans son Manifeste. Si cette parole qui date d'un siècle était alors un espoir plus qu'une constatation, elle est devenue aujourd'hui une réalité. La société capitaliste se survit difficilement depuis la première guerre mondiale et nous sommes entrés dans l'ère des guerres et des révolutions dont parlait Lénine. Il s'ensuit que le problème n° 1 qui était au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle : Comment démolir la machine d'Etat bourgeoise ? est devenu aujourd'hui : Comment organiser les rapports sociaux au lendemain de la Révolution ? On peut dire que ces dernières années ce problème s'est posé pour le prolétariat en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, etc. Et si l'état politique, économique et social actuel de ces pays ne répond pas à notre idéal de bien-être et de liberté, qui est celui du syndicalisme mais qui pourrait fort bien être également celui du socialisme, cela tient à ce que trop longtemps et encore aujourd'hui nous nous sommes gargarisés de formules creuses comme celle de dictature du prolétariat derrière laquelle les aigrefins du mouvement se sont abrités pour exercer leur pouvoir personnel ou celui de la clique qu'ils représentent. Au XIX^e siècle il était permis de divaguer sur un tel sujet, mais aujourd'hui les conditions objectives pour la réalisation immédiate du socialisme existent dans nombre de pays et c'est faute d'une claire notion de ce que doit être une démocratie socialiste véritable que cette réalisation a échoué. Résoudre le problème ne signifie d'ailleurs pas que l'on va préciser noir sur blanc et dans ses moindres détails l'organisation de la société de demain. Ce serait une stupidité. Cela signifie seulement — mais c'est essentiel — que l'on va donner un contenu positif à l'idée de démocratie socialiste.

Or il n'est pas de groupement révolutionnaire qui, à ma connaissance, s'efforce de le faire. Tous font preuve d'une suffisance et d'une intolérance inadmissibles.

Les communistes staliniens ont une conception particulière de la démocratie. Suivant un mot connu, leur dictature du prolétariat s'est muée rapidement en dictature du secrétariat. Marx revenant parmi nous serait effaré, j'en suis sûr — et Lénine ne le serait pas moins — de ce qui se cache derrière ce qu'ils concevaient comme un élargissement de la démocratie bourgeoise.

Les trotskystes, qui devraient pourtant savoir ce qu'il en coûte de tourner le dos à la démocratie, ont une conception aussi étroite que celle du P. C. Leur orgueil de secte les fait se considérer comme les seuls qui jamais ne se trompent ; on pourrait ajouter : qui jamais ne se tromperont. Parvenus au pouvoir, ils auraient vite fait d'excommunier qui ne pense pas comme eux et l'excommunication de nos jours devient vite synonyme de destruction physique.

Je n'envisagerai pas la solution anarchiste, car elle me paraît dépourvue de tout réalisme et je ne crois pas les hommes assez évolués pour passer d'un saut de l'Etat au non-Etat. Il est plus sérieux d'envisager un dépérissement de l'Etat et de se représenter la phase libertaire de la société future comme un idéal dont on cherchera à se rapprocher.

Quant aux syndicalistes révolutionnaires, dont vous êtes, que signifie leur antidémocratie ? Il y a là, semble-t-il, une conception extrêmement dangereuse pour la liberté des hommes dans la République socialiste. C'est la porte ouverte à tous les arbitraires. Quel critérium vous permet en effet de détacher de la masse une élite qui parce qu'elle est plus dynamique serait appelée à diriger ? Que le prolétariat triomphe et votre aristocratie ouvrière sera génératrice de dictature. C'est parce que la masse n'est capable que de révoltes momentanées qu'il faut justement être intraitable sur le chapitre de la démocratie ouvrière. La genèse des révolutions est toujours la même : une avant-garde déclenche le combat — la masse suit — triomphe — la masse retombe dans son apathie. Les meilleurs étant tombés dans la lutte, les profiteurs surgissent alors et s'emparent des postes de commande... Il faut donc éviter que la masse perde le contrôle total des organismes chargés de la représenter : assemblées, syndicats, etc... Pour cela il est indispensable que toute minorité jouisse d'une garantie absolue d'expression. Il faut que la dictature du prolétariat soit bien, comme Marx la concevait, la dictature de 90 % de la nation, seule étant exclue, jusqu'à sa disparition en tant que classe, la minorité capitaliste. Il faut que chaque organisation révolutionnaire inscrive désormais au fronton de son temple le droit à l'hérésie et n'hésite pas à reprendre le mot d'ordre lancé par Voltaire : « Ecrasons l'infâme ! »

Qu'il serait beau alors de voir au lendemain d'un mouvement libérateur, anarchistes, trotskystes, communistes, syndicalistes, etc., s'engager... peut-être copieusement mais rivaliser d'émulation pour édifier le monde nouveau. Qu'on ne vienne pas me dire que je nage en pleine utopie. Car c'est cela que doit être le socialisme... ou alors il faut jeter le manche après la cognée et vivre en égoïste dans la jungle humaine. Mais je sais qu'en dépit des déboires vous avez gardé intacte la flamme de vos jeunes années et c'est pourquoi je vous demande de me donner votre opinion sur cette question et comment votre antidémocratie se concilie avec la liberté.

Jean SARDY.

Le Carnet du Sauvage

Contre les deux fascismes, le blanc et le rouge

Jacques Duclos a demandé, à l'Assemblée, le 28 octobre, que la France se couvre de comités de défense républicaine.

Depuis, dans les usines, les cellules se sont mises à former de tels comités. L'opération n'a pas l'air d'aller toute seule. Les ouvriers sentent très bien que la République est menacée, mais qu'elle ne l'est pas seulement par de Gaulle ; ils voient parfaitement qu'elle est mise en péril tout autant par les staliniens. Bien sûr, elle est menacée par le fascisme blanc ; mais elle l'est aussi par le fascisme rouge. N'y a-t-il le choix qu'entre la peste et le choléra ? On voudrait bien échapper à l'une et à l'autre.

Ce n'est pas un mince danger. Car il ne faut pas compter sur Ramadier ou ses pareils pour nous en préserver. Une fois encore, la classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même. Est-elle capable de le comprendre à temps, et le comprenant de prendre les dispositions nécessaires ?

Jouhaux, dans une sorte de message d'Amérique, le lendemain des élections municipales, un message qui lui valut les félicitations de Frachon et de tout le Bureau confédéral, a qualifié de Gaulle d'apprenti dictateur. Le jugement est juste. Le général s'apprête en effet à jouer ce rôle. Même s'il n'y va pas délibérément, il y sera poussé, ce qui revient au même. Il y a des années qu'on peut le prévoir. Mais peut-on ignorer l'existence d'autres apprentis dictateurs ? D'autres, dont l'apprentissage est même plus avancé. Plus perfectionné aussi, plus moderne. Quel sera le sous-Staline ou le sous-Tito de France ? Les candidats, les apprentis ne manquent pas. Ils sont tout prêts à jouer les maîtres. Au près d'eux un sur-Boulangier ou un sur-Cavaignac fera piètre figure.

On verra alors ce que deviendra la République. Un parti au pouvoir, les autres en prison. Une presse réduite soit au « Journal Officiel » et à « L'Humanité », soit au « Journal Officiel » et à « L'Étincelle ». Dans les deux cas, déportations massives à Lambessa et camps de concentration, sans parler d'opérations de nettoyage préliminaires par le revolver dans la nuque.

D'après Jouhaux encore, la France est à gauche ; il suffit pour barrer la route à la dictature que socialistes et communistes marchent ensemble. Jouhaux vit sur une conception ancienne des partis. Il en est toujours aux partis d'il y a trente ans, l'un plus coloré que l'autre. Ces partis dont Camille Pelletan disait qu'on pouvait les prendre les plus rouges possible, car ils déteignaient vite à l'usage. Jouhaux ne voit pas ou ne veut pas voir que le parti so-disant communiste est une formation d'un caractère tout différent, n'ayant rien de démocratique, calquée étroitement sur les partis totalitaires, instrument d'une dictature dont on connaît toute une série d'exemples, depuis l'Italie et l'Allemagne jusqu'à la Russie.

Depuis quelques semaines, on a pu voir celui d'ici faire quelques manœuvres d'essai, et une opération stratégique assez savante. On en voyait nettement le schéma, d'ailleurs classique. Prendre toutes mesures pour soulever la masse populaire contre le gouvernement. Pour y mieux arriver forcer le gouvernement à prendre des mesures répressives. Pour amener le gouvernement à prendre ces mesures ne reculer devant aucun moyen. Naturellement une fois le gouvernement aux prises avec ces difficultés, s'en servir largement pour l'agitation. Chasser le gouver-

nement Ramadier paraissait facile. Le moyen sûr était trouvé. Une bonne flaque de sang ouvrier. Ramadier s'étalait de tout son long. Il s'en allait à la mer. Pour calmer l'émotion ouvrière, Thorez revenait au pouvoir. La Russie avait son gouvernement français. C'est un miracle que les événements de Verdun et de Nancy, ni la grève du Métro encore, n'aient pas fourni cette flaque de sang.

Ce résultat raté, on a eu les élections municipales poussant à droite et assurant le triomphe de De Gaulle. Les exploits du camarade Hénaff, venant après ceux des Kriegel-Valrimont, y sont pour beaucoup.

En Angleterre, objectera-t-on, ils n'ont pas de Hénaff ni de Thorez et les élections ont donné le même résultat. Certes, il y a des deux côtés de la Manche un même sentiment d'impuissance donné par les gouvernements socialistes d'après guerre, surtout à la veille d'un nouvel hiver qui promet d'être rude. Mais Churchill, ce n'est pas de Gaulle ; Churchill, ce serait encore un régime démocratique, ce ne serait pas un régime dictatorial. L'Angleterre n'est pas au bord de l'abîme comme la France. Sa classe ouvrière et ses trade-unions ne sont pas désaxées au point où l'est notre C. G. T. Elles y viendront peut-être, mais pour elles le problème n'est pas encore le même que pour nous. Ce n'est pas demain mais aujourd'hui que nous avons à lutter contre le fascisme de droite et contre le fascisme de gauche. Quiconque en ce moment ne voit que l'un des deux fait le jeu de l'autre. Pas de meilleur moyen de travailler pour le fascisme blanc que de pousser avec Thorez ; pas de meilleur moyen de travailler pour le fascisme rouge que de sous-estimer le danger de Gaulle.

« Eclatement » de la C.G.T., désagrégation...

Au lendemain de la conférence de « Force ouvrière » quelle est la situation à l'intérieur de la C.G.T. ? Qu'y a-t-il d'exact dans les bruits d'« éclatement » propagés par les journaux ?

Jouhaux et ses amis, acculés par les difficultés, poussés par leurs militants de base, entraînés par le mouvement des Comités d'action syndicaliste qui les dépasse, ont réuni cette conférence. Ils n'ont pas craint de braver les menaces de Frachon qui, dans « L'Humanité », avait osé brandir les statuts confédéraux. Les staliniens dénonçant les méthodes fractionnelles sont par trop comiques. Tant que les staliniens auront leurs fractions, il sera nécessaire pour les autres tendances d'avoir les leurs. Encore seront-elles infériorisées ; jamais elles n'obtiendront la discipline d'ensemble des cellules d'un parti. C'est déjà un progrès que les vieux confédérés aient constitué leurs groupes de « Force ouvrière » et qu'ils réunissent ces groupes en conférence. Ainsi les militants de base secouent les puces à leurs chefs de file et les rendent un peu plus combatifs. C'en serait un autre si les syndicalistes révolutionnaires arrivaient à se grouper à leur tour et à pousser ensemble. Les staliniens sont groupés automatiquement. Les vieux confédérés sont entraînés à se rassembler pour sauver les quelques forteresses qui leur restent ou en reprendre quelques-unes. Seuls les révolutionnaires, parce qu'ils n'ont que des idées à défendre, c'est-à-dire l'essentiel, n'arrivent pas à se grouper.

D'ailleurs, il ne faut pas se méprendre, des élé-

ments révolutionnaires sont entraînés à « Force ouvrière », que cela nous plaise ou déplaise, et que cela ne plaise qu'à moitié à Jouhaux et à Bothereau. Dans les organisations syndicales sur lesquelles les stalinien ont la haute main, l'air est vite irrespirable pour tout le monde, qu'on soit révolutionnaire ou réformiste ; de là une réaction forcément en accord dans certains cas.

La conférence de « Force ouvrière » aurait choisi trois chevaux de bataille : l'indépendance, la démocratie intérieure et le plan Marshall.

L'indépendance, les vieux confédérés ne feraient pas mal de la comprendre à l'égard de tous les partis, le parti socialiste compris, et surtout de tous les gouvernements. Il est de bonne guerre dans les milieux socialistes d'utiliser l'indépendance du syndicalisme contre les stalinien. On ne peut oublier cependant que pour beaucoup de militants socialistes la charte d'Amiens est aussi caduque que pour les stalinien. Rimbart, qui est aujourd'hui du comité directeur, consacrait toute une série d'articles pour essayer de le démontrer, il n'y a guère plus de deux ans. Sans parler de ces champions de l'indépendance qui trouvent le moyen de cumuler un secrétariat de fédération avec un mandat de député ou avec un siège au comité directeur du parti.

La démocratie intérieure dans les syndicats, bien sûr, nous la voulons autant que quiconque. Nous trouvons naturelle la désignation des secrétaires et délégués au vote secret. Nous demandons le respect et la représentation des minorités quelles qu'elles soient. Mais nous continuons à penser que les éléments actifs compteront toujours plus dans le mouvement que les éléments passifs et simples cotisants. Le remède n'est pas dans le triomphe des éléments passifs sur les éléments actifs. On tomberait dans un autre danger. En outre, rien ne prouve qu'au vote secret les stalinien n'arriveraient pas à l'emporter. Le véritable remède, il est dans la présence, dans les assemblées comme à l'atelier, de camarades actifs, capables de tenir tête et de l'emporter sur les stalinien. Faute d'éléments aussi actifs, aussi dévoués, aussi dynamiques et ayant foi dans nos idées, nous ne triompherons jamais. C'est à la formation et à la mobilisation de tels éléments qu'il faut penser en premier et en dernier lieu.

Quant au plan Marshall, il est curieux qu'il ait pris une telle importance dans nos discussions syndicales. C'est évidemment le fait de ceux qui, sur les consignes de Varsovie, ont amené la C.G.T. à prendre position avec violence contre lui. En réplique, « Force ouvrière » s'affirme pour. Elle aurait pu dire que c'est là un problème de gouvernement qui ne regarde pas les syndicats. On s'est occupé déjà à la C.G.T. de tant de problèmes de gouvernement que cela ne choque plus. D'autant que les syndicats américains, les anglais aussi, ont pris position. Le C.I.O., comme l'A.F.L., s'est affirmé pour le plan Marshall ou ce qu'on appelle ainsi. De leur part, c'est plus explicable ; ils n'ont pas exactement notre conception de l'indépendance. En outre, ne pas prendre position aurait signifié, à leurs yeux, se laver les mains des difficultés de l'Europe et de la misère de ses travailleurs. Qu'ils aient refusé de prendre cette attitude est très naturel. Mais, agissant ainsi, ils se sont, le C.I.O. et les Trade-Unions anglaises, mis en difficultés avec la Fédération syndicale mondiale, qui risque d'être durement secouée. On le verra à la Conférence syndicale franco-américaine de la fin du mois et à la franco-anglaise du début de décembre. Le jour où la F.S.M. se brisera, la C.G.T. ne sera pas longue à suivre.

Nous avons été accusés longtemps, à la R. P. d'avoir la marotte de l'unité syndicale. Nous savons que nous l'avons vue se briser autrefois ni que nous la voyons en péril aujourd'hui. Parmi les raisons menaçant l'unité de la C.G.T., il en est une que l'expé-

rience seule pouvait faire apparaître. Une C.G.T. dirigée par les stalinien ne peut sauvegarder l'unité syndicale. Là où ils sont maîtres, les autres éléments ne peuvent respirer et sont obligés de partir.

C'est ce qui se produit en ce moment. C'est cela qui a provoqué la formation d'organisations autonomes dans des corporations aussi diverses et aussi nombreuses.

Un mouvement à l'intérieur de la C.G.T. en vue de son redressement, assurant le jeu et la vie des tendances multiples qui existent dans toute organisation syndicale, aurait pu sauvegarder l'unité confédérale.

Ce redressement de l'intérieur, je crois que nous sommes parmi les derniers à le croire désirable et possible à certaines conditions, et à nous y cramponner. Il y a déjà un moment que d'aucuns, tout en affectant publiquement de compter sur ce redressement, ironisent à notre adresse.

Ce qui est le plus à craindre, en ce moment, c'est que, ce redressement rendu invraisemblable, la C.G.T. aboutisse à une désagrégation complète plutôt qu'à une rupture laissant subsister de grands mouvements disposant encore d'une force réelle.

C'est pourtant le moment où la classe ouvrière devrait pouvoir compter sur ses syndicats. C'est eux qui devraient la guider dans cette passe difficile entre les deux fascismes et porter ses espoirs dans une tempête comme celle qui vient.

Nous voulions des grèves...

— Vous devez être content. Vous vouliez des grèves. Vous en avez.

— J'ai sans doute le caractère mal fait ; je ne suis pas encore content. Je suis même plus mécontent que jamais. Cette fois, je ne m'y reconnais plus dans toutes ces grèves qui éclatent. Grèves pour protester contre le départ de Thorez du gouvernement. Grèves pour embêter Ramadier. Grèves pour faire plaisir à Moscou. Grèves pour embêter Washington. Grèves pour pousser à l'inflation et à la catastrophe financière. Grèves contre l'acceptation du plan Marshall. Grèves pour dégoûter les Américains d'adopter ce plan. Grèves sur consignes de Varsovie. Grèves pour coiffer les mouvements lancés par les opposants. Grèves pour amener ces opposants à faire les jaunes. Grèves pour jeter le discrédit sur l'arme de grève. Grèves pour en dégoûter les syndiqués. Tout cela est vraiment trop compliqué pour un vieux type comme moi, habitué aux grèves pour des revendications ouvrières.

Nous sommes nombreux à ne pas comprendre et à nous inquiéter. Un article de David Rousset, dans « Combat » du 21 octobre, intitulé : « On ne peut pas jouer avec la grève », me le fait penser. Cet article venait juste à la fin de la grève du métro et traduisait le malaise du moment.

On a voulu voir dans le déclenchement de cette grève tour à tour la main des socialistes, celle de de Gaulle, celle des stalinien. L'article de Violet, qu'on lira plus loin, montre fort bien qu'il n'y avait au début que le désir d'une catégorie d'ouvriers de n'être pas lanternés plus longtemps et de faire reconnaître leur nouveau syndicat. Là-dessus, qu'est-ce qui n'est pas venu s'ajouter ! Le syndicat C. G. T., aux mains des stalinien, n'a rien trouvé de mieux que de faire le jaune pendant trois jours, le samedi, le dimanche et le lundi, par esprit de boutique syndicale. A sa place, je sais bien ce que j'aurais fait, dès le samedi, surmontant la surprise et le dépit, et n'écoutant que l'intérêt ouvrier. Je serais entré dans la danse. Résultats certains : Les revendications auraient été enlevées dès le soir même ; les préventions entre ouvriers seraient tombées ; la population parisienne n'aurait pas été empoisonnée pendant toute une semaine. Mais c'était trop simple et trop naturel pour nos stalinien. Il y avait là un beau

chapitre à ajouter aux exploits de Verdun et de Nancy. On allait voir ce que le camarade Hénaff était capable de faire. On l'a vu et ce n'est beau d'aucune manière. Il voulait soulever les Parisiens contre Ramadier. Il les a soulevés contre les syndicats et contre les grèves. Il faut avoir entendu les propos acidulés d'ouvriers eux-mêmes : « Ça va aller mieux ; la grève du métro va finir ; celle des boulangers va commencer. » Hénaff espérait des incidents entre grévistes et la police et la troupe, qui lui auraient permis d'appeler à la grève générale. On se demande encore comment cela ne s'est pas produit. A la faveur de pareils événements les élections municipales ne manqueraient pas d'être un feu d'artifice stalinien. Hélas ! le dimanche soir, la liste Hénaff était défaite au Pré-St-Gervais. Ce n'était pas Thorez le triomphateur des élections ; c'était de Gaulle. Ce n'est pas plus beau.

Frachon a éprouvé le besoin de « mettre les pieds dans le plat » (« Humanité » du 18 octobre). Il a dit avoir connu des « syndicats jaunes, des syndicats de briseurs de grèves et aussi des hommes comme Clément », prenant à son compte la calomnie contre le syndicat autonome des conducteurs du métro.

Il a osé, lui secrétaire confédéral, réclamer le

renvoi de Bois de chez Renault. Il n'a pas rougi d'écrire ces lignes : « La direction de l'usine voudrait bien se débarrasser de Bois parce qu'elle estime qu'il est à l'usine pour d'autres besognes que la construction d'automobiles, mais Bois reste chez Renault. Il a de solides appuis dans un ministère. Bois a constitué un de ces syndicats autonomes chers au brain-trust de Ramadier. »

Frachon ne se souvient plus des années 1920-21. Ne croyant pas au redressement de la C. G. T., il était partisan de la scission immédiate ; il était alors le trésorier de la Confédération des Travailleurs industriels du monde fondée à Marseille par Péricat. Il tenait à ce moment le rôle que tiennent aujourd'hui des hommes comme Bois et comme Clément. Qu'aurait-il pensé à l'époque si Jouhaux avait à son sujet mis les pieds dans le plat ?

D'après Thorez, dans son grand rapport, l'arrêt des conducteurs du métro porte la marque américaine. Il est beaucoup plus vrai que ses agissements, à lui, ceux de Frachon et d'Hénaff portent la marque russe.

Or nous ne voulons, et l'ensemble des syndiqués le veut comme nous, ni de la marque russe ni de la marque américaine. Nous voulons la marque ouvrière tout simplement.

Pierre MONATTE.

DERRIÈRE LES BARREAUX

Le travail forcé en Russie

La Russie stalinienne est certainement le pays où les secrets d'Etat sont le mieux gardés. Les correspondants les plus curieux parmi ceux qui sont autorisés à vivre à Moscou sont réduits à démarcher la presse et encore n'ont-ils pas la permission d'y prendre celles des informations destinées seulement à l'usage interne. Si quelques-uns d'entre eux ont pu quand même rapporter de leur séjour des choses intéressantes, ils n'ont pu les écrire qu'à leur retour dans leur pays.

*Il n'est pourtant secret si bien gardé qui ne soit finalement dévoilé. On savait depuis assez longtemps déjà que des camps de travail forcé existaient et avaient pris, à partir de 1929-1930, un grand développement ; mais on était réduit à des indications vagues quant au nombre des esclaves, au régime qui leur était imposé, aux travaux qu'ils devaient exécuter. L'information dont on peut disposer aujourd'hui — elle est venue comme un sous-produit de la guerre — a permis à David J. Dallin et Boris I. Nicolaevsky d'écrire un livre, *Forced Labor in Soviet Russia*, que vient de publier la Yale University Press, dans lequel on trouve un tableau sinon complet mais à coup sûr véridique de ce nouvel esclavagisme. Les faiseurs de livres sur les fameux plans quinquennaux l'ont naturellement ignoré : c'est bien plus commode de travailler sur des statistiques ; le régime stalinien n'en manque jamais.*

Cependant cette main-d'œuvre abondante et exceptionnelle joue un rôle important dans l'exécution des plans ; à côté du travail aux pièces, ce système de surexploitation commode que Marx caractérisa correctement comme « correspondant le mieux au mode capitaliste de la production » et du stakhanovisme, forme la plus primitive et la plus odieuse d'un système Taylor aggravé.

Le livre de Dallin et Nicolaevsky a été présenté aux lecteurs du New Leader, de New-York, en un article dont je reproduis ici l'essentiel. — A. R.

On peut douter que le récit d'une dégradation humaine ait jamais été écrit aussi complètement, et si tôt après que les événements qui la caractérisaient eurent eu lieu. Mais l'assujettissement s'accomplissait

sur une telle échelle qu'il devient impossible de le masquer plus longtemps. On hésite à employer le mot « heureux » en parlant d'un sujet aussi tragiquement cruel. Mais, du point de vue de la connaissance, on peut dire que sa phase polonaise fut décidément heureuse. Durant l'année 1940 — à l'époque du pacte stalinien — des Polonais dont le nombre est estimé entre un million et un million et demi furent déportés dans les « camps de travail » et les « colonies d'émigrants » en Russie. Mais plus tard, en 1941, quand Hitler se fut retourné contre son partenaire, un accord fut signé avec le général Sikorski ; une clause amnistiait les Polonais déportés. Un quart d'entre eux étaient déjà morts. Néanmoins des centaines de mille purent sortir de Russie et eurent dès lors la possibilité de raconter ce qui se passe dans les camps, qui sont devenus, en un temps extrêmement court, un secteur organisé du régime soviétique : économique, industriel et politique. Ils ont laissé là-bas les déportés des Etats baltes et de Bessarabie, — se comptant eux aussi par centaines de mille — les déportés politiques et les criminels de droit commun. D'après les évaluations les mieux vérifiées, l'effectif total des camps varierait entre dix millions et quatorze millions.

Une chose qui m'a frappé particulièrement, c'est que les auteurs ont réussi d'une manière remarquable à relier la description de la politique générale qui est à la base du travail forcé aux détails authentiques révélateurs. Du côté politique, je citerai ce passage :

« Le système du travail forcé en Russie n'est pas l'invention d'un esprit diabolique ; il n'est pas non plus une anomalie temporaire ni une tumeur sur le corps politique. Ce système est un élément organique, un composant normal de la structure sociale. Comprendre ce phénomène est impératif pour tout être intelligent. C'est seulement quand on le considère dans son évolution, des débuts modestes au point culminant qu'il a atteint aujourd'hui, que ce phénomène se situe dans sa vraie perspective et trouve sa place exacte dans le développement des formations historiques ».

Le récit du développement du travail forcé com-

me système, partie inhérente à la fois de la politique étrangère russe dans les rapports avec les petites nations voisines, et de sa politique intérieure en assurant une abondance de main-d'œuvre bon marché sans souci de la vie humaine ni des souffrances ; et aussi dans son comportement à l'égard des « déviations » doctrinales, de droite ou de gauche, parmi les communistes qui mettent en doute l'infailibilité de la bureaucratie régnante, donne un tableau extraordinaire de tout le système à l'œuvre.

Un autre de ses traits importants est l'emploi systématique qu'en fait cette bureaucratie comme moyen d'intimidation contre tous ceux qui seraient tentés de s'écarter de la ligne officielle.

Parmi les caractéristiques remarquables que ce livre met en lumière il en est une que je ne puis m'empêcher de mentionner : l'hypocrisie méthodique de la politique stalinienne suit parallèlement sa cruauté méthodique. Je crois qu'aucun observateur honnête de la politique soviétique à ses débuts, avant que Staline ait consolidé son pouvoir, ne pouvait manquer d'être frappé par certains de ses aspects idéalistes. Mais aussi incroyable que cela puisse paraître aujourd'hui, le présent système a son origine dans le régime des prisons instauré au début ; nos auteurs le montrent clairement. Durant la première période de la révolution, les principes les plus élevés de la réforme pénitentiaire recevaient parfois d'heureuses applications. Mais la pression du régime monolithique avec son besoin combiné de main-d'œuvre bon marché, de suppression de toute forme de critique publique, ou simplement de doute, par une intimidation impitoyable, et du maintien au pouvoir d'une clique bureaucratique, provoqua, dès 1928, mais spécialement après 1934, un changement complet.

Mais les anciennes déclarations idéalistes étaient maintenues ; en fait, elles étaient multipliées et intensifiées, particulièrement pour l'exportation.

Un incident particulier où l'on voit au mieux cet étalage d'hypocrisie me paraît digne d'être rapporté, car il concerne un leader russe qu'on trouve maintenant au premier plan dans les relations internationales.

En 1931 et 1932, le travail forcé avait déjà pris un tel développement qu'on commença d'en parler hors de Russie. Des protestations s'élevèrent en Angleterre et en ce pays contre l'importation des produits de ce travail d'esclaves. La situation économique de la Russie à cette époque était telle que leur exportation jouait un rôle important dans son économie. Un homme du nom de Molotov n'était encore qu'au début de sa carrière gouvernementale. Il reconnut l'existence des camps de travail, mais ne se contenta pas de nier que leurs fabrications étaient exportées, il parla en termes lyriques de conditions idylliques existant dans les camps, ajoutant que « bien des chômeurs des pays capitalistes envieraient les conditions de vie et de travail des prisonniers dans nos régions nordiques ». Mais bientôt la nouvelle se répandit qu'une commission américaine d'enquête était en route pour procéder à des investigations sur place. Des ordres furent aussitôt donnés pour liquider les camps ; les prisonniers furent hâtivement dispersés, nombre d'entre eux mourant en conséquence, et toute trace des travaux exécutés par les prisonniers fut rapidement effacée.

En fermant ce livre on se sent incapable de décider si le mépris impitoyable de la vie humaine et du bien-être des individus ou la conversion également systématique de l'idéalisme dans la plus grande exhibition d'hypocrisie que le monde ait jamais vue, est l'aspect le plus repoussant de cette profonde humiliation morale de l'homme qui est le régime officiel de la Russie dans le monde d'aujourd'hui.

John DEWEY.

De Gaulle jugé par de Tocqueville

A l'heure où de Gaulle, reprenant la plateforme « plébiscitaire » de Déroulède en 1900, réclame l'institution d'un pouvoir exécutif « fort », représenté par un président élu directement par le peuple, et qu'il s'appuie pour cela sur l'exemple des Etats-Unis, il est bon de relire les lignes suivantes, écrites par Alexis de Tocqueville, l'un des grands libéraux du siècle dernier et certainement le plus remarquable analyste des institutions politiques qui ait été.

« J'ai distingué précédemment deux espèces de centralisations ; j'ai appelé l'une gouvernementale, et l'autre administrative.

La première seule existe en Amérique ; la seconde y est à peu près inconnue.

...Quelque entraînée que puisse être par ses passions la majorité nationale ; quelque ardente qu'elle soit dans ses projets, elle ne saurait faire qu'en tous lieux, de la même manière, et au même moment, tous les citoyens se plient à ses désirs. Quand le gouvernement central qui la représente a ordonné souverainement il doit s'en rapporter, pour l'exécution de son commandement, à des agents qui souvent ne dépendent point de lui, et qu'il ne peut diriger à chaque instant. Les corps municipaux et

les administrations des comtés forment donc comme autant d'écueils cachés qui retardent ou divisent le flot de la volonté populaire. La loi fût-elle oppressive, la liberté trouverait encore un abri dans la manière dont on exécuterait la loi.

...Ceci mérite qu'on y songe. **S'il venait jamais à se fonder une république démocratique comme celle des Etats-Unis dans un pays où le pouvoir d'un seul aurait déjà établi et fait passer, dans les habitudes comme dans les lois, la centralisation administrative, je ne crains pas de le dire, dans une semblable république, le despotisme deviendrait plus intolérable que dans aucune des monarchies absolues de l'Europe. Il faudrait passer en Asie pour trouver quelque chose à lui comparer. »**

DE TOCQUEVILLE

(De la Démocratie aux Etats-Unis, ch. VIII)

Or, en France, la centralisation administrative, issue du pouvoir napoléonien, est, depuis cent cinquante ans, « passée dans les habitudes et dans les lois ».

La grève du Métro

La grève du métro vient de se terminer d'une façon heureuse. Elle a beaucoup fait parler d'elle, cependant bien des camarades sont mal informés des raisons qui l'ont motivée.

Nous allons donc leur apporter un peu de lumière et les informer très justement du déroulement des événements qui ont pendant plus d'une semaine troublé sérieusement la vie des Parisiens.

Les journaux dits d'information ont dit tellement de sottises qu'il est nécessaire de rappeler les faits tels qu'ils se sont déroulés ; ainsi ils paraîtront intelligibles à tous ceux qui s'intéressent au monde ouvrier. S'il y a quelque chose de mystérieux dans cette grève, le mystère n'est sûrement pas là où certains ont voulu le voir, c'est-à-dire dans la personne du camarade Clément ou dans un point de revendication relatif aux épurations.

D'abord qu'est ce que le Syndicat autonome Traction du Métropolitain ? Le Syndicat autonome de la Traction, qui fut le premier à se fonder, est le résultat d'une longue lutte de plus d'un an entreprise pour l'indépendance du syndicalisme ; nous nous sommes battus pour obtenir dans le Syndicat confédéré le vote à bulletin secret pour la désignation des délégués dans les catégories ainsi que pour l'élection du secrétariat du syndicat. La Fraction communiste ne voulut jamais admettre cette façon de voir, craignant ainsi le jugement de l'ensemble du personnel.

Après deux tentatives sans résultat faites au cours des assemblées générales il ne restait plus à la minorité qui ne pouvait plus matérialiser son opinion qu'à rechercher dans l'autonomie son désir de défendre ses mandats (1).

Fondation du syndicat autonome Traction

La fondation du Syndicat autonome Traction fut donc opérée pour deux raisons principales : 1° la liberté d'expression et l'indépendance syndicale ; 2° la recherche d'une défense plus active et plus efficace des revendications de nos camarades.

Il s'agit essentiellement, en ce qui concerne ce deuxième point, de replacer le personnel dans une situation équivalente à celle dont il bénéficiait avant les décrets-lois Daladier-Reynaud de 1938, de rétablir en particulier nos régimes de « congés de maladie » et de retraites. On peut nous assimiler soit au personnel de la Ville de Paris, soit au personnel des chemins de fer. Mais cette deuxième solution, qui semble avoir les faveurs du ministre des Transports, appelle de sérieuses réserves : car le travail dans les souterrains du métro et dans la circulation dans Paris et sa banlieue soulève des problèmes particuliers.

Ces deux points ont été réalisés. A l'heure actuelle notre action a été grandement profitable à l'ensemble du personnel.

Les autres catégories du personnel du Métro ne tardèrent pas à nous imiter et constituèrent presque aussitôt le Syndicat général autonome du personnel du Métro, Surface et Souterrain.

Pour les camarades qui ont pu être abusés par la presse ou par les déclarations mensongères du sieur

Hénaff, il faut rappeler que c'est seulement après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, tant auprès de l'Union des syndicats de la région parisienne, que de la Fédération des transports, — c'est particulièrement en raison de l'intransigeance de cette dernière — que nous fûmes dans l'obligation de quitter la C. G. T.

Tout fut mis en œuvre, dès notre formation, pour jeter le discrédit sur nous. Cela n'empêcha pas notre syndicat de grouper dès la première semaine de son existence les deux tiers des conducteurs du Métropolitain, bien décidés à se défendre matériellement et moralement.

Il était facile d'élever des embûches devant nos pas. Pression sur les Pouvoirs publics, devant lesquels on contestait à notre syndicat la qualité « d'organisation représentative ». Pression sur la Direction générale du Métro, qui, mise en place par le syndicat général, ne peut prendre d'initiative contre la volonté de celui-ci (2). Il fallait isoler nos organisations autonomes.

Nous avons lutté pendant six mois pour rompre cet isolement et nous y avons réussi, à la suite de notre assemblée du 25 juin 1947. Au cours d'une audience, Jules Moch décidait que nous serions reçus périodiquement au Bureau des Horaires et à la Direction générale. Celle-ci accordait à notre permanent, comme aux secrétaires du syndicat général, le droit de recevoir son traitement et ses primes, comme s'il était en service régulier.

Nos démarches se poursuivirent ; elles furent plus pressantes, mais sans résultats appréciables. Partout nous sentions la gêne que provoquait le principe de notre reconnaissance, car nous étions le premier syndicat autonome à poser très nettement la question.

Le problème qui était posé dépassait de beaucoup notre cas. Prendre une décision concluant à notre reconnaissance, cela équivalait à dire que la règle régissant la « représentativité » des syndicats est abusive et qu'elle mérite d'être amendée.

Il aurait fallu un certain courage et un esprit de décision que nous n'avons pas rencontré, quel que soit le ministère auquel nous nous sommes adressés. Même chez Jules Moch, qui pourtant, d'après nos camarades du syndicat C. G. T., serait notre parrain. Il est vrai que nous n'en sommes plus à une sottise près. La calomnie visait d'ailleurs plus notre syndicat que le ministre socialiste.

Chemin faisant, notre secrétaire général, le camarade Clément était affublé du titre de M. R. P. et touchait je ne sais combien de millions de Mr. Truman lui-même. Sous prétexte que notre camarade habitait un arrondissement où un ancien candidat du M. R. P. portait le même nom, on avait cru habile de les confondre l'un et l'autre. Les auteurs de la confusion, ses propagateurs, étaient fixés sur la valeur de leur argument. Mais ils ne sont pas difficiles ; tout leur est bon. Après le M. R. P., ils ont fait de Clément un adhérent du R. P. F. Pour quoi se gêner ? « Carrefour » l'avait désigné, aussi abusivement, comme l'un des fondateurs de la C.G. T.U. Cependant Clément qui n'appartient à aucun parti politique est attaché, comme nous, à la démocratie et ennemi des méthodes totalitaires, de droite comme de gauche.

(1) C'est en décembre 1946 que le Syndicat autonome Traction fut constitué, au lendemain de l'assemblée générale du syndicat de la C. G. T. qui avait repoussé, à une forte majorité, le vote à bulletin secret que nous avions proposé.

(2) La Régie autonome des Transports n'est encore qu'à l'état de projet. L'Assemblée nationale devrait le voter au cours de cette session. En attendant le provisoire dure... ce qui ne facilite guère les décisions importantes.

La grève votée à l'assemblée du 10 octobre

Tout cela n'avancait pas nos revendications, aussi nos camarades regardaient la situation en face et ne voyant rien venir commençaient à bouillir dans leur peau. Une assemblée générale fut convoquée pour le 10 octobre à 20 h. 30. C'est elle qui décida, après avoir entendu l'exposé de la situation, par le secrétaire général, de décréter la grève pour le lendemain 11 octobre, cela après un vote au bulletin secret.

On s'est étonné que la cessation du travail ait été décidée par 535 conducteurs. Pourquoi ce chiffre si bas ? C'est bien simple. D'abord la période des congés n'était pas terminée ; ensuite une partie des adhérents étaient retenus au travail. Mais les 535 interprétaient si bien l'avis de l'ensemble que le lendemain matin samedi 11 octobre, la totalité des adhérents quittait le travail.

Dès le matin, l'arrêt à peu près total du Métro fut obtenu. Le coup était si inattendu que les pouvoirs publics et la direction de la Compagnie elle-même durent prendre un instant de réflexion pour réaliser l'importance du conflit.

La lutte était engagée :

1° pour la reconnaissance de notre syndicat ;
2° la remise en vigueur du régime maladie qui nous avait été volé par les décrets Daladier-Paul Reynaud, alors que son application avait été continuée de 1898 à 1938 ;

3° le retour au régime des catégories prévu au statut de 1931, ce qui permettait enfin d'élire les délégués par les agents de la catégorie à laquelle ils appartenaient ;

4° le déblocage de l'avancement arrêté en 1946 et la mise au point des synoptiques (3) ;

5° la réunion immédiate de la commission de reclassement et la fixation de l'acompte provisionnel ;

6° la levée des punitions des conducteurs de St-Cloud et l'examen des cas Lacherez et Mandon.

En dehors de la reconnaissance de notre syndicat, les revendications, on le remarquera, n'étaient pas limitées aux seuls conducteurs ; elles étaient communes à l'ensemble des catégories et concernaient bien uniquement l'amélioration du sort du personnel.

Le syndicat C. G. T. ne vit dans cette décision de grève qu'une occasion d'assouvir sa haine contre le syndicat autonome. Il ne trouva rien de mieux que de donner l'ordre suivant à ses adhérents :

LA C. G. T. A LA POPULATION

535 conducteurs sur 34.000 agents ont décidé de faire grève pour des motifs qui n'ont rien à voir avec les revendications du personnel, sans souci des besoins de la population parisienne. Les journaux n'hésitent pas à jeter la confusion par des communiqués tendancieux. Cette menace sera déjouée.

LE SYNDICAT.

Cet ordre fut transcrit sur les ardoises des stations et beaucoup de Parisiens ont pu en prendre connaissance.

Quelques instants après, un autre appel était diffusé :

6 heures du matin, 11 octobre. — *Le Syndicat général demande à ses adhérents d'effectuer normale-*

(3) Les synoptiques ont pour but de déterminer très exactement le nombre nécessaire d'agents de tous grades, en fixer les modalités d'avancement, et, si besoin est, réduire sensiblement l'importance abusive des cadres dirigeants.

ment leur travail, car aider le Syndicat autonome, c'est travailler contre la défense des intérêts du personnel. Le reclassement est discuté actuellement avec l'appui du public.

En clair, c'était demander aux membres du Syndicat général C. G. T. de faire œuvre de « jaunes ». Certains le firent d'ailleurs avec un entrain digne d'une meilleure cause. Par contre un certain nombre de camarades C. G. T. se solidariserent avec nous, estimant que les revendications qui étaient présentées étaient justes et qu'il fallait les faire aboutir.

Pendant cette journée du samedi 11 octobre tout fut mis en œuvre pour faire échouer notre mouvement ; de nombreux conducteurs C. G. T. qui étaient au repos vinrent travailler ; d'autres acceptèrent de faire journée double ; une pression sans nom fut faite par la direction générale aux abois sur les chefs conducteurs pour les amener à conduire les trains.

Malgré cela quelques trains seulement purent être mis en service au cours de la journée sur différentes lignes. Nous avons donc bien le mouvement de grève en main et cela malgré les efforts communs de la direction et du syndicat C. G. T. qui dans cette affaire furent liés comme deux larrons.

L'après-midi, les syndicats C.G.T. (4) décidèrent la tenue d'une assemblée générale à la Bourse du Travail, pour le soir à 20 h. 30.

Ce fut l'occasion pour Hénaff d'essayer de discréditer notre secrétaire général, ainsi que moi-même, par des moyens un peu éculés ; ils dénotent de la part du secrétaire de l'Union des syndicats une pauvreté d'imagination qui n'est compensée que par une éclatante mauvaise foi.

D'après lui, Clément était passé du M. R. P. au R. P. F. et représentait les trusts. Quant à Violet, il s'était dégonflé ; il avait pris un congé après avoir poussé au déclenchement de la grève. Autant de sottises qui firent bien rire ceux de nos camarades qui assistèrent par curiosité à cette assemblée. Ces camarades s'en laissent d'autant moins conter qu'ils savent très bien que Clément n'appartient à aucun parti politique et que moi, je me trouvais en congé régulier ; dès que j'appris le déclenchement de la grève, je rentrai à Paris et pris place dans la lutte parmi mes camarades.

Quand le représentant d'une organisation comme l'Union des syndicats de la région parisienne descend à user d'aussi tristes moyens, on peut se demander devant quels mensonges et quelles manœuvres il reculerait.

Voyant que ses adhérents venaient de plus en plus nombreux se solidariser avec nous, la C. G. T. effectua une de ces volte-face dont elle est coutumière depuis la grève Renault et décida la grève pour le mardi 14 octobre.

Le lundi 13 octobre, la cellule communiste du métro de Boulogne-Billancourt distribuait le tract suivant :

MANŒUVRE POLITIQUE

523 conducteurs du métro ont voté une grève dont le caractère politique est flagrant.

Le motif avoué est la reconnaissance d'un syndicat d'inspiration socialiste et réactionnaire.

Les motifs inavoués sont de déclencher la grève générale dans la région parisienne afin de permettre à Ramadier d'employer les gaz lacrymogènes contre les travailleurs, de les battre et de créer des troubles afin de supprimer les élections municipales.

(4) A côté du syndicat général, il existe un syndicat des catégories A dont le secrétaire est mon camarade et ami Glonta. Comme celui-ci n'est pas facile à mettre au pas, la Fédération a créé de toutes pièces le S. N. I. C. qui comprend un certain nombre d'agents des cadres supérieurs.

Ramadier et sa clique « socialiste » affament les travailleurs, refusent leurs revendications, se servent d'agents comme Decroix — le plus beau fleuron de la couronne de M. Ramadier — profiteur des biens juifs pendant l'occupation, pour semer le désordre.

Travailleurs du Métro vous n'êtes pas dupes de la manœuvre politique de Ramadier-la-misère, de sa clique. Cette grève est dirigée contre les intérêts des travailleurs et elle est politique.

Le syndicat C. G. T. décide la grève à son tour

Notre grève était, à les entendre, une grève politique, alors qu'elle avait été strictement revendicatrice. Mais désormais il ne pouvait plus être question de la gêne qu'en ressentirait la population parisienne, il s'agissait de reprendre en main la masse de leurs adhérents qui était d'accord avec notre action. La grève entrait dans une nouvelle phase. On allait voir qui allait faire durer la grève dans un intérêt électoral.

Egalement le mardi 14 octobre une assemblée générale du Syndicat autonome Traction, confirmait notre position dans la lutte. Nos camarades du Syndicat général autonome qui s'étaient joints à nous intensifiaient de leur côté la lutte dans les terminus et dans les dépôts, particulièrement dans les autobus.

**

L'arrêt du Métro était complet. Cette situation ne pouvait cependant s'éterniser, malgré la position du gouvernement Ramadier qui refusait de discuter avec les grévistes.

Nos camarades tentèrent une première démarche à l'Hôtel de Ville près de la commission des Transports où son président, le citoyen Vicariot, ainsi que le citoyen Vergnolle, président du Conseil municipal, après avoir été informés très exactement des causes du conflit, firent de leur mieux pour faire engager les pourparlers ; ils furent assez heureux pour y parvenir et une première audience fut accordée par M. Moatti, à la présidence du Conseil.

Au cours de cette audience, nous apprenions que le gouvernement était décidé à examiner favorablement nos revendications dans lesquelles étaient inclus la reconnaissance de notre syndicat, le retour à l'ancien régime de maladie et la réunion immédiate de la commission de reclassement, etc., dès que la reprise du travail serait décidée.

Notre délégation, ainsi saisie, estima que nos adhérents devaient être informés assez rapidement. L'assemblée générale se tint donc le jeudi 16 octobre à la Mutualité. A une grosse majorité la reprise du travail fut décidée pour l'après-midi à 14 heures.

Nos délégués siégeaient en permanence à la Mutualité, en attendant le résultat de l'entrevue qui avait lieu l'après-midi à 15 heures à la présidence du Conseil.

Aussitôt après notre arrivée, M. Moatti, prenant acte de notre décision de reprendre le travail, confirma les promesses faites et nous énuméra les points acquis. Seuls restaient à régler quelques détails techniques qui étaient du ressort du ministère des Travaux publics.

Quelques instants après, les délégations des syndicats autonomes étaient reçues par M. Pierre Tissier, directeur du cabinet du ministre des Travaux publics. A la demande des syndicats autonomes, M. Pierre Tissier invita M. Langevin, directeur général du Métro, à assister à cette réunion.

Toutes nos revendications sont acceptées

Un quart d'heure après, M. Langevin arrivait et la discussion s'engagea sur les modalités de l'accord qui venait d'être obtenu. L'entente se fit après un débat animé et assez long, étant donné l'ampleur du problème. Dès le soir, à 20 heures, nos revendications étaient mises au point et solutionnées favorablement, étant entendu que la commission de reclassement siégerait le vendredi 17, à 15 heures, pour décider de l'acompte provisionnel à attribuer à l'ensemble du personnel.

La réunion de la commission de classement eut lieu le lendemain comme prévu, tandis que s'organisait la reprise du travail. Nos camarades de la C. G. T. qui poursuivaient la grève avaient dans plusieurs terminus profité de l'occasion pour saboter le matériel en enlevant les interrupteurs de traction, cachant les manettes, détériorant les aiguilles ce qui établissait la preuve flagrante de leur faiblesse et de leur hargne.

Le contraste était, en effet, assez piquant. Pendant trois jours, du samedi au lundi soir, les autonomes n'ont à aucun moment fait entrave à la « liberté » des confédérés de continuer le travail, alors que les autonomes étaient en grève ; ils n'ont pas davantage recouru au sabotage de leurs instruments de travail et pourtant ils ont obtenu gain de cause sur toutes leurs revendications, non seulement pour eux, mais pour l'ensemble du personnel. Arrivés à ce résultat et à ce point, ils ont pensé que la grève devait prendre fin, de manière à rendre aux usagers de la région parisienne les moyens de transport qui leur faisaient défaut.

Raisons de la reprise du travail

Je sais que des camarades n'ont pas compris notre décision. Que je leur dise que nous n'avons pas voulu que recommence le coup de chez Renault où les métallurgistes partis pour les 10 francs rentrèrent avec 3 francs. Nous avons placé l'intérêt des revendications du personnel du Métro avant l'intérêt électoral — bien ou mal compris — du parti stalinien.

La commission de reclassement qui siégea toute la soirée du 17 octobre devait déterminer l'acompte provisionnel ; les différentes délégations, ainsi que les représentants du Conseil municipal et du Conseil général, furent d'accord pour regretter que les représentants de la C. G. T. ne fussent pas admis à siéger bien qu'ils n'eussent pas décidé la reprise du travail.

Cependant, afin de faciliter l'accord de l'ensemble du personnel, un de nos camarades qui recevait une délégation mixte composée de camarades de la C. G. T. et d'autonomes, téléphonait au Syndicat général C. G. T. la proposition suivante : « Nous avons décroché l'ensemble de nos revendications au cours de l'entrevue d'hier soir 16 octobre. Je vous propose de venir signer avec nous le protocole afin qu'il n'y ait ni vainqueurs ni vaincus. Ce qui nous importe, ajoutait-il, c'est que l'ensemble du personnel a satisfaction et que nous devons tout mettre en œuvre pour rendre au public ses moyens de transport. »

Cette proposition, qui était cependant généreuse, n'eut pas l'agrément du syndicat C. G. T. Il préféra poursuivre une agitation pour des fins politiques puisque nous étions en pleine période électorale.

Ainsi nous pouvons affirmer, avec preuves à l'appui, que la région parisienne a subi trois journées de grève supplémentaires, sans que pour cela le

personnel du Métro y ait trouvé un seul avantage. Le lundi 21 octobre, la délégation C. G. T. acceptait sans y changer un chiffre l'acompte provisionnel décidé par la commission de reclassement et ratifié par le gouvernement.

En voici le montant :

de 39.000 à 60.000	10.000 fr. par an
de 60.000 à 72.000	15.000 fr. »
de 72.000 à 96.000	20.000 fr. »
96.000 et au-dessus	25.000 fr. »

Voici retracés les différentes péripéties de cette grève du Métropolitain. Nos camarades des syndicats autonomes ont mené la lutte avec vigueur, et ils ont gagné une partie difficile. Malgré les embûches dressées sur notre route par le Syndicat général C. G. T. qui aurait bien voulu profiter de l'occasion pour nous exterminer, et malgré la réprobation de la population parisienne abusée par la presse d'information, nous avons mené une action difficile mais nécessaire. Rassurez-vous, braves gens, nous ne sommes pas les énergumènes que l'on a dit. Nous sommes des travailleurs consciencieux, aimant la liberté sous toutes ses formes et la respectant chez les autres. Nous tenons par-dessus tout à notre indépendance et nous n'accepterons jamais de laisser discuter de nos intérêts sans pouvoir y prendre part.

Cela, il faudra qu'en en prenne son parti au gouvernement comme à la C. G. T. Nous saurons nous faire respecter. Inlassablement, nous mènerons le combat pour l'indépendance absolue du syndicalisme et nous sommes heureux et fiers d'avoir été parmi les premiers à secouer le joug. Nous disons aux camarades des autres corporations : faites comme nous, prenez conscience de votre force, exigez partout dans vos syndicats le vote à bulletin secret, désignez vous-mêmes vos délégués; n'en laissez pas le soin aux cellules communistes. Cette action commencée par les conducteurs du Métro doit s'étendre à tous les services des transports ; elle correspond d'ailleurs au sentiment de l'ensemble du personnel. Notre syndicat Traction, loin de sortir affaibli, sort renforcé de plusieurs centaines d'adhésions de conducteurs hier à la C. G. T.

C'est ainsi que nous travaillerons utilement à la défense de nos intérêts et à l'émancipation de la classe ouvrière.

E. VIOLET.

du Syndicat autonome Traction du Métropolitain

P. S. — *Dernière heure.* — La Commission de reclassement, convoquée le 28 octobre, n'a pu délibérer, car Garcia, au nom de la C. G. T., a refusé de siéger avec les délégués autonomes.

A la veille de monter à l'échafaud...

Il y a soixante ans, en ce mois de novembre, quatre militants ouvriers, faussement accusés d'avoïr jeté une bombe sur la police lors d'une manifestation ouvrière, étaient pendus à Chicago. C'étaient Spies, Engel, Parsons et Fischer.

Ce furent les premiers martyrs du mouvement spécifiquement ouvrier ; ce fut en leur honneur que le 1er mai fut choisi comme journée internationale de revendication de la classe ouvrière, le 1er mai ayant été la date à laquelle avaient commencé les manifestations des ouvriers de Chicago, tendant à l'obtention de la journée de huit heures, manifestations qui devaient se terminer par la bombe du 4 mai sur la place de Haymarket ; ce furent les « martyrs de Chicago ».

L'un d'eux, Fischer, était un typographe. A la veille de son exécution, il envoya à son syndicat une lettre que celui-ci ne livra à la publicité qu'il y a quelques mois, alors qu'il allait se dissoudre. Voici une traduction de cette lettre, dont l'original était écrit en allemand :

Prison du comté de Cook,
8 novembre 1887

Au président et aux membres de
la Chambre syndicale
typographique N° 9

Mes chers collègues,

En raison de ce que, selon toute prévision humaine, le jour où je dois monter à l'échafaud est proche, j'estime qu'il convient de vous faire part, comme collègue, de mes dernières volontés. J'aimerais que, conjointement avec ma famille, vous assuriez mes funérailles. Je suppose que les autorités remettront mon corps à ma famille. Le lieu où je serai enterré m'est indifférent, mais je vous demande que toute mascarade religieuse soit absente de mon enterrement. Je ne signale ceci que parce que je soupçonne que certaines personnes essaieront de faire pression à ce sujet sur ma femme. Si nous sommes plusieurs à être pendus, le

mieux serait que nous soyons enterrés ensemble au sein de « notre Mère, la Terre ». Je désirerais, en outre, que vous placiez dans ma tombe notre bien-aimé drapeau rouge, symbole d'Égalité, de Liberté et de Fraternité, symbole de ce pour quoi j'ai vécu et ce pour quoi je vais maintenant mourir. Ne chantez point des hymnes funèbres, mais quand je serai abaissé dans la tombe, chantez plutôt des paroles d'espoir et de liberté, telles que la **Marseillaise**, et autres.

Peut-être beaucoup d'entre vous, mes collègues, critiquerez ma conduite, parce que j'ai refusé de demander grâce. Peut-être dira-t-on : « Il aurait dû le faire pour sa famille ! » Eh bien ! j'aime ma famille, je l'aime autant qu'un mari et un père sont capables d'aimer leur femme et leurs enfants, mais une demande de grâce serait contraire à mon sens de la dignité humaine. Aucune présomption ou preuve de ma culpabilité n'ayant été fournie, et n'ayant rien fait de mal, je ne peux signer un recours en grâce. Laissons-les donc me tuer ! Ceux qui vont se rendre coupables de ce meurtre regretteront un jour amèrement leur acte, et les générations à venir ne mentionneront leurs noms, qu'avec dégoût et mépris.

Du fait de la grande et noble cause pour laquelle je m'apprête à mourir, ma route vers l'échafaud sera facile. Je vois déjà en esprit, dans le lointain horizon, l'aube d'un jour meilleur pour l'humanité. L'avènement de la Fraternité humaine n'est pas loin. Dans cet espoir, et en espérant aussi que vous garderez un bon souvenir de moi, je vous embrasse comme collègues et amis, je vous serre les mains et vous adresse un chaleureux adieu. Je resterai vrai jusqu'à la tombe.

A vous,

Adolphe FISCHER.

P. S. — La certitude que j'ai que les travailleurs pourvoiront à l'existence de ma famille et à l'éducation de mes enfants me donne une satisfaction et une joie infinies.

Trente ans après la Révolution russe

I. — Quel effroyable chemin avons-nous fait en ces trente ans ! L'événement le plus chargé d'espoir, le plus grandiose de notre temps, semble s'être retourné tout entier contre nous. Des enthousiasmes inoubliables de 1917, que nous reste-t-il ? Beaucoup d'hommes de ma génération, qui furent des communistes de la première heure, ne nourrissent plus envers la Révolution russe que des sentiments de rancœur. Des participants et des témoins, presque personne ne survit. Le parti de Lénine et de Trotsky a été fusillé. Les documents ont été détruits, cachés ou falsifiés. Survivent seuls en assez grand nombre des émigrés qui furent toujours les adversaires de la révolution. Ils écrivent des livres, ils enseignent, ils ont l'appui du conservatisme, encore puissant, qui ne saurait, à notre époque de bouleversement mondial, ni désarmer ni faire preuve d'objectivité... Une pauvre logique, nous montrant du doigt le noir spectacle de l'U. R. S. S. stalinienne, affirme la faillite du bolchevisme, donc celle du marxisme, donc celle du socialisme... Escamotage facile en apparence des problèmes qui tiennent le monde et ne le lâcheront pas de sitôt. Oubliez-vous les autres faillites ? Qu'a fait le christianisme pendant les catastrophes sociales ? Qu'est devenu le libéralisme ? Qu'a produit le conservatisme éclairé ou réactionnaire ? N'a-t-il pas engendré Mussolini, Hitler, Salazar et Franco ? S'il s'agissait de peser honnêtement les faillites d'idéologies, nous aurions du travail pour longtemps. Et rien n'est fini...

Tout événement est à la fois définitif et transitoire. Il se prolonge dans le temps sous des aspects souvent imprévisibles. Avant d'ébaucher un jugement sur la Révolution russe, rappelons-nous les changements de visages et de perspectives de la Révolution française. L'enthousiasme de Kant en apprenant la prise de la Bastille... La Terreur, Thermidor, le Directoire, Napoléon. Entre 1789 et 1802, la république libertaire, égalitaire et fraternelle parut se renier complètement. Les conquêtes napoléoniennes, créatrices d'un ordre nouveau, moins le mot, si l'on examine la carte, frappent par leurs similitudes avec celles de Hitler. L'empereur devint « l'ogre », le monde civilisé se ligua contre lui, la Sainte-Alliance prétendit rétablir et stabiliser dans l'Europe entière l'ancien régime... On voit cependant que la Révolution française, par l'avènement de la bourgeoisie, de l'esprit scientifique et de l'industrie, a fécondé le XIX^e siècle. Mais trente ans après, en 1819, au temps de Louis XVIII et du tsar Alexandre I^{er}, n'apparaissait-elle pas comme le plus coûteux des échecs historiques ? Que de têtes coupées, que de guerres, pour en arriver à une piètre restauration monarchique !

II. — Il est naturel que la falsification de l'Histoire soit aujourd'hui à l'ordre du jour. Parmi les sciences inexactes, l'Histoire est celle qui lèse le plus d'intérêts, matériels et psychologiques. Les légendes, les erreurs, les interprétations tendancieuses pullulent autour de la Révolution russe, bien qu'il soit facile de s'informer sur les faits... Mais il est plus commode évidemment d'écrire et de parler sans s'informer.

... On affirme souvent que « le coup de force bolchevik d'octobre-novembre 1917 renversa une démocratie naissante... » Rien n'est plus faux. La république

n'était pas encore proclamée en Russie, aucune institution démocratique n'existait sérieusement en dehors des soviets ou conseils des ouvriers, des paysans et des soldats... Le gouvernement provisoire présidé par Kérenski s'était refusé à accomplir la réforme agraire, refusé à ouvrir les négociations de paix réclamées par la volonté populaire, refusé à prendre des mesures effectives contre la réaction. Il vivait dans le transitoire, entre deux vastes complots permanents : celui des généraux et celui des masses révolutionnaires. Rien ne permettait de prévoir l'établissement pacifique d'une démocratie socialisante, la seule qui eût été hypothétiquement viable. A partir de septembre 1917, la seule alternative est celle de la dictature des généraux réactionnaires ou de la dictature des soviets. Deux historiens opposés s'accordent pleinement là-dessus : Trotsky et l'homme d'Etat libéral de droite Milioukov. La Révolution soviétique ou bolchevik fut le résultat de l'incapacité de la Révolution démocratique, modérée, instable et inopérante que la bourgeoisie libérale et les partis socialistes temporisateurs dirigeaient depuis la chute de l'autocratie.

On affirme encore que l'insurrection du 7 novembre (25 octobre, vieux style) 1917 fut l'œuvre d'une minorité de conspirateurs, le parti bolchevik. Rien n'est plus contraire aux faits vérifiables. 1917 fut une année d'action de masses étonnante par la multiplicité, la variété, la puissance, la persévérance des initiatives populaires dont la poussée soulevait le bolchevisme. Les troubles agraires s'étendaient à toute la Russie. L'insubordination annihilait dans l'armée la vieille discipline. Cronstadt et la flotte de la Baltique avaient catégoriquement refusé l'obéissance au gouvernement provisoire et l'intervention de Trotsky auprès du soviét de la base navale avait seule évité un conflit armé. Le soviét de Tachkent, au Turkestan, avait pris le pouvoir pour son propre compte... Kérenski menaçait le soviét de Kalouga de son artillerie... Sur la Volga, une armée de 40.000 hommes refusait l'obéissance. Dans les faubourgs de Pétrograd et de Moscou, des gardes rouges ouvrières se formaient. La garnison de Pétrograd se plaçait aux ordres du soviét. Dans les soviets, la majorité passait pacifiquement et sans fraude des socialistes modérés aux bolcheviks, du reste surpris eux-mêmes de ce changement. Les socialistes modérés se détournèrent de Kérenski. Celui-ci ne pouvait plus compter que sur des militaires devenus tout à fait impopulaires. C'est pourquoi l'insurrection vainquit à Pétrograd presque sans effusion de sang, dans l'enthousiasme. Que l'on relise sur ce sujet les bonnes pages de John Reed et de Jacques Sadoul, témoins oculaires. Le complot bolchevik fut littéralement porté par une colossale vague montante.

Il convient de rappeler que l'empire s'était écroulé en février-mars 1917 sous la poussée du peuple désarmé des faubourgs de Pétrograd. La fraternisation décida du sort de l'autocratie. On rechercha plus tard les inconnus qui avaient pris l'initiative de cette fraternisation ; on en reconnut plusieurs, la majorité d'entre eux demeura dans l'anonymat... Les leaders et les militants les plus qualifiés de tous les partis révolutionnaires étaient à ce moment à l'étranger ou en captivité. Les petits groupes existant à Pétrograd furent si surpris et dépassés par les événements que

le groupe bolchevik envisagea la publication d'un appel à la reprise du travail dans les usines ! Quatre mois plus tard, l'expérience du gouvernement de coalition des socialistes modérés et de la bourgeoisie libérale suscitait déjà une si profonde colère qu'au début de juillet la garnison et les faubourgs organisent eux-mêmes une vaste manifestation armée sous le mot d'ordre du pouvoir des soviets. Les bolcheviks désapprouvent cette initiative prise par des inconnus, se joignent à contre-cœur au mouvement pour le conduire à une liquidation douloureuse et dangereuse. Ils estiment, probablement avec raison, que le pays ne suivrait pas la capitale. Ils deviennent naturellement des boucs émissaires. La persécution et la calomnie (« agents de l'Allemagne ») s'abatent sur eux. A partir de ce moment, ils savent que s'ils ne se mettent pas à la tête du mouvement des masses, ils tomberont à l'impopularité et les généraux accompliront leur coup de force.

Le général Kornilov se jette dans l'aventure en septembre 1917, avec la complicité manifeste d'une partie du gouvernement Kérenski. Lénine et Zinoviev se cachent. Trotsky est en prison, les bolcheviks sont traqués. Les troupes de Kornilov se désagrègent d'elles-mêmes au contact des cheminots et des agitateurs ouvriers.

Les fonctionnaires de l'autocratie virent très bien venir la révolution ; ils ne surent pas l'empêcher. Les partis révolutionnaires l'attendaient ; ils ne surent pas, ils ne pouvaient pas la provoquer. L'événement déclenché, il ne restait aux hommes qu'à y participer avec plus ou moins de clairvoyance et de volonté...

III. — Les bolcheviks assumèrent le pouvoir parce que, dans la sélection naturelle qui s'était faite entre les partis révolutionnaires, ils se montrèrent les plus aptes à exprimer de façon cohérente, clairvoyante et volontaire, les aspirations des masses actives. Ils gardèrent le pouvoir, ils vainquirent dans la guerre civile parce que les masses populaires les soutinrent finalement, en dépit de bien des hésitations et des conflits, de la Baltique au Pacifique. Ce grand fait historique a été reconnu par la plupart des ennemis russes du bolchevisme. Mme Hélène Kousskova, publiciste libérale de l'émigration, écrivait encore tout récemment qu'il est « incontestable que le peuple ne soutint ni le mouvement des Blancs... ni la lutte pour l'Assemblée constituante... » Les Blancs représentaient la contre-révolution monarchiste, les Constituants, l'antibolchevisme démocratique. Ainsi, jusqu'à la fin de la guerre civile, en 1920-1921, la Révolution russe nous apparaît comme un immense mouvement populaire auquel le parti bolchevik procure un cerveau et un système nerveux, des leaders et des cadres.

On affirme que les bolcheviks voulurent tout de suite le monopole du pouvoir. Autre légende ! Ils redoutaient l'isolement au pouvoir. Nombre d'entre eux furent au début partisans d'un gouvernement de coalition socialiste. Lénine et Trotsky firent rejeter en principe la coalition avec les partis socialistes modérés qui avaient conduit la révolution de mars à l'échec et refusaient de reconnaître le régime des soviets. Mais le parti bolchevik sollicita et obtint la collaboration du parti socialiste-révolutionnaire de gauche, parti paysan dirigé par des intellectuels idéalistes plutôt hostiles au marxisme. A partir de novembre 1917 jusqu'au 6 juillet 1918, les socialistes-révolutionnaires de gauche participèrent au gouvernement. Ils refusèrent, comme un bon tiers des bolcheviks connus d'admettre la paix de Brest-Litovsk et le 6 juillet 1918 livrèrent à Moscou une bataille insurrectionnelle en proclamant leur intention de « gouverner seuls » et de « recommencer la guerre contre l'impérialisme allemand ». Leur message radiodiffusé ce

jour-là fut la première proclamation d'un gouvernement de parti unique ! Ils furent vaincus et les bolcheviks durent gouverner seuls. A partir de ce moment leur responsabilité s'alourdit, leur mentalité change.

Formaient-ils auparavant, depuis la scission du parti ouvrier social-démocrate russe en majoritaires (bolcheviks) et minoritaires (mencheviks), un parti profondément différent des autres partis révolutionnaires russes ? On leur impute volontiers un caractère autoritaire, intolérant, amoral dans le choix des moyens ; une organisation centralisée et disciplinée contenant en germe l'étatisme bureaucratique ; un caractère dictatorial et inhumain. Des auteurs érudits et des auteurs ignorants crient à ce propos l'« amoralisme » de Lénine, son « jacobinisme prolétarien », son « révolutionnarisme professionnel ». Une mention du roman-pamphlet de Dostoïevski, *les Possédés*, et l'essayiste croit avoir éclairci les problèmes qu'il vient d'obscurcir.

Tous les partis révolutionnaires russes, depuis les années 1870-1880, furent en effet autoritaires, fortement centralisés et disciplinés dans l'illégalité, pour l'illégalité ; tous formèrent des « révolutionnaires professionnels », c'est-à-dire des hommes qui ne vivaient que pour le combat ; tous pourraient être occasionnellement accusés d'un certain amoralisme pratique, bien qu'il soit équitable de leur reconnaître à tous un idéalisme ardent et désintéressé. Presque tous furent imbus d'une mentalité jacobine, prolétarienne ou non. Tous produisirent des héros et des fanatiques. Tous, à l'exception des mencheviks, aspiraient à la dictature, et les mencheviks géorgiens eurent recours à des procédés dictatoriaux. Tous les grands partis étaient étatiques par leur structure et par la finalité qu'ils s'assignaient. En réalité, il y avait, au delà de divergences doctrinales importantes, une mentalité révolutionnaire unique.

Rappellerons-nous le tempérament autoritaire de l'anarchiste Bakounine et ses procédés d'organisation clandestine au sein de la première Internationale ? Dans sa *Confession*, Bakounine préconise une dictature éclairée, mais sans merci, exercée pour le peuple... Le parti socialiste-révolutionnaire, imbu d'un idéal républicain, plus radical que socialiste, constituait pour combattre l'autocratie par le terrorisme un « appareil » rigoureusement centralisé, discipliné, autoritaire, qui devint un terrain propice à la provocation policière. La social-démocratie russe, dans son ensemble, visait à la conquête de l'Etat. Nul ne tint, à propos de la future Révolution russe, un langage plus jacobin que son leader Plékhanov. Le gouvernement Kérenski, dont les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks faisaient la force, tint sans cesse un langage dictatorial, purement velléitaire il est vrai. Les anarchistes eux-mêmes, dans les régions occupées par l'armée noire de Nestor Makhno, exercèrent une dictature authentique, accompagnée de confiscations, de réquisitions, d'arrestations et d'exécutions. Et Makhno fut « batko », petit père, chef...

Les social-démocrates mencheviks de droite, comme Dan et Tserételli, souhaitaient un pouvoir fort. Tserételli recommanda la répression du bolchevisme avant qu'il ne fût trop tard... Les mencheviks de gauche, de la tendance Martov, semblent avoir été le seul groupe politique si profondément attaché à une conception démocratique de la révolution qu'il constitue, d'un point de vue philosophique, une heureuse exception.

Les caractéristiques propres du bolchevisme, qui lui confèrent une indéniable supériorité sur les partis rivaux dont il partage largement la mentalité commune, sont : a) la conviction marxiste ; b) la doctrine de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution ; c) l'internationalisme intransigeant ; d) l'unité de la pensée et de l'action. Chez nombre d'hommes,

l'unité de la pensée et de l'action aboutit à la foi en leur propre volonté.

Le réalisme marxiste de 1917 nous paraît aujourd'hui quelque peu schématique. Le monde a changé, les luttes sociales sont devenues beaucoup plus complexes qu'elles ne l'étaient alors. Pendant la Révolution russe, ce réalisme, enté sur de fortes connaissances économiques et historiques, fut à la hauteur des circonstances. Il contenait des antidotes efficaces contre la phraséologie libérale, le double jeu, l'atavisme intéressé, l'abdication honorable et hypocrite.

Les socialistes modérés estimaient que la Russie accomplissait une « révolution bourgeoise » destinée à ouvrir au capitalisme une ère de développement, et que dès lors le pays ne pouvait se donner que le statut politique d'une démocratie bourgeoise... Les bolcheviks estimaient que le prolétariat seul pouvait faire la révolution « bourgeoise » et dès lors ne pouvait pas ne pas la dépasser ; que le socialisme ne pouvait pas triompher dans un pays aussi arriéré, mais qu'il appartiendrait à une Russie socialisante de donner l'impulsion au mouvement ouvrier européen. Lénine n'envisageait pas en 1917 la nationalisation complète de la production, mais le contrôle ouvrier de celle-ci ; plus tard, il songea à un régime mixte, de capitalisme et d'étatisation ; ce fut en juillet 1918 que le déchaînement de la guerre civile imposa des nationalisations complètes en tant que mesures immédiates de défense...

L'intransigeance internationale des bolcheviks reposait sur la foi en une révolution européenne prochaine, plus mûre et plus féconde que la Révolution russe... Cette vision de l'avenir ne leur appartenait pas en propre. Elle participait du fonds commun de l'idéologie socialiste européenne, bien qu'en fait les grands partis ne crussent plus à la révolution. Le continuateur allemand de Marx, Karl Kautsky, avait été jusqu'en 1908 un théoricien de la prochaine révolution socialiste ; Rosa Luxembourg, Franz Mehring, Karl Liebknecht professaient la même conviction.

La différence essentielle entre les bolcheviks et les autres socialistes semble avoir été de nature psychologique et due à la formation particulière de l'intelligentsia révolutionnaire et du prolétariat russes. Il n'y avait place dans l'Empire des tsars ni pour l'opportunisme parlementaire ni pour les compromis quotidiens ; une réalité sociale simple et brutale engendrait une foi active et entière... En ce sens, les bolcheviks furent plus russes, et plus à l'unisson des masses russes, que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks dont les cadres s'étaient pénétrés d'une mentalité occidentale, évolutionniste, démocratique selon les traditions des pays capitalistes avancés.

IV. — Ouvrons le chapitre difficile des erreurs et des fautes. Non sans regretter que, dans une étude aussi brève, il ne nous soit pas possible de considérer les erreurs, les fautes et les crimes des puissances et des partis qui combattirent la révolution soviétique-bolchevik. Sans ce contexte décisif, nous sommes obligés de nous contenter d'une vue unilatérale.

J'écrivais en 1939 dans mon *Portrait de Staline*, publié à Paris (Grasset) : « ...l'erreur la plus compréhensible — parce qu'elle a été délibérée — que ces socialistes (les bolcheviks) si pénétrés de connaissances historiques commirent, ce fut de créer la Commission extraordinaire de répression de la contre-révolution, de la spéculation, de l'espionnage, de la désertion, devenue par abréviation la Tcheka, qui jugeait les accusés et les simples suspects sans les entendre ni les voir, sans leur accorder par conséquent aucune possibilité de défense..., prononçait ses arrêts en secret et procédait de même aux exécutions. Qu'était-ce si ce n'était une Inquisition ?

L'état de siège ne va pas sans rigueur, une âpre guerre civile ne va pas sans mesures extraordinaires, sans doute ; mais appartenait-il à des socialistes d'oublier que la publicité des procès est la seule garantie véritable contre l'arbitraire et la corruption, et de rétrograder ainsi au delà des procédures expéditives de Fouquier-Tinville ? »

L'erreur et la faute sont patentes, les conséquences en ont été effroyables puisque le Guépéou, c'est-à-dire la Tcheka amplifiée sous un nom nouveau, a fini par exterminer la génération révolutionnaire bolchevik tout entière...

Il ne reste qu'à noter en faveur du Comité central de Lénine quelques circonstances atténuantes sérieuses aux yeux du sociologue. La jeune république vivait sous des périls mortels. Son indulgence envers des généraux tels que Krasnov et Kornilov devait lui coûter des flots de sang. L'ancien régime avait maintes fois usé de la terreur. L'initiative de la terreur avait été prise par les Blancs dès novembre 1917, par le massacre des ouvriers de l'arsenal du Kremlin ; et reprise par les réactionnaires finlandais dans les premiers mois de 1918, sur la plus large échelle, bien avant que la « terreur rouge » n'ait été proclamée en Russie. Les guerres sociales du XIX^e siècle, depuis les journées de juin 1848 à Paris et la Commune de Paris en 1871, avaient été caractérisées par l'extermination en masse des prolétaires vaincus. Les révolutionnaires russes savaient ce qui les attendait en cas de défaite.

Néanmoins, la Tcheka fut bénigne à ses débuts, jusqu'à l'été 1918. Et quand, la « terreur rouge » proclamée après des soulèvements contre-révolutionnaires, après les assassinats des bolcheviks Volodarski et Ouritski, après deux attentats contre Lénine, la Tcheka se mit à fusiller des otages, des suspects et des ennemis, elle cherchait encore à endiguer, canaliser, contrôler la fureur populaire. Dzerjinski redoutait les excès des tchékas locales ; la statistique des tchékistes eux-mêmes fusillés serait à ce sujet édifiante. Rouvrant dernièrement un petit livre déplorablement traduit en français, les *Souvenirs d'un commissaire du peuple*, du socialiste-révolutionnaire de gauche Steinberg, j'y retrouvais ces deux épisodes significatifs. Deux coups de feu ayant été tirés sur Lénine à la fin de 1917, une délégation ouvrière vint dire à Vladimir Illitch que si la contre-révolution faisait couler une goutte de son sang, le prolétariat de Pétrograd le vengerait au centuple... Steinberg, qui collaborait alors avec Lénine, note l'embarras de celui-ci. L'affaire ne fut pas ébruitée, justement afin d'éviter des conséquences tragiques. Je sais par ailleurs que les deux socialistes-révolutionnaires qui avaient tiré furent arrêtés, épargnés, et plus tard donnèrent leur adhésion au parti bolchevik... Deux ex-ministres libéraux, Chingariov et Kokochkine, étaient malades en prison ; leur transfert à l'hôpital fut ordonné. Ils furent assassinés dans leur lit. Lénine, informé de ce crime, fut bouleversé. Le gouvernement commença une investigation et découvrit que les auteurs de ce crime étaient des marins révolutionnaires, soutenus et protégés par l'ensemble de leurs camarades. Désapprouvant la « mansuétude » des hommes au pouvoir, les marins y avaient suppléé par une initiative terroriste. En fait, les équipages de la flotte refusèrent de livrer les coupables. Les commissaires du peuple durent « laisser tomber » l'affaire. Pouvait-ils, au moment où le dévouement des marins était chaque jour nécessaire au salut de la révolution, ouvrir un conflit avec le terrorisme spontané ?

En 1920, la peine de mort fut abolie en Russie. On croyait la guerre civile près de finir. J'avais le sentiment que tout le monde dans le parti souhaitait une normalisation du régime, la fin de l'état de siège, un retour à la démocratie soviétique, la limitation

des pouvoirs de la Tchèque sinon la suppression de celle-ci... Tout cela était possible, et c'est dire que le salut de la révolution était possible. Le pays épuisé voulait commencer la reconstruction. Ses réserves d'enthousiasme et de foi demeuraient grandes. L'été 1920 marque une date fatale. Il faut beaucoup de mauvaise foi aux historiens pour ne jamais le constater. Toute la Russie vivait sur un espoir de pacification au moment où Pilsudski jeta les armées polonaises sur l'Ukraine. Cette agression clairement inspirée d'une visée de conquête coïncida avec la reconnaissance accordée par la France et l'Angleterre au général baron Wrangel qui occupait la Crimée. Le raidissement de la révolution fut instantané. La Pologne battue, le Comité central pensa à y provoquer une révolution soviétique. L'échec de l'armée rouge devant Varsovie fit échouer le dessein de Lénine, mais le pis, ce fut qu'au lendemain de cette guerre pénible, dans un pays saigné et encore appauvri, il ne fut plus question ni d'abolir la peine de mort ni de commencer la reconstruction sur les bases d'une démocratie soviétique... La misère et le danger sclérosaient l'Etat-parti dans ce régime économique, intolérable pour la population et inviable en soi, que l'on a appelé le « communisme de guerre ».

Au début de 1921, le soulèvement des marins de Cronstadt fut précisément une protestation contre ce régime économique et la dictature du parti. Quelles que soient ses intentions et sa probité, un parti qui gouverne un pays affamé ne saurait garder sa popularité. La spontanéité des masses s'était éteinte; les sacrifices et les privations usaient la minorité active de la révolution. Les hivers glacés, les rations insuffisantes, les épidémies, les réquisitions dans les campagnes répandaient la rancune, une sorte de désespoir, l'idéologie confuse de la contre-révolution pour le pain blanc. Si le parti bolchevik lâchait les rênes du pouvoir, qui, dans cette situation, prendrait sa succession ? Son devoir n'était-il pas de tenir ? Il eut raison de tenir. Il eut tort de s'affoler devant Cronstadt insurgé, car il lui était loisible de tenir de plusieurs façons différentes, et nous le savions tous, nous qui étions sur place, à Pétrograd.

Les erreurs et les fautes du pouvoir se nouent autour de Cronstadt-1921. Les marins ne se révoltèrent que parce que Kalinine refusa de les entendre. Où il fallait de la persuasion et de la compréhension, le président du Comité exécutif des soviets n'employa que la menace et l'insulte. La délégation de Cronstadt au soviet de Pétrograd, au lieu d'être fraternellement reçue pour des négociations, fut arrêtée par la Tchèque. La vérité sur le conflit fut cachée au pays et au parti par la presse qui, pour la première fois, mentit au grand jour en publiant qu'un général blanc, Kozlovski, exerçait l'autorité à Cronstadt. La médiation proposée par des anarchistes américains influents et bienveillants, Emma Goldman et Alexandre Berkman, fut repoussée. Les canons tonnèrent dans une bataille fratricide et la Tchèque, ensuite, fusilla ses prisonniers. Si, comme l'indique Trotsky, les marins avaient changé depuis 1918 et n'exprimaient plus que les aspirations de la paysannerie arriérée, il faut reconnaître que le pouvoir, lui aussi, avait changé.

Lénine, en proclamant la fin du « communisme de guerre » et la « Nouvelle Politique Economique », satisfait les revendications économiques de Cronstadt, après la bataille et le massacre. Il reconnut ainsi que le parti et lui-même s'étaient enferrés en maintenant un régime intenable et dont Trotsky avait du reste dénoncé les périls et proposé le changement un an auparavant.

La Nouvelle Politique Economique abolissait les réquisitions dans les campagnes, remplacées par un impôt en nature, rétablissait la liberté du commerce et de la petite entreprise, desserrait en un mot l'ar-

mature mortelle de l'étatisation complète de la production et des échanges. Il eût été naturel de desserrer en même temps l'armature du gouvernement par une politique de tolérance et de réconciliation envers les éléments socialistes et libertaires disposés à se placer sur le terrain de la constitution soviétique. Raphael Abramovitch reproche avec raison aux bolcheviks de n'être pas entrés en 1921 dans cette voie. Le Comité central, au contraire, mit les mencheviks et les anarchistes hors la loi. Un gouvernement de coalition socialiste, s'il s'était formé à cette époque, eût impliqué des dangers intérieurs certains; moins grands toutefois, la preuve en est faite, que ceux du monopole du pouvoir... En effet, le mécontentement du parti et de la classe ouvrière obligea le Comité central à établir désormais l'état de siège, un état de siège clément, il est vrai, dans le parti même. L'opposition ouvrière fut condamnée, une épuration entraîna des exclusions.

V. — Quelles raisons profondes motivèrent la décision du Comité central de maintenir et fortifier, le monopole du pouvoir ? Tout d'abord, dans ces crises, les bolcheviks n'avaient de confiance qu'en eux-mêmes. Portant seuls de très lourdes responsabilités, singulièrement aggravées par le drame de Cronstadt, ils redoutaient d'ouvrir la compétition politique avec les social-démocrates mencheviks et le parti « paysan » des socialistes-révolutionnaires de gauche. Enfin et surtout ils croyaient à la révolution mondiale, c'est-à-dire à la révolution européenne imminente, imminente en Europe centrale. Un gouvernement de coalition socialiste et démocratique eût affaibli l'Internationale communiste appelée à diriger les prochaines révolutions...

Peut-être touchons-nous à l'erreur la plus grande et la plus grave du parti de Lénine-Trotsky. Comme toujours dans la pensée créatrice, l'erreur se mêle ici à la vérité, au sentiment volontaire, à l'intuition subjective. On n'entreprend rien sans croire à l'entreprise, sans en mesurer les données tangibles, sans vouloir le succès, sans empiéter sur le problématique et l'incertain. Toute action se projette du présent réel vers l'avenir inconnu. L'action justifiée au regard de l'intelligence est celle qui se projette en avant à bon escient. La doctrine de la révolution européenne était-elle justifiée sous cet angle ? Je ne crois pas que nous soyons en mesure de répondre à cette question de façon satisfaisante. Je n'entends que la délimiter.

Il ne fait plus de doute à présent que le régime capitaliste stable, grandissant, relativement pacifique du XIX^e siècle finit par la première guerre mondiale. Les marxistes révolutionnaires, qui annoncent alors une ère de révolutions embrassant la planète tout entière et, si le socialisme ne réussit pas à s'imposer dans les principaux pays d'Europe, une ère de barbarie et un autre « cycle de guerres et de révolutions », selon le mot de Lénine, qui d'ailleurs citait Engels, ont eu raison. Les conservateurs, les évolutionnistes et les reformistes, qui crurent à l'avenir de l'Europe bourgeoise savamment découpée par le traité de Versailles, replâtrée à Locarno, abreuvée de phrases creuses par la Société des Nations, font aujourd'hui figure de politiques aveugles. Que vivons-nous si ce n'est une transformation mondiale des rapports sociaux, des régimes de production, des relations intercontinentales, des équilibres de forces, des idées et des mœurs, c'est-à-dire une révolution mondiale aussi vivante en Indonésie qu'incertaine et tâtonnante en Europe ? L'Amérique, avec ses progrès techniques prodigieux, ses responsabilités mondiales écrasantes, ses poussées sociales contradictoires, y tient une place privilégiée, comme il se doit au pays industriel le plus riche et le mieux organisé ; mais rien de ce qui se passe en Grèce, au

Japon, rien de ce qui se construit dans le secret absolu des zones arctiques de l'U. R. S. S., rien de ce qui se fait ou se trame à Trieste ou Madrid ne lui est étranger. Les marxistes révolutionnaires de l'école bolchevik souhaitaient, voulaient la transformation sociale de l'Europe et du monde par la prise de conscience des masses laborieuses, par l'organisation rationnelle et équitable d'une société nouvelle ; ils entendaient travailler pour que l'homme dominât enfin son propre destin. Là ils se sont trompés puisqu'ils ont été vaincus. La transformation du monde s'accomplit dans la confusion des institutions, des mouvements et des croyances, sans avènement de la conscience claire, sans avènement d'un humanisme renouvelé, et même en mettant en péril toutes les valeurs, toutes les espérances des hommes. Les tendances générales en sont pourtant celles que le socialisme d'action indiquait dès 1917-1920 : vers la collectivisation et la planification de l'économie, vers l'internationalisation du monde, vers l'émancipation des peuples des colonies, vers la formation de démocraties de masses d'un type nouveau. L'alternative demeure aussi celle que le socialisme prévoyait : la barbarie et la guerre, la guerre et la barbarie, le monstre étant à deux têtes.

Les bolcheviks voyaient, avec raison, semble-t-il, le salut de la Révolution russe dans la victoire possible d'une révolution allemande. La Russie agricole et l'Allemagne industrielle, sous des régimes socialistes, eussent eu un développement pacifique et fécond assuré. La république des soviets eût ignoré, dans cette hypothèse, l'étouffement bureaucratique à l'intérieur... L'Allemagne eût échappé aux ténèbres du nazisme et à la catastrophe. Le monde eût sans doute connu d'autres luttes, mais rien ne nous autorise à penser que ces luttes eussent pu produire les machineries infernales de l'hillérisme et du stalinisme. Tout nous porte à croire au contraire qu'une révolution allemande triomphant au lendemain de la première guerre mondiale eût été infiniment féconde pour le développement social de l'humanité. De telles spéculations sur les variantes possibles de l'histoire sont légitimes et même nécessaires si l'on veut comprendre le passé, s'orienter dans le présent ; pour les condamner, il faudrait considérer l'histoire comme un enchaînement de fatalités mécaniques et non plus comme le déroulement de la vie humaine dans le temps.

En se battant pour la révolution, les spartakistes allemands, les bolcheviks russes et leurs camarades de tous les pays se battaient pour empêcher le cataclysme mondial auquel nous venons de survivre. Ils le savaient. Ils étaient mus par une généreuse volonté de libération. Quiconque les approcha ne l'oublia jamais. Peu d'hommes furent aussi dévoués à la cause des hommes. C'est maintenant une mode que d'imputer aux révolutionnaires des années 1917-1927 une intention de conquête et d'hégémonie mondiales, mais nous voyons très bien quelles rancunes et quels intérêts travaillent à dénaturer de la sorte la vérité historique.

Dans l'immédiat, l'erreur du bolchevisme fut néanmoins patente. L'Europe était instable, la révolution socialiste y paraissait théoriquement possible, rationnellement nécessaire, mais elle ne se fit pas. L'immense majorité de la classe ouvrière des pays d'Occident se refusa à engager ou soutenir le combat ; elle croyait à la reprise du progrès social d'avant guerre ; elle retrouvait assez de bien-être pour craindre les risques ; elle se laissa nourrir d'illusions. La social-démocratie allemande, dirigée par des leaders médiocres et modérés, craignit les frais généraux d'une révolution facilement commencée en novembre 1918 et suivit les voies démocratiques de la République de Weimar... Quand on reproche au bolchevisme d'avoir accompli une révolu-

tion par la violence et la dictature du prolétariat, il ne serait que juste de considérer que l'expérience contraire, celle du socialisme modéré, réformiste, qui tenta d'épuiser les possibilités de la démocratie bourgeoise, s'est poursuivie en Allemagne jusqu'à l'avènement de Hitler.

Les bolcheviks se sont trompés sur la capacité politique et l'énergie des classes ouvrières d'Occident et d'abord de la classe ouvrière allemande. Cette erreur de leur idéalisme militant entraîna les conséquences les plus graves. Ils perdirent le contact avec les masses d'Occident. L'Internationale communiste devint une annexe de l'Etat-parti soviétique. La doctrine du « socialisme dans un seul pays » naquit enfin de la déception. A leur tour, les tactiques stupides et même scélérates de l'Internationale stalinisée facilitèrent en Allemagne le triomphe du nazisme...

VI. — Un premier bilan de la Révolution russe doit être dressé vers 1927. Dix années se sont écoulées. La dictature du prolétariat est devenue depuis 1920-1921, dates approximatives et discutables, la dictature du parti communiste, lui-même soumis à la dictature de la « vieille garde bolchevik ». Cette « vieille garde » constitue en général une élite remarquable, intelligente, désintéressée, active, opiniâtre. Les résultats acquis sont grandioses. A l'étranger, l'U. R. S. S. est respectée, reconnue, souvent admirée. A l'intérieur, la reconstruction économique s'est achevée, sur les ruines laissées par les guerres, avec les seules ressources du pays et de l'énergie populaire. Un nouveau système de production collectiviste a été substitué au capitalisme et il fonctionne assez bien. Les masses laborieuses des Russes ont démontré leur capacité de vaincre, d'organiser et de produire. De nouvelles mœurs, un nouveau sentiment de la dignité du travailleur se sont stabilisés. Le sentiment de la propriété privée que les philosophes de la bourgeoisie considéraient comme inné, est en voie d'extinction naturelle. L'agriculture s'est reconstituée, à un niveau qui rejoint et commence à dépasser celui de 1913. Le salaire réel des travailleurs dépasse assez sensiblement le niveau de 1913, c'est-à-dire celui de l'avant-guerre. Une nouvelle littérature pleine de vigueur a surgi. Le bilan de la révolution prolétarienne est nettement positif.

Mais il ne s'agit plus de reconstruire, il s'agit de construire : élargir la production, créer des industries nouvelles (automobile, aviation, chimie, aluminium...) ; il s'agit de remédier à la disproportion entre une agriculture rétablie et une industrie faible. L'U. R. S. S. est isolée et menacée. Il s'agit de pourvoir à sa défense. Les marxistes n'ont pas d'illusion sur le pacte Briand-Kellog qui met la guerre « hors la loi »... Le régime est au carrefour, le parti déchiré par la lutte pour le pouvoir, et pour le programme du pouvoir, qui dresse de vieux bolcheviks les uns contre les autres. Les continuateurs les plus lucides des temps héroïques sont groupés autour de Trotsky. Ils peuvent commettre des fautes tactiques, ils peuvent formuler des thèses insuffisantes, ils peuvent tâtonner, leur mérite et leur courage ne seront pas niés. Ils préconisent l'industrialisation planifiée, la lutte contre les forces réactionnaires et tout d'abord contre la bureaucratie, l'internationalisme militant, la démocratisation du régime, à commencer par celle du parti. Ils sont vaincus par la hiérarchie des secrétaires qui se confond avec la hiérarchie des commissaires du Guépéou, sous l'égide du secrétaire général, l'obscur Géorgien de nague, Staline.

Des milliers de fondateurs de l'U. R. S. S., donnant l'exemple du dévouement à l'idée socialiste,

passent alors du pouvoir en prison ou en déportation. Les thèses qu'on leur oppose sont contradictoires, et peu importe. Le grand fait essentiel, c'est qu'en 1927-1928, par un coup de force perpétré dans le parti, l'Etat-parti révolutionnaire devient un Etat policier, bureaucratique, réactionnaire sur le terrain social créé par la révolution. Le changement d'idéologie s'accroît brutalement. Le marxisme des plates formules élaborées par les bureaux se substitue au marxisme critique des hommes pensants. Le culte du chef s'établit. Le « socialisme dans un seul pays » devient le cliché passe-partout des parvenus qui n'entendent que conserver leurs privilèges. Ce que les oppositions ne font qu'entrevoir avec angoisse, c'est qu'un nouveau régime se profile, le régime totalitaire. La plupart des vieux bolcheviks vainqueurs de l'opposition trotskyste, les Boukharine, Rykov, Tomski, Rioutine, quand ils s'en aperçoivent, sont pris d'épouvante et passent eux-mêmes à la résistance. Trop tard.

La lutte de la génération révolutionnaire contre le totalitarisme durera dix ans, de 1927 à 1937. Les péripéties confuses et quelquefois déroutantes de cette lutte ne doivent pas nous en obscurcir la signification. Les personnalités ont pu s'affronter les unes les autres, se combattre, se réconcilier, se trahir même ; elles ont pu s'égarer, s'humilier devant la tyrannie, ruser avec le bourreau, s'user, se révolter désespérément. L'Etat totalitaire jouait des uns contre les autres, d'autant plus efficacement qu'il avait prise sur les âmes. Le patriotisme du parti et de la révolution, cimenté par les sacrifices, les services, les résultats obtenus, l'attachement à de prodigieuses visions d'avenir, le sentiment du péril commun, oblitérait le sens de la réalité des cerveaux les plus clairs. Il reste que la résistance de la génération révolutionnaire, à la tête de laquelle se trouvaient la plupart des vieux socialistes bolcheviks, fut si tenace qu'en 1936-1938, à l'époque des procès de Moscou, cette génération dut être exterminée tout entière pour que le nouveau régime se stabilisât. Ce fut le coup de force le plus sanglant de l'histoire. Les bolcheviks périrent par dizaines de milliers, les combattants de la guerre civile par centaines de milliers, les citoyens soviétiques pénétrés de l'indulgence condamné par millions. Quelques dizaines de compagnons de Lénine et Trotsky consentirent à se déshonorer eux-mêmes, par un suprême acte de dévouement envers le parti, avant d'être fusillés. Quelques milliers d'autres furent fusillés dans des caves. Les camps de concentration les plus vastes du monde se chargèrent de l'ancêtrement physique de masses de condamnés.

Ainsi la sanglante rupture fut complète entre le bolchevisme, forme russe ardente et créatrice du socialisme, et le stalinisme, forme également russe, c'est-à-dire conditionnée par tout le passé et le présent de la Russie, du totalitarisme. Afin que ce dernier terme ait bien son sens précis, définissons-le : le totalitarisme, tel qu'il s'est établi en U. R. S. S., dans le III^e Reich, et faiblement ébauché en Italie fasciste et ailleurs, est un régime caractérisé par l'exploitation despotique du travail, la collectivisation de la production, le monopole bureaucratique et policier (mieux vaudrait dire terroriste) du pouvoir, la pensée asservie, le mythe du chef-symbole. Un régime de cette nature tend forcément à l'expansion, c'est-à-dire à la guerre de conquête puisqu'il est incompatible avec l'existence de voisins différents et plus humains ; puisqu'il souffre inévitablement de ses propres psychoses d'inquiétude ; puisqu'il vit sur la répression permanente de forces explosives de l'intérieur...

Un auteur américain, M. James Burnham, s'est plu à soutenir que Staline est le véritable continuateur de Lénine. Le paradoxe, poussé à ce degré hyperbo-

lique, ne manque pas d'un certain attrait stimulant à l'endroit de la pensée paresseuse et ignorante... Il va de soi qu'un parricide demeure le continuateur biologique de son père. Il est toutefois autrement évident que l'on ne continue pas un mouvement en le massacrant, une idéologie en la reniant, une révolution de travailleurs par la plus noire exploitation des travailleurs, l'œuvre de Trotsky en faisant assassiner Trotsky et mettre ses livres au pilon... Ou les mots continuation, rupture, négation, reniement, destruction n'auraient plus de sens intelligible, ce qui peut au reste convenir à des intellectuels brillamment obscurantistes. Je ne songe pas à classer James Burnham dans cette catégorie. Le paradoxe qu'il a développé, sans doute par amour de la théorie irritante, est aussi faux que dangereux. Sous mille formes plates, il se retrouve dans la presse et les livres de ce temps de préparation à la troisième guerre mondiale. Les réactionnaires ont un intérêt évident à confondre le totalitarisme stalinien, exterminateur des bolcheviks, avec le bolchevisme, afin d'atteindre la classe ouvrière, le socialisme, le marxisme, et jusqu'au libéralisme...

Le cas personnel de Staline, ex-vieux bolchevik lui-même, tout comme Mussolini fut un ex-vieux socialiste de l'*Avanti!* est tout à fait secondaire à l'échelle du problème sociologique. Que l'autoritarisme, l'intolérance et certaines erreurs du bolchevisme aient fourni au totalitarisme stalinien un terrain favorable, qui le contestera ? Une société contient toujours, comme un organisme, des germes de mort. Encore faut-il que les circonstances historiques leur facilitent l'éclosion. Ni l'intolérance ni l'autoritarisme des bolcheviks (et de la plupart de leurs adversaires) ne permettent de mettre en question leur mentalité socialiste ou l'acquis des dix premières années de la révolution. Si réel, cet acquis, que deux savants américains étudiant le développement cyclique des organismes et des sociétés constatent qu'« en 1917-1918 la Russie entra dans un nouveau cycle de croissance, de sorte qu'elle apparaît aujourd'hui comme la plus jeune des grandes nations du monde... » (*Cycles*, par Edward R. Dewey et Edwin F. Dakin, New-York, 1947). Nous aimerions à connaître dans quelle mesure le totalitarisme stalinien contrarie le nouvel élan vital de la Russie... David J. Dallin nous apporte à ce propos une indication. Au cours de la première guerre mondiale les pertes de la Russie s'élevèrent à 30 p. 100 de celles des Alliés ; au cours de la deuxième guerre mondiale, les pertes de la Russie, estimées entre 12 et 16 millions de vies humaines, s'élevèrent à 80 p. 100 de celles des Nations Unies. Sur les champs de bataille, les pertes des armées rouges furent environ quatre fois plus élevées que celles de l'envahisseur...

Au moment où éclate la Révolution russe, les effectifs organisés de tous les partis révolutionnaires sont inférieurs à 1 p. 100 de la population de l'Empire. Les bolcheviks ne constituent qu'une fraction de ce moins de 1 p. 100. L'infime levain servit et s'épuisa. La Révolution d'octobre-novembre 1917 fut dirigée par un parti d'hommes jeunes. L'aîné d'entre eux, Lénine, avait 47 ans ; Trotsky, 38 ans ; Boukharine, 29 ans ; Kaménev et Zinoviev, 34 ans. De dix à vingt ans plus tard, la résistance au totalitarisme fut le fait d'une génération vieillissante. Et cette génération ne succomba pas seulement sous le poids d'une jeune bureaucratie policière àprement cramponnée aux privilèges du pouvoir, mais encore sous la passivité politique de masses surmenées, sous-alimentées, paralysées par le système terroriste et l'intoxication de la propagande. Elle se trouva en outre sans le moindre appui efficace de l'extérieur. Pendant qu'elle résistait en U. R. S. S., la montée des forces réactionnaires dans le monde fut presque

ininterrompue. Les puissances démocratiques menaçaient ou encourageaient Mussolini et Hitler. L'élan des fronts populaires, ce combat d'arrière-garde des masses laborieuses d'Occident, fut brisé en Espagne par la coalition du nazisme, du fascisme et de Franco, au moment précis où les bourreaux de Staline procédaient en Russie à la liquidation du bolchevisme...

VII. — La Révolution russe nous laisse-t-elle, après ses dix premières années exaltantes et les vingt années noires qui suivirent, quelque chose à défendre ? Une immense expérience historique, les souvenirs les plus fiers, des exemples inappréciables, ce serait déjà beaucoup. La doctrine et les tactiques du bolchevisme, par contre, nécessitent l'étude critique. Tant de changements se sont produits dans ce monde chaotique que pas une conception marxiste — ou autrement socialiste — valable en 1920 ne saurait plus trouver maintenant d'application pratique sans des mises à jour essentielles. Je ne crois pas que, dans un système de production où le laboratoire acquiert par rapport à l'atelier une prépondérance croissante, l'hégémonie du prolétariat puisse s'imposer, si ce n'est sous des formes morales et politiques impliquant en réalité le renoncement à l'hégémonie. Je ne crois pas que la « dictature du prolétariat » puisse revivre dans les luttes de l'avenir. Il y aura sans doute des dictatures plus ou moins révolutionnaires ; la tâche du mouvement ouvrier sera toujours, j'en demeure convaincu, de leur maintenir un caractère démocratique, non plus au bénéfice du seul prolétariat, mais au bénéfice de l'ensemble des travailleurs et même des nations. En ce sens, la révolution prolétarienne n'est plus à mes yeux notre fin ; la révolution que nous entendons servir ne peut être que socialiste, au sens humaniste du mot, et plus exactement *socialisante*, démocratiquement, libérairement accomplie... En dehors de la Russie, la théorie bolchevik du parti a complètement échoué. La variété des intérêts et des formations psychologiques n'a pas permis de constituer la cohorte homogène de militants dévoués à une œuvre commune si noblement louée par le pauvre Eoukharine... La centralisation, la discipline, l'idéologie gouvernée ne peuvent désormais que nous inspirer une juste méfiance, quelque besoin que nous ayons d'organisations sérieuses...

Et que reste-t-il à défendre au peuple russe ? L'accablante ironie de l'histoire en fait le peuple qui n'a que ses chaînes à perdre ! J'espère que l'on traduira bientôt en français le livre objectivement implacable de David J. Dallin et Boris I. Nicolaevski sur le *Travail forcé en Russie soviétique*. Il nous apprend qu'en 1928, à l'époque du Thermidor soviétique, les camps de concentration du Guépéou ne contenaient qu'une trentaine de milliers de condamnés. Par contre, il est impossible de savoir le nombre de millions d'esclaves aujourd'hui enfermés dans les camps de Staline. Les recoupements les plus modestes l'évaluent à dix ou douze millions, soit d'après ces auteurs, 16 p. 100 au moins de la population adulte mâle et un pourcentage de femmes sensiblement moindre. Je soulignais récemment dans *Masses* l'importance décisive de ces données. Admettant le chiffre de 15 p. 100 de privilégiés du régime jouissant en U. R. S. S. d'une condition moyenne d'Européens civilisés, chiffre probablement optimiste en ce moment et qu'il y a lieu de diviser par deux pour obtenir le pourcentage des travailleurs adultes privilégiés, j'écrivais : « Des lors, 7 p. 100 de travailleurs adultes privilégiés, 15 p. 100 de parias, 78 p. 100 d'exploités vivant pauvrement ou misérablement... » Comment voulez-vous qualifier cette structure sociale ? Est-elle défendable ?

A l'extérieur l'influence de cet « univers concentrationnaire » s'est révélée capable d'empêcher la

marche du socialisme et la réorganisation de l'Europe. La tragédie n'est plus spécifiquement russe, elle est universelle. La troisième guerre mondiale semble devoir en être l'aboutissement logique. Ne nous résignons pas toutefois aux solutions catastrophiques tant qu'il en est d'autres en vue. L'agressivité du régime stalinien à l'extérieur est conditionnée par la gravité de sa situation à l'intérieur. La révolte latente des masses russes et non russes contre ce régime a été prouvée par le défaitisme des populations qui, au début de l'invasion, accueillirent les envahisseurs en libérateurs ; prouvée par les troubles du lendemain de la victoire ; par le mouvement beaucoup plus complexe qu'on ne le croit de l'armée Vlassov qui se battit tour à tour pour les nazis et contre eux ; par les deux ou trois cent mille réfugiés russes d'Allemagne ; par le peuplement des camps de concentration. Je tiens que les régimes totalitaires constituent de colossales fabriques de révoltés. Celui-ci plus qu'un autre en raison de sa tradition révolutionnaire.

La documentation sur l'état d'esprit des masses russes s'accroît tous les jours. Quiconque connaît la Russie sait que, sous la carapace d'airain du régime, une vitalité profonde se maintient. Les neuf dixièmes des hommes qui travaillent, bâtissent, inventent, administrent pourraient, si leurs chaînes étaient brisées, devenir d'un mois à l'autre les citoyens actifs d'une démocratie du travail... Pourront-ils briser leurs chaînes à temps pour qu'une Russie socialiste, libre et généreuse, prévienne le déchaînement de la guerre ?

Ce que le stalinisme a fait pour inculquer à ses opprimés l'horreur et le dégoût du socialisme est inimaginable ; des courants de réaction sont à prévoir en Russie et plus encore chez les peuples non russes, surtout chez les musulmans de l'Asie centrale depuis longtemps travaillés par des aspirations panislamiques. J'estime, toutefois, en me fondant sur beaucoup d'observations faites en U. R. S. S. même pendant des années particulièrement cruelles aux masses, que la grande majorité du peuple russe se rend clairement compte de l'imposture du socialisme officiel. Aucun retour à l'ancien régime ou même au grand capitalisme n'étant possible, en raison du haut degré de développement atteint par la production étatisée, au moment où l'Europe entière est acheminée vers les nationalisations et la planification, la démocratie russe ne pourrait qu'assainir, décroasser, réorganiser dans l'intérêt des producteurs la production socialisée. L'intérêt technique de la production, le sens de la justice sociale, la liberté retrouvée se conjugueraient par la force des choses pour remettre l'économie au service de la communauté... Tout n'est pas perdu puisque cette espérance rationnelle, fortement motivée, nous reste.

Victor SERGE.

Mexico, juillet-août 1947

La crise morale n'est qu'un aspect accessoire de la crise générale. Il serait impossible de s'imaginer chose plus morale aujourd'hui qu'une politique capable d'épargner au monde un capitalisme d'Etat universel et son danger solidaire, la troisième guerre mondiale, absolue celle-là.

TOMORI

(Qui succédera au capitalisme ?)

Le drame de la Jeunesse soviétique

« Je n'ai pas lu ton Kravchenko et ne le lirai pas, me dit un jeune étudiant de mes amis. Profiteur du régime soviétique, cet homme qui aujourd'hui fournit des armes meurtrières aux ennemis de ce régime est méprisable et son témoignage également ».

Voilà qui rejoint l'opinion de M. André Pierre sur Kravchenko « apostat et renégat » ! En plus sérieux, peut-être. Mais cela mériterait une réponse de même style. Renégat lui-même, M. André Pierre pourrait se montrer plus discret. Et il est permis à nos jeunes étudiants comme à nos grands intellectuels de « profiter » largement du régime bourgeois et capitaliste, tout en condamnant la bourgeoisie et le capitalisme. Le communisme de Langevin ne l'a pas empêché d'occuper de hautes fonctions officielles sous la République. Il a fallu Hitler et Pétain pour que sa sécurité personnelle soit menacée. Il est des régimes dont on ne « profite » pas aussi facilement, lorsqu'on veut garder le droit de penser librement !

Je ne sais pas ce que deviendra « Kravchenko », et cela ne m'intéresse guère, actuellement.

Pour juger son témoignage, je le prends au départ et à l'arrivée. C'est par ses convictions et son travail que ce « témoin » (ouvrier authentique) a gagné ses galons dans l'appareil soviétique. C'est par ses convictions qu'il a rompu avec le régime. Docile et lâche, il pouvait continuer à profiter largement du régime. Aventurier corrompu, il ne se serait arraché de l'appareil que pour en tirer un bénéfice immédiat et substantiel. De 1922, date de son entrée dans les « Komsomols » (1) jusqu'au 3 avril 1944, date de la parution dans le « New York Times », de son interview, sous le titre « *Démission d'un fonctionnaire soviétique* », Kravchenko a toujours subordonné le souci de ses intérêts et de sa sécurité à l'accomplissement de ce qui lui apparaissait comme un impérieux devoir. On peut discuter son témoignage. On ne peut pas douter de la valeur morale du témoin.

Encore moins de l'importance historique du témoignage. « Profiteur de la Révolution ! » Non. Mais « produit de la Révolution ! » A travers Kravchenko, c'est toute la jeunesse soviétique, vouée, au lendemain des combats, à l'édification du socialisme, dont pour la première fois, le drame est joué devant nous dans un réalisme implacable.

Kravchenko tient par son père à la vieille génération révolutionnaire dont l'héroïsme prépara les victoires de 1917 et qui fut anéantie, au cours des « purges » successives. Et cet héritage est sans doute l'un des moteurs de sa résistance. Mais lorsqu'il adhère au Parti, en 1929, il n'est guère gêné par les oppositions et les objections, « *survivance d'une époque abolie* ». Ce qui l'anime, c'est son enthousiasme pour « *l'industrialisation qui doit tirer la Russie de sa léthargie ancestrale* ». Il est essentiellement et exclusivement l'homme de la construction du socialisme, et c'est à ce titre qu'il entre en 1931 à l'Institut technologique de Karkov, comme étudiant et pupille de l'Etat, vivant d'ailleurs dans des conditions matérielles que le plus indigent des élèves de nos Facultés n'accepterait pas.

Quatre camarades du Parti partagent une chambre avec lui. Alexei Karnaukhov, militant important des Komsomols, honnête et franc dont la foi com-

muniste s'allie fort bien à un solide esprit critique. Georges Vigura qui considère comme blasphématoire toute discussion sur les consignes du Parti et même sur les questions dont le gouvernement ne s'est pas officiellement saisi. Pavel Pakholkin, pauvre diable incolore et maladroit. Enfin Vania Avdaschenko, type de bon garçon, incroyablement paresseux mais doué d'un véritable « génie politique », au sens le plus étriqué du terme, expulsé de l'Institut pour la nullité de son travail, mais bénéficiant de profitables compensations grâce à son habile « bon garçonisme ».

Ce dernier semble le seul qui ait réussi, car il devint, par la suite, chef d'un trust important. « *Il n'avait été gêné par aucun excédent de bagage : le savoir, la compréhension ou le sentiment ne l'encombraient guère* ».

Outre les jeunes femmes dont la déchéance morale ne paraît pas invraisemblable dans l'atmosphère du livre, Kravchenko nous signale d'autres rencontres décourageantes avec ceux de sa génération.

Senia Volgine qui ne « laisse pas tomber les copains » a perdu toute illusion. « *J'ai été contrôlé et reconnu propre à la consommation, mais je ne sais pas encore quel moment choisiront nos petits amis de la Tcheko pour me consommer* ». La plupart de leurs amis sont maintenant en prison. Pleurer ? A quoi bon ? Il faut boire et chanter... et c'est en chantant que deux mois après, Senia « passablement saoul » reçoit les agents de la N. K. V. D. venus pour l'arrêter.

Enfin voilà tous ces étudiants, emprisonnés par milliers, exécutés par centaines, tous suspects, parce que l'un d'entre eux : Nicolaïev a tué, le 1er décembre 1934, le chef soviétique Kirov, dans des circonstances demeurées mystérieuses.

On ne peut lire sans émotion les pages consacrées à cette réunion dans la chambre d'André S..., étudiant d'une trentaine d'années, qui annonce les hécatombes provoqués par le coup de revolver de Nicolaïev — torturé en présence de Staline et de Vorochilov — et qui ajoute : « *Nous avons pu rêver d'instaurer la liberté et la démocratie véritables au sein du Parti, mais ce rêve est fini, bien fini. Notre dernier espoir s'est envolé* ». Et ce « profiteuse » confirme par son suicide, le lendemain matin, la sincérité de sa confession. Cependant que les compagnons de sa dernière soirée entendent encore les vers du poète décembre déclamés par le plus jeune membre du petit groupe : « *Je sais bien que la mort attend. — Le premier qui se dressera. — Contre le tyran du peuple* »...

Il fallait lire les œuvres de E. M. Remarque pour comprendre le drame de la jeunesse allemande dont Hitler fut le dénouement. Il faut lire Kravchenko pour comprendre le drame de la jeunesse soviétique, des « *Enfants de l'Age soviétique* ». Avec quelque virtuosité intellectuelle, on peut tout expliquer et même justifier : la Dictature, la Terreur, l'extermination des vieux-bolcheviks et des combattants d'Octobre, les atrocités des camps de concentration, les violences et les misères de la collectivisation agricole et de l'industrialisation ! Mais ce « laminage » de la génération qui voulait vivre pour la construction du socialisme caractérise définitivement un régime dont la puissance écrase les hommes qui l'ont servi et bafoue l'idéal qui animait les plus purs de ses serviteurs !

Notes d'Economie et de Politique

DICTATURE ET DICTATURE DU VAINQUEUR DE RIVOLI AU GENERAL RADIO

Le sabre a remplacé le goupillon. Le R. P. F. a pris les voix du M. R. P., ce qui veut dire que les temps d'une dictature s'approchent.

Et il serait extraordinaire qu'il en soit autrement !

La dictature est le régime normal pour les sociétés dans lesquelles il n'existe pas de classe capable d'exercer directement et collectivement le pouvoir. L'Etat n'est véritablement un Etat de classe, il ne se confond avec la classe économiquement dirigeante que lorsque celle-ci est en pleine force, parce qu'elle est en pleine maturité. Aux autres moments, l'Etat est plus ou moins extérieur aux classes ; certes il s'appuie sur certaines classes plutôt que sur d'autres, il confère aux unes des privilèges tandis qu'il maintient les autres dans l'abjection, mais néanmoins il se présente comme une personnalité distincte, comme un « appareil » qui a sa vie, son organisation et ses intérêts propres ; il se situe « au-dessus » des classes, au-dessus de toutes les classes. Tel est le caractère spécifique de tout régime dictatorial.

Cependant il y a deux catégories de dictatures, parce qu'il y a deux moments qui encadrent le temps de la maturité d'une classe. Il y a le moment où cette classe, bien qu'en plein développement, n'est pas encore tout à fait assez puissante pour régenter elle-même l'Etat, il faut qu'un pouvoir fort supprime les derniers obstacles à son pouvoir, facilite la dernière étape de son ascension.

C'est à ce moment qu'apparaissent les Pisistrate, les Cromwell et les Bonaparte.

Pisistrate achève la ruine de l'aristocratie des Eupatrides par sa réforme agraire et, en même temps, accélère la croissance de la bourgeoisie industrielle d'Athènes par l'exploitation des mines du Laurium et une politique de grands travaux qui mettent définitivement en selle la classe des Paraliens qui fera de la Cité de Minerve la capitale du monde. Cromwell assure l'empire des mers à la bourgeoisie commerçante d'Angleterre, base d'une puissance qui durera trois cents ans. Quant à Bonaparte, il rend toute restauration durable de l'ancien régime impossible en portant aux quatre coins de l'Europe les nouveaux principes, et en fournissant à la bourgeoisie française, par le Code civil et ses Corps administratifs, le cadre juridique et politique grâce auquel elle gouvernera.

Les dictatures de la seconde catégorie correspondent, au contraire, elles, à l'époque des classes finissantes, aux moments où celles-ci sont suffisamment déchues pour qu'un mentor doive exercer le pouvoir à leur place. C'est l'époque qui correspond à celle de ces séries de tyrans qui se succèdent dans les cités grecques à partir du III^e siècle avant notre ère et dont l'histoire a peine à garder le souvenir ; c'est aussi l'époque dans laquelle nous sommes entrés.

Naturellement, la taille des hommes est à l'échelle de la tâche. Les premiers dictateurs sont souvent des hommes de génie ; les seconds, de pauvres types falots ou des pantins ridicules.

Pour son dictateur la bourgeoisie française naissante avait choisi le général qui, par sa campagne d'Italie, l'un des plus brillants exploits que renferment les annales militaires, avait montré un sur-

prenant coup d'œil et des dons remarquables de décision et d'organisation. Par contre, notre bourgeoisie agonisante va chercher un général qui n'a à présenter comme action d'éclat qu'un... discours à la radio ! Rien ne saurait plus clairement illustrer la différence de niveau des deux bourgeoisies, celle d'il y a cent cinquante ans, la bourgeoisie des entrepreneurs, la bourgeoisie de la « révolution industrielle », et celle d'aujourd'hui, la bourgeoisie bureaucratique, la bourgeoisie des « managers », la classe de ceux qui ne veulent que les profits sans les risques. Ceux pour qui le discours, le « rapport », tient lieu d'action.

Après s'être donné comme premier dictateur un maréchal gâteux, notre bourgeoisie ne trouve, pour lui succéder, qu'un polichinelle mégalomane.

...MAIS C'EST L'IMPERIALISME QUI DECIDE

Je viens de dire que les temps d'une nouvelle dictature s'approchent ; qu'on n'en déduise point cependant que celle-ci soit imminente, que c'est une question de jours.

Le propre des dictatures de la seconde catégorie est de coïncider avec l'époque du grand développement de l'impérialisme et de dépendre, en conséquence, du cours suivi par celui-ci. Les dictateurs grecs du III^e siècle avant notre ère étaient remplacés au fur et à mesure des événements militaires. Une victoire de tel ou tel des prétendants à l'empire méditerranéen amenait aussitôt dans les moindres cités grecques le changement du dictateur ou même, temporairement, la suppression de toute dictature. En période d'impérialisme, c'est l'extérieur qui apporte aux nations non impériales leurs dictateurs, tout comme le reste. Pas plus que la France de 40 n'a pu se donner Pétain toute seule, pas plus celle de 47 ne peut se donner de Gaulle toute seule.

Ce qui caractérise, en effet, les pays qui, comme la France, n'ont plus de classe efficacement dirigeante, c'est un partage de forces à peu près égales entre les classes opposées. Dès lors, pour que ce soit le candidat à la dictature de l'une qui l'emporte sur celui de l'autre, une intervention extérieure est indispensable. De Gaulle ne peut pas plus l'emporter, par ses propres forces, sur les hommes de Staline que ceux-ci ne peuvent l'emporter sur de Gaulle.

Les chiffres du dernier scrutin municipal sont éloquents à cet égard. En gros, on peut dire que de Gaulle a derrière lui un tiers des Français, et le czarisme un autre tiers, le dernier tiers n'ayant pas encore pris parti ou ayant pris parti à la fois contre les deux camps. Le tiers gaulliste représente l'argent et la haute administration militaire, c'est beaucoup ; mais le tiers czariste représente le travail et le fanatisme religieux, c'est pour le moins autant. La prise du pouvoir par l'un ou l'autre clan par des moyens légaux est donc exclue ; il faudra le coup de force.

De Gaulle le sait, et il est bien certain qu'il y est préparé ; ses groupes d'action ont encore reçu récemment des armes. Mais il est non moins certain que, préoccupé par les lendemains du coup de force, de Gaulle voudrait que son coup de force ne soit qu'une réplique. « Que messieurs les Russes commencent ! » Mais les czaristes ne commenceront pas. Staline est la prudence même, la prudence orientale faite homme. Il a horreur des putschs, il entend ne frapper qu'à coup sûr, et il sait bien qu'étant donné la situation internationale, il ne peut frapper en France, aujourd'hui, à coup sûr. Il ordonnera donc

la prudence. On engueulera de Gaulle, on embêtera Ramadier, on fera quelques manifestations de rues et l'on déclenchera des grèves de temps à autre, afin de montrer sa force et de tenir en même temps ses troupes en main, mais ça n'ira pas plus loin. « Tenez-vous hors de la portée du canon », était le mot d'ordre que Staline donnait à ses agents au cours de la guerre civile espagnole; on peut être certain que c'est le même mot d'ordre qu'il donne présentement au Parti Czariste Français. L'occasion attendue par de Gaulle ne se présentera donc point.

Ou plutôt, elle ne se présentera que le jour où le conflit russo-américain ayant éclaté, le conflit gaullo-« communiste » devra, lui aussi, prendre la forme aiguë. La France, puissance subordonnée, voit les luttes pour le pouvoir en son propre sein subordonnées elles-mêmes aux luttes des puissances impériales pour la conquête du monde.

LONGUE VIE A BENELUX

Saluons, pour une fois, un événement heureux ! L'acte par lequel Hollande, Belgique et Luxembourg viennent de ratifier l'accord en vertu duquel les trois pays formeront une union douanière à partir de janvier prochain, et unifieront entièrement leur législation économique peu après, est heureux à un double titre.

Il est heureux parce qu'il est un exemple. L'exemple de ce que devraient faire, au plus tôt, tous les Etats de l'Europe occidentale. C'est-à-dire établir un Zollverein comprenant, pour le moins, l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Allemagne occidentale et le nouveau « Benelux », ce qui serait le premier pas sur la voie d'une régénération de notre vieille civilisation... s'il lui est possible de se régénérer. On ne se rajeunit qu'en se transformant ; les nations doivent passer à un stade supérieur si elles ne veulent pas mourir au sein d'un empire.

Cet événement est heureux, en outre, d'un point de vue plus local, en ce qu'il contribuera, sans doute, à apaiser le vieux conflit des Wallons et des Flamands à l'intérieur de la Belgique.

Ce conflit a souvent pris une forme aiguë. D'une part, les Flamands (qui parlent une langue germanique), basés sur Anvers, l'un des ports qui servent d'exutoire à l'industrie rhénane, louchant vers l'Allemagne ou la Hollande, et, d'autre part, les Wallons (qui parlent français), basés sur le bassin houiller qui est la continuation de celui de France, et sur la Meuse moyenne, prolongement de la Meuse française, louchant vers la France. A plusieurs reprises cet antagonisme a failli aboutir à une scission.

Or, lorsque deux peuples vivent en mésintelligence à l'intérieur d'un même Etat, il est deux moyens de mettre fin au conflit. L'un est de réaliser la séparation, l'autre est de fondre les peuples dans une unité supérieure. C'est vers cette solution que s'orienta la Belgique par la réalisation de son union douanière.

Epaulés fortement à l'intérieur de la nouvelle unité économique par leurs frères Flamands de Hollande, les Flamands belges n'auront plus l'impression d'être des patoisants écrasés et méprisés par ceux qui ont le privilège de parler une « grande langue internationale ». D'autre part, les Wallons eux-mêmes se trouveront enclins peut-être à abandonner leur propre particularisme, au contact de ces quelques centaines de mille de Luxembourgeois, qui ne sont pas des Wallons mais qui ne sont pas non plus des Flamands, qui ne parlent pas français mais qui, presque tous, le comprennent.

Les horizons des uns et des autres vont se trouver élargis, ils se fonderont dans un horizon à la fois plus divers et plus nuancé ; l'opposition des vues s'en trouvera atténuée.

L'OXFORDISATION DU LABOUR PARTY

Le remaniement ministériel auquel a procédé Attlee au début du mois dernier a encore accentué l'évolution du Labour Party vers l'embourgeoisement.

La grande originalité du Labour Party jusqu'à il y a une dizaine d'années avait été d'être véritablement un parti travailliste, un parti réellement ouvrier. Il devait ce caractère à la prédominance qu'y possédaient les trade-unions. C'étaient celles-ci qui avaient fondé le Labour Party, c'étaient elles qui alimentaient sa caisse, elles qui lui fournissaient ses principaux militants. Les intellectuels qui adhéraient, à titre individuel, au Labour n'en étaient guère qu'une sorte de « parure », ils n'étaient que les porte-parole, presque les employés, des ouvriers et de leurs syndicats. Cette subordination du parti aux syndicats s'était manifestée d'une manière éclatante au début des années 30, lorsque l'élément intellectuel du Labour Party, représenté par les Mac Donald et les Snowden, ayant voulu imposer aux syndicats une mesure à laquelle ceux-ci se refusaient, le gouvernement travailliste d'alors dut démissionner, la Chambre fut dissoute, et le Labour Party se trouva expurgé de presque tous ses éléments non syndicaux qui en furent réduits à constituer un pseudo-Labour Party, dit « national », puis à se fondre dans les partis bourgeois.

*

**

Mais, dès la fin de cette guerre, aux dernières élections, on put constater que le Labour Party changeait de caractère. Tous les chroniqueurs parlementaires signalèrent, dès la première réunion de la nouvelle Chambre, combien la composition de la députation travailliste différait des précédentes. Alors que jusque-là la plupart des députés étaient des ouvriers ou d'anciens ouvriers n'ayant pour bagage scolaire que quelques années d'école primaire, cette fois, si les premiers bancs étaient encore occupés par ces travaillistes de vieux style, tous les bancs des nouveaux députés étaient remplis de gradués d'Oxford ou autres Universités, un véritable déluge de diplômés.

Ce n'est plus seulement à la Chambre, mais au sein même du gouvernement que l'invasion des universitaires est en plein développement. On a commencé par faire de Stafford Cripps un dictateur à l'économie ; cet avocat est le type même de ces intellectuels prétentieux qui méprisent les ouvriers ; c'est ainsi qu'il n'a pas hésité à proclamer publiquement à Bristol, il y a quelques mois, que les syndicats n'étaient pas capables de diriger l'industrie ! Quelques jours après Cripps faisait placer ses pareils à la tête des ministères qui dépendaient de lui : Shinwell était remplacé comme ministre des mines par un nommé Gaitskell, docteur en philosophie, en sciences politiques et en sciences économiques d'Oxford, tandis que l'industrie de l'acier était mise sous la coupe d'un autre ministre, Marquand, docteur, lui aussi, en sciences économiques. Au total, sur les 18 membres du Cabinet britannique, il y en a le tiers qui sont de hauts gradués des Universités.

Ainsi, la transformation du parti travailliste britannique en un simple parti « socialiste », sur le modèle des partis continentaux qui portent ce nom, est en plein progrès. Attlee va pouvoir continuer sa politique anti-ouvrière pour le compte des managers, avec un personnel de managers.

Pour ceux qui, comme l'auteur de ces lignes, avaient toujours beaucoup espéré du parti travailliste à cause de sa composition ouvrière et de sa structure à base syndicale, c'est là une amère désillusion. Les Fabiens l'ont emporté !

LES COUPURES D'ÉLECTRICITÉ ONT LA MÊME CAUSE QUE LA PÉNURIE DE PAIN ET DE LOGEMENT

Il n'y a pas d'électricité, déclare-t-on, parce que les compagnies d'électricité ont livré à l'État des installations en mauvais état d'entretien et en quantités insuffisantes.

Le fait est exact, mais cherchons-en la cause, car enfin ! pendant quelque cinquante ans les compagnies avaient suffisamment bien entretenu leurs réseaux et accru leurs usines à un rythme assez rapide pour que, malgré un développement considérable de la consommation et malgré les années sèches, il n'y ait jamais eu besoin de pratiquer d'autres coupures que celles nécessaires pour les réparations.

Et bien ! la cause est la même que celle pour laquelle nous manquons de pain et de logement : elle réside en ceci qu'on a voulu payer l'électricité, des années durant, au-dessous de sa valeur.

Rappelons le fait.

La convention type, qui était appliquée à peu près dans toute la France durant la décennie des années 30, prévoyait un prix du kilowatt variable selon un index qui dépendait du prix du charbon et de la main-d'œuvre. Cet index devait être fixé périodiquement par une commission formée de représentants de l'État et des compagnies. Rien de plus normal.

Or, si durant les premières années 30, alors que, sous l'influence de la crise cyclique de 29, tous les prix étaient en diminution, l'index fut régulièrement établi et le prix du kilowatt fixé en conséquence, dès que, vers le milieu de la décennie, les prix commencèrent à monter, que fit l'État ? C'est bien simple. Il se refusa à réunir la commission chargée de l'établissement de l'index, et, en conséquence, les compagnies durent maintenir l'électricité à l'ancien prix, malgré la hausse continue du charbon et de la main-d'œuvre. L'État violait ouvertement, de force, par le fait du prince, la convention qu'il avait lui-même établie.

Qu'en résulta-t-il ?

Ouvrez n'importe quel rapport de conseil d'administration d'une société d'électricité durant cette période, et vous serez fixé, les compagnies n'en ayant point fait mystère. Tous ces rapports déclarent qu'étant donné les bas prix auxquels elle devait vendre l'électricité, prix inférieur au prix convenu, la société ne disposait que des sommes nécessaires pour couvrir les frais courants de la production, mais qu'elle n'avait plus de quoi assurer, comme il aurait fallu, les travaux de gros entretien et de renouvellement. D'autre part, il était évidemment impossible de faire honnêtement appel à de nouveaux capitaux pour l'érection de nouvelles usines puisqu'on ne savait pas comment l'on pourrait rémunérer ces capitaux, les conventions de concession n'étant plus pour les autorités concédantes qu'un simple chiffon de papier (1).

(1) J'espère qu'on voudra bien ne pas me prendre pour un défenseur des compagnies d'électricité. J'ai eu à exercer le contrôle d'une des plus vieilles et des plus puissantes de ces compagnies pour le compte d'une grande ville, je connais donc, de première source, les roueries qu'elles emploient pour tourner, ou même fausser, leurs cahiers des charges, chaque fois que cela leur est possible. Mais c'est précisément le rôle de l'État d'user de son autorité pour empêcher de tels procédés, et non de les légitimer en violant lui-même la clause fondamentale de l'acte de concession, et cela dans une mesure hors de proportion avec tout ce que pouvaient rapporter de bénéfices illicites les pauvres finasseries et les tromperies mesquines des compagnies.

Les abonnés des années 35 eurent donc la satisfaction de ne pas voir leurs factures augmentées malgré la dépréciation du franc, mais la conséquence en est que ceux des années 45 doivent s'éclairer au pétrole... quand ils en ont !

La règle est absolument générale. Quand on impose la vente d'un produit à un prix inférieur à sa valeur, le produit disparaît. Lorsqu'il s'agit d'un produit annuel, comme le blé, l'effet est presque immédiat (2) ; lorsqu'il s'agit d'un produit plus durable comme une usine électrique ou, plus encore, comme une maison d'habitation, l'effet est plus tardif et plus progressif, mais il ne s'en produit pas moins.

LA HAUSSE DES SALAIRES SUPÉRIEURE À LA HAUSSE DES PRIX (Suite)

Après la Suisse d'aujourd'hui, la France d'entre les deux guerres et l'Angleterre des années 60, revenons à aujourd'hui, et prenons l'exemple du grand pays capitaliste type : les États-Unis.

Aux États-Unis aussi, les prix, durant la guerre, ont monté. Entre août 39 et juin 47, le coût de la vie a augmenté, d'après les statistiques officielles, de 59 p. 100, mais... en même temps, les salaires hebdomadaires moyens (3) se sont accrus, entre ces deux mêmes dates, de 105 p. 100, ce qui fait une augmentation du salaire réel de 28 p. 100.

Rappelons encore une fois la cause de ce fait :

Comme les ouvriers suisses, comme les ouvriers français de 1920, comme les ouvriers anglais de 1860, les ouvriers américains ont l'inestimable avantage de ne pas avoir « leur » parti au pouvoir ; ils peuvent donc lutter en pleine indépendance, avec toute la vigueur nécessaire, et profiter ainsi de la conjoncture économique favorable à la classe ouvrière, qui naît de la hausse des prix, pour faire augmenter leurs salaires non seulement aussi vite que les prix, mais **plus vite**.

R. L.

(2) Voir « R. P. » de juin 1947 : **Dirigisme = Pénurie. Le blé exemple typique.**

(3) Le contraste entre la situation actuelle de la classe ouvrière française et celle au lendemain de la guerre de 1914 est si éclatant qu'il a même été jusqu'à frapper un député bourgeois, ainsi qu'on l'a vu par la question de Bardoux, reproduite aux **Faits et Documents** de la dernière R. P. Je pense que nos lecteurs se seront fort divertis à la lecture de ce chef-d'œuvre de galimatias administratif dans lequel les services de M. André Philipp ont essayé de noyer le poisson.

Un seul point de cette réponse mérite qu'on s'y arrête. Les services ministériels déclarent que les salaires hebdomadaires de 1921 ont moins augmenté que ne l'avaient fait les salaires horaires. Pardi, bien sûr ! En 1914 on faisait 10 et 12 heures de travail par jour, en 21 on n'en faisait plus que 8 ! Mais cette réduction de la journée de travail est un avantage de plus à compter à l'actif des ouvriers de 1920. Le véritable indice du bien-être ouvrier n'est pas le salaire hebdomadaire, mais le salaire horaire, c'est-à-dire la quantité de produits qu'un ouvrier peut s'acheter pour un temps de travail donné. S'il peut s'acheter davantage de produits, mais en s'étendant davantage, du fait d'une journée de travail accrue, le bénéfice, pour lui, peut être nul. Bardoux avait donc tout à fait raison de considérer le salaire horaire et non le salaire hebdomadaire. Si, dans cette note sur les États-Unis, je donne le salaire hebdomadaire c'est que je n'ai malheureusement pas les chiffres relatifs aux salaires horaires. L'augmentation des deux sortes de salaires doit d'ailleurs, dans ce cas particulier, être à peu près la même, la longueur de la journée de travail aux États-Unis, entre 1939 et 1947, ne paraissant pas avoir sensiblement varié.

La politisation des Houillères nationales

Depuis des mois nous désirons donner sur la situation des mineurs une étude présentant exactement le problème de la nationalisation des houillères. Un camarade de la Loire, un autre du Pas-de-Calais nous ont promis de faire le bilan de la nationalisation pour leur région. Mais ils sont plus habitués à manier le pic que la plume. Voici qu'on nous communique une étude remarquable sur la « Politisation des Houillères nationales ». Nous croyons utile pour nos lecteurs et pour le mouvement d'en reproduire l'essentiel. Les études à venir n'en perdront pas leur intérêt : elles creuseront un sujet débroussaillé par la présente étude.

Au nombre des difficultés et des restrictions qui nous sont annoncées pour le prochain hiver, figure, en bonne place, l'insuffisance de nos disponibilités en combustible.

La majorité des citadins ainsi qu'une bonne partie des ruraux ne pourront obtenir des moyens normaux de chauffage. A ces difficultés domestiques, s'ajoutera probablement un ralentissement sensible de l'activité industrielle. Car le problème du charbon qui commande le niveau de notre activité et conditionne les possibilités de reconstruction n'a pas encore reçu de solution satisfaisante. Il y a même de sérieuses raisons de craindre que l'évolution des prochains mois conduise à une aggravation plutôt qu'à une atténuation de la pénurie.

Tout cela est très grave. Grave pour le pays, qui ne peut réparer ses ruines, éviter la catastrophe monétaire et assurer à la population un minimum de bien-être qu'autant que la production générale — conditionnée par l'approvisionnement en charbon — atteindra puis dépassera sensiblement le niveau d'avant guerre. Grave pour les mineurs eux-mêmes, car le nouveau système de gestion des mines nationalisées constitue une expérience qui commande, dans une large mesure, l'évolution politique et sociale de la France.

On comprendra donc que nous essayions de traiter avec tout le sérieux, mais aussi toute la netteté nécessaires une question de cette importance. La propagande politicienne, puis la stratégie syndicale et gouvernementale du parti communiste ont entraîné les cadres et la presse relevant de ce parti à fausser, à déformer ou à tronquer les données de ces problèmes.

Débarrassé de toutes les affirmations que prodigue une propagande déformante, l'essentiel de l'aspect économique du problème peut se préciser ainsi qu'il suit :

a) En 1938, la France consommait 68 millions de tonnes de charbon, mais n'en produisait que 47 millions. Elle importait donc un tiers de sa consommation.

Il y avait en outre d'autres sources d'énergie, de chauffage, ou de force motrice (hydraulique, pétrole, etc...). Au total, nous consommons chaque année l'équivalent énergétique de 102 millions de tonnes de charbon, dont 40 % étaient importés.

b) Pour résoudre les problèmes de la reconstruction, il nous faudrait l'équivalent éner-

gétique de 130 millions de tonnes de charbon. On espère atteindre ce potentiel par des moyens multiples (développement des centrales hydrauliques, mais surtout augmentation de la production et des importations de charbon). Le plan de la production française qui prévoit une production de 65 millions de tonnes en 1950 avait été fixé à 55 millions de tonnes pour l'année 1947. Les résultats des huit premiers mois sont sensiblement en dessous des prévisions. Il y a eu des grèves, l'absentéisme s'est aggravé et le rendement individuel est en régression.

c) Les importations, qui étaient en moyenne de 1.840 milliers de tonnes par mois en 1938, sont restées très au-dessous de ce chiffre depuis la libération (23 % en 1945 et 47 % en 1946). Mais elles ont atteint les chiffres d'avant guerre en août 1947 (1.832 tonnes) grâce surtout aux envois des Etats-Unis qui suppléent momentanément à la suppression des exportations anglaises ou polonaises et à l'insuffisance des prestations allemandes. Le plan Monnet estime les besoins d'importations à 18,5 millions de tonnes en 1947 et 22 millions en 1950.

d) La production française en 1946 a été de 4 % supérieure à celle de 1938. Ce résultat a été obtenu tant par l'augmentation du nombre des mineurs occupés au fond (213.000 en 1946 contre 161.000 en 1938) que par la prolongation de la durée du travail. Le rendement individuel est sensiblement inférieur à celui de 1938 (76 % en 1946 — 79 % en mars 1947).

e) Le problème de la main-d'œuvre minière est appelé à s'aggraver au cours des prochains mois. En mars 1947, sur un total de 330.000 personnes occupées dans les mines (fond et jour), il y avait 67.000 étrangers et 53.000 prisonniers de guerre. Or la fraction la plus importante et la plus qualifiée de cette main-d'œuvre étrangère (Polonais) est soumise à un accord franco-polonais, négocié par Croizat, qui prévoit des rapatriements massifs au bénéfice de la Pologne. D'autre part, de nombreux prisonniers de guerre sont libérables au cours de l'année 1947. Pour compenser cette diminution de main-d'œuvre, Croizat a également négocié un accord franco-italien. On suppose que 10.000 Italiens seront effectivement embauchés dans les mines entre la signature de l'accord (3-4-47) et la fin de l'année. Mais l'accord contient une clause obligeant la France à livrer à l'Italie un minimum de 150 kg. de charbon par jour et par mineur italien occupé dans les mines françaises ; ce qui obligera à exporter en Italie au moins 250.000 tonnes de charbon. Il aurait été de beaucoup préférable de maintenir en France les mineurs polonais dont la plupart sont installés chez nous depuis 15 ou 20 ans, qui ne demandent nullement à être rapatriés et dont un bon nombre, d'ailleurs, après un court séjour dans la nouvelle Pologne, utilisent toutes sortes de moyens — y compris le voyage à pied — pour revenir en France. Mais la politique internationale du parti des camarades Croizat, Duguet

ou Lecœur est commandée par des raisons qui ne sont pas toujours conformes aux nécessités de la « Renaissance française »...

Tenant compte de toutes les données résumées ci-dessus, il est évident que, malgré les résultats importants obtenus pour augmenter la production nationale et trouver un contingent suffisant d'importation, le problème du charbon est loin d'être résolu. Il y a même de sérieuses raisons de penser que la nouvelle attitude des cadres syndicaux inféodés au parti communiste tend à aggraver la situation plutôt qu'à l'améliorer depuis que les ministres du P. C. ont quitté le gouvernement. Nous nous expliquerons là-dessus dans le cours de cette étude.

La nationalisation des mines

Une loi du 17 mai 1946 a fixé définitivement les modalités de nationalisation des mines, par la création d'un organisme national qui a pris le titre de « Charbonnages de France ». Dans le cadre de cet organisme, les différents gisements de charbon sont répartis en neuf bassins régionaux (Houillères du Bassin de : 1° Nord et Pas-de-Calais ; 2° Lorraine ; 3° Blanzzy ; 4° Loire ; 5° Cévennes ; 6° Aquitaine ; 7° Auvergne ; 8° Provence ; 9° Dauphiné). Leur importance est évidemment très inégale, la première assurant à elle seule presque les deux tiers de la production totale. Les Charbonnages de France sont administrés par un conseil d'administration de 18 membres (6 représentants de l'Etat, 6 des consommateurs, 6 du personnel). Les Houillères de Bassin ont un C. A. de 19 membres (6 représentants des Charbonnages de France, 6 représentants d'intérêts économiques et 7 représentants du personnel).

Là, comme ailleurs, les communistes se sont efforcés de tirer la couverture. C'est ainsi qu'en qualité de « consommateur » on trouve Tournemaine, secrétaire de la Fédération des cheminots, mais aussi membre du comité central du P. C. Quant à Victorin Duguet, on en a fait une nouvelle version de Janus, le dieu aux deux visages. Il représente le personnel en tant que secrétaire de la Fédération des ouvriers mineurs, mais il représente aussi les employeurs en tant que président du C. A. des Charbonnages de France (1).

Il va sans dire, qu'ayant « lutté » pour mettre le plus grand nombre possible de leurs hommes de confiance au sommet de la nouvelle organisation des Charbonnages, les communistes ne se sont pas gênés pour en caser encore davantage dans les rouages intermédiaires et subalternes. De sorte que cette première expérience de nationalisation apparaît surtout comme une gigantesque politisation d'une des bases fondamentales de l'économie française.

Les conditions d'extraction du charbon, ni la situation des mineurs, pas plus que l'intérêt général des consommateurs ne semblent pas avoir gagné beaucoup à ce remplacement des actionnaires par les hommes du P. C. Il y a, naturellement, un aspect moral qui n'est pas négligeable dans les nationalisations puisque les mineurs devraient avoir la certitude qu'ils travaillent maintenant dans l'intérêt gé-

néral de la nation et non plus pour le seul profit de quelques actionnaires.

Mais si cette victoire morale n'est pas confirmée et paraît plutôt contredite par les nouvelles conditions du travail dans les mines, il va sans dire que les mineurs ont le droit de se demander si le chemin du progrès social consiste à remplacer le patronat privé par l'Etat-patron.

C'est bien ce qui est en train de se produire, car la nationalisation, loin d'apporter les changements que les mineurs espéraient, a souvent donné l'impression qu'elle était le point de départ d'un énorme renforcement de toutes les catégories de bureaucrates inutiles, sans compter les facilités qu'elle a créées pour permettre aux « nouveaux messieurs » des nouvelles directions d'améliorer leur niveau de vie et de caser les petits copains.

Pour parler net, les mineurs sont en train de se convaincre que la floraison de nouveaux bureaucrates à tous les échelons, jusque et y compris dans leurs propres syndicats ouvriers, risque de coûter plus cher que les dividendes des anciens actionnaires. Ils pensent que si la nationalisation n'est que cela, elle ne supprime pas l'exploitation des véritables producteurs, mais modifie seulement la nature de cette exploitation. Les bureaucrates, remplacent l'actionnaire, mais c'est toujours le mineur qui trime pour le nouveau parasite comme il trimait pour l'ancien.

Le développement de la bureaucratie

Il faut dire que les mineurs ont de sérieuses raisons de penser ainsi. Qu'on en juge par ces quelques exemples.

Avant la guerre, il y avait à la direction des mines de Courrières un « état-major » de 42 techniciens qui, déjà, paraissait largement suffisant pour assurer une direction efficace dans les diverses activités de cette compagnie minière. Actuellement le même état-major groupe 147 techniciens. Il a donc plus que triplé, ce qui n'est déjà pas facile à justifier. Mais ce n'est pas tout. L'organisation des « Houillères régionales » a entraîné une « décentralisation » qui consista à créer davantage de compagnies — et par conséquent d'états-majors — qu'il n'y en avait autrefois. Aux anciens états-majors, dont les effectifs ont plus que triplé, se sont donc ajoutés de nouveaux états-majors créés de toutes pièces, ce qui permet d'affirmer que la bureaucratie sous toutes ses formes — celle qui est indispensable, mais aussi celle dont l'utilité est fort contestable — a certainement quintuplé par rapport à 1939. A ce premier aspect négatif du nouveau régime des Houillères, s'ajoute une utilisation souvent inadmissible des cadres les plus qualifiés : déplacements fréquents et inutiles ne laissant pas aux meilleurs ingénieurs le temps de s'adapter aux tâches qui leur sont fixées ; entraves et diminution de leur autorité par les intrusions d'organismes politiques dans la marche du travail, etc....

Autres causes de mécontentement

A tout cela s'ajoutent, pour les mineurs, de multiples autres causes de mécontentement. On a fait, depuis trois ans, et sans jamais consulter normalement les principaux intéressés, toutes sortes d'expériences coûteuses qui, loin d'améliorer les conditions de travail ou d'as-

(1) Il a démissionné de ce dernier poste, le 10-11-47.

surer une plus équitable rétribution du mineur introduisent dans les mines des méthodes qui ne sont pas admises par les travailleurs du sous-sol. Par exemple, en 1946, Lecœur, qui malgré ses fonctions importantes n'est qu'un faux mineur, a fait acheter, avant toute expérimentation suffisante, une quantité considérable de perforateurs à injection d'eau qui se sont révélés inutilisables dans la plupart des tailles. Ce matériel est en train de se détériorer au vu et au su des mineurs, faute de pouvoir être employé. Cet exemple de gaspillage, s'ajoutant à beaucoup d'autres, contribue à démoraliser les mineurs. En revanche, un nouvel appareil, le « jumbo », qui constitue un réel progrès dans les conditions d'extraction, n'est pas encore construit ni utilisé à une cadence suffisante.

D'autre part, à l'époque où Thorez était ministre et Lecœur sous-secrétaire d'Etat, tous les néo-stakhanovistes du P. C. ont poussé à la production sans grand souci des conséquences qui en résulteraient pour la santé, la sécurité, et même pour la dignité du mineur. On a introduit le travail et le paiement individuels là où il y avait toujours un travail collectif. Cette intensification de l'effort humain, imposée à des organismes souvent affaiblis par des années de mauvais ravitaillement, l'usage de perforatrices et de marteaux-piqueurs à une cadence et dans des conditions augmentant considérablement la proportion des poussières que respirent les mineurs, ont eu pour conséquence une augmentation inquiétante de la silicose. Cette maladie spécifique des mineurs atteint chaque année une proportion sans cesse grandissante des abatteurs, les rend inaptes au travail du fond. Elle oblige à les reclasser dans le travail de jour.

Cette façon de pousser à la production, sans jamais se soucier suffisamment des conditions touchant à la sécurité du mineur, a d'ailleurs d'autres résultats négatifs pour la qualité de la production et même pour l'exploitation rationnelle de nos réserves minières. Le système de paiement dit à l'avancement individuel incite l'abatteur à s'occuper exclusivement de cet avancement. Et il arrive souvent que la quantité de déchets remontés au jour — et comptés dans la production — atteint un pourcentage double ou même triple de celui d'avant guerre, alors qu'une proportion considérable de bon charbon est employée au fond comme remblai. Ce n'est pas le mineur qui est responsable de ces anomalies, mais bien le système de travail et de rétribution qu'on a cru devoir lui imposer.

Le statut du mineur

Pour le mineur, un des avantages les plus apparents de la nationalisation devait être l'obtention d'un statut assurant à cette profession particulièrement pénible une place de choix dans la hiérarchie des professions et lui apportant des avantages et des garanties que les anciennes conventions collectives ne lui avaient pas accordés.

Les dirigeants communistes de la fédération et des syndicats de mineurs ont fait beaucoup de bruit autour de ce statut. Avant qu'il ne fût voté, on en faisait sentir toute l'importance ; après qu'il eût été promulgué, on ne manqua pas de souligner que grâce à la ténacité, à la compétence, au courage, au dévouement, etc... des élus et militants communistes,

les mineurs avaient enfin obtenu une victoire mémorable.

Le statut prenait figure d'un événement historique car, approuvé par le gouvernement Gouin à la date du 14 juin 1946 il était signé par Marcel Paul, ministre de la Production industrielle et Ambroise Croizat, ministre du Travail. Avec la modestie et la bonne foi qui les caractérisent, nos communistes laissaient entendre que sans eux les mineurs n'auraient pas eu de statut, ou, qu'en tout cas, ce n'aurait été qu'une méprisable caricature. Mais puisque le statut était signé Marcel Paul, toute la gloire en rejaillissait sur les Duguet, Lecœur et tutti quanti.

Toute cette « bataille » pour le statut s'était d'ailleurs déroulée en dehors des principaux intéressés, c'est-à-dire les mineurs eux-mêmes. La démocratie syndicale à la mode communiste consiste pour la base à faire confiance aux dirigeants « bien aimés » et le statut fut « octroyé » aux mineurs à peu près de la même façon dont Louis XVIII octroya sa charte mémorable au bon peuple de France après la Restauration.

Lorsque les mineurs purent enfin connaître leur statut, ils y trouvèrent un certain nombre de bonnes choses, entre autres : le maintien ou le reclassement dans leur catégorie des silicosés affectés au service de jour ; le maintien des avantages du logement aux retraités ; l'obtention de certaines indemnités de transport ; un coefficient des hiérarchies professionnelles, dans le cadre de la profession, qui paraissait équitable.

La hiérarchie des professions

Mais ceux qui entreprirent de comparer le statut des mineurs à celui d'autres professions eurent la désagréable surprise de constater que Marcel Paul avait réussi à faire classer la profession de mineur « après » celle des travailleurs du gaz ou de l'électricité ! Est-ce parce que Marcel Paul qui, avant d'être ministre, fut secrétaire de la Fédération de l'éclairage a eu un réflexe « corporatif » en faveur des releveurs de compteurs ou des alumineurs de réverbères ?

Nous manquons de précisions sur ce point. Nous admettons même volontiers qu'il y a, dans l'industrie du gaz notamment, des emplois durs et insalubres, justifiant des avantages en rapport avec ce labeur pénible. Mais de là à faire légaliser dans un statut que le travail du mineur n'est même pas l'équivalent en utilité, en difficulté et en insalubrité de celui d'un ouvrier du gaz, c'est une attitude qu'un ministre de la Production industrielle ayant une saine notion de la hiérarchie à la fois industrielle et professionnelle n'aurait pas dû se permettre. Comme quoi la manie de « tirer la couverture », chère à tous les Marcel Paul du mouvement syndical, n'a pas grand-chose à voir avec l'intérêt bien compris de l'ensemble du mouvement ouvrier.

A une époque où l'on parle volontiers de reclassement ou de revalorisation, dans un pays dont l'industrie ne peut vivre que si la profession de mineur est classée à la place qu'elle mérite, c'est-à-dire une des premières, il nous semble que la direction de la C. G. T. agirait sagement en prenant position sur une telle question.

Mais les communistes connaissent et pratiquent la politique dite « à tiroirs ». Le statut du mineur leur paraissait excellent tant que

les chefs bien aimés étaient dans le gouvernement.

Depuis qu'ils n'y sont plus, Lecœur a relu le statut signé Marcel Paul pour voir si décidément il était si bon qu'il l'avait lui-même déclaré naguère.

Les revendications de Lecœur

Il a découvert que le statut avait très mal résolu le problème. Dans « l'Humanité » du 14 septembre 1947, Lecœur déclare que l'intérêt national exige la revalorisation de la profession minière. Naturellement, puisque Marcel Paul, ni Thorez ni lui-même n'ont plus de maroquin, il dénonce « l'attitude gouvernementale tendant à dévaloriser la profession minière ». Il cite des chiffres établissant la hausse du coût de la vie, et nous ne le chicanerons pas là-dessus.

Mais au lieu de demander — ce qui serait légitime — un rajustement de salaires avec la hausse des prix et dans le cadre fixé par le statut du 14 juin 1946, Lecœur indique que la revendication essentielle des syndicats de mineurs est l'ouverture de l'éventail des salaires.

Le statut du 14 juin précise dans son article 9 que le coefficient de hiérarchie professionnelle progresse de 100 pour la catégorie 1, à 135 pour la catégorie 6, pour les ouvriers du fond et de 100 à 142 pour les ouvriers de jour. Lecœur « exige » que le nouveau coefficient aille de 100 à 170 pour les travailleurs du fond et du jour.

Autrement dit, il remet en question un des articles essentiels du statut qu'il proposait à l'admiration des mineurs il y a moins d'un an. Victorin Duguet, parlant le 30 mai 1947, en tant que président du Conseil d'administration des Houillères nationales, déclarait encore à cette date que, grâce au statut, les salaires des mineurs avaient été harmonisés. (N° 7 des « Mineurs », page 21). Pourquoi ce qui était « harmonieux » en mai ne l'est-il plus en septembre ?

Répetons-le. L'exigence de Lecœur n'est pas une demande de rajustement du salaire justifié par la hausse du coût de la vie. C'est une refonte du statut qui tend à établir une nouvelle hiérarchie non pas entre la profession de mineur et les autres professions mais seulement entre les catégories de mineurs.

Où, quand, avec qui, a-t-on discuté de cette grave question ? Lecœur ne nous le dit pas. Il affirme tout simplement que ce nouveau coefficient constitue la revendication essentielle des syndicats des mineurs.

Finie l'apologie du statut. Oubliée la signature des ministres communistes. Rien ne va plus et il faut repartir à zéro.

Les mineurs, syndiqués ou non, n'avaient pas été consultés au moment où s'élaborait le statut promulgué en juin 1946 ; ils ne le sont pas davantage lorsque Lecœur décide qu'il faut le reviser. Mais, au fait, pourquoi est-ce Lecœur au nom d'un syndicat et non pas Duguet au nom de la fédération qui introduit cette demande de révision d'un statut qui règle les conditions de travail pour l'ensemble des Houillères et non pour une seule d'entre elles ?

Il y a là une de ces « habiletés » tactiques qu'affectionnent nos dirigeants communistes. C'est pourquoi il est nécessaire d'examiner maintenant la situation syndicale actuelle chez les mineurs.

La situation syndicale

Comme dans la plupart des autres fédérations, les syndicats confédérés étaient, de loin, beaucoup plus puissants que les syndicats unitaires au moment où fut réalisée l'unité en 1935. Mais chez les mineurs comme ailleurs, le « noyautage » fut mené avec persévérance et, peu de temps après, les communistes obtinrent la parité dans les directions syndicales.

L'exploitation de la résistance

Naturellement, la période de guerre et d'occupation apporta un bouleversement complet dans la vie des syndicats de mineurs. Dans l'ensemble, le travail dans les mines fut à peu près normal (en 1943, la production minière n'était que de 5 % inférieure à 1938). Il y eut cependant quelques grèves, notamment dans le Nord et le Pas-de-Calais en mars 1941. Actuellement, les communistes citent ce mouvement comme un exemple de « grève patriotique ». En réalité, ce fut un mouvement courageux de défense des revendications et « l'Humanité » elle-même (numéro du 20 juin 1941) félicita les mineurs d'avoir empêché les « ingénieurs gaullistes » de donner un caractère politique et anti-allemand à cette action revendicative. Il est vrai que ce numéro de « l'Humanité » fut publié quelques jours avant le commencement de la guerre germano-russe ! A cette époque, Lecœur et ses amis ne mangeaient pas encore du « boche » à tous les repas ; ils étaient plus simplement anti-anglais et anti-gaullistes ; c'est-à-dire contre ceux qui, depuis 1939, se battaient contre les hitlériens.

C'est pourtant par l'exploitation de ce mouvement qu'on a bâti, après coup, toute une légende destinée à faire la fortune politique des Lecœur et Cie.

Quel rôle a pu jouer Lecœur dans ce mouvement de mars 1941 ? Lecœur, qui est né en 1903, n'a travaillé dans les mines (Bruay et Lens) qu'entre 1914 et 1917. Il totalise 593 journées de travail comme « galibot ». Il n'avait pas encore atteint l'âge de 16 ans lorsqu'il quitta les mines pour travailler dans diverses autres industries. On voit par ces quelques précisions ce que peut être sa compétence professionnelle. Comment ce « mineur honoraire » aurait-il pu diriger un mouvement gréviste dans une profession qui lui était étrangère et où il était complètement inconnu ?

C'est un des mystères de la clandestinité. Mais ce n'est certainement pas Thiébaud, des mines de Liévin, qui nous démentira lorsque nous affirmons que l'inventaire exact des états de résistance de nombreux chefs communistes provoquerait des surprises désagréables pour bon nombre d'entre eux.

De même en ce qui concerne l'épuration. L'élimination par la force ou la menace d'honnêtes militants fut suivie et complétée par le repêchage — pour les besoins de la politique du P. C. — d'éléments discutables dont Thomas dit « Messerschmidt » n'est qu'un exemple entre des centaines d'autres.

En déformant outrageusement des faits notoirement connus — tels ceux que nous venons de rappeler — les communistes affirmèrent avoir été les « premiers » et finalement les seuls résistants authentiques. Et comme pendant la période qui suivit la libération les arguments des orateurs communistes étaient

souvent appuyés par les mitraillettes des F. T. P., ce mélange de cynisme et d'intimidation permet d'éliminer pratiquement des directions syndicales tous ceux qui ne jureraient pas selon Joseph Staline ou Maurice Thorez. Aujourd'hui, s'il faut en croire ce qu'écrit Henri Martel, secrétaire général de la Fédération du sous-sol dans « Servir la France » de juin 1947, Maurice Thorez est adoré chez les mineurs. La réalité est certainement différente de cette affirmation puérile et audacieuse. Mais si un très grand nombre de simples mineurs sont réfractaires à cette nouvelle religion qui consiste à « adorer » les « chefs bien aimés », il faut reconnaître que le parti de Maurice Thorez dispose actuellement dans les mines d'une bureaucratie syndicale puissante et envahissante.

La bureaucratie syndicale

La progression de cette bureaucratie syndicale a suivi la même courbe que celle des directions des Houillères.

Là où il y avait auparavant huit secrétaires permanents (syndicat du Pas-de-Calais) il y en a maintenant vingt-deux et sur ces vingt-deux, vingt sont des « adorateurs » de Maurice Thorez.

Inutile de souligner dans quelles conditions et quelle atmosphère travaillent les deux seuls permanents qui, réfractaires à « l'adoration », estiment que le syndicalisme doit trouver sa force principale dans l'indépendance à l'égard des partis.

Cet exemple de « bureaucratisme politisé » n'est d'ailleurs que le reflet fidèle de ce qui se passe à tous les autres échelons. Les vingt-deux permanents du syndicat central ne constituent pas une tête monstrueusement développée sur un corps débile. Au contraire, ils ne sont que le sommet d'une pyramide bureaucratique solidement charpentée et en cours de perfectionnement. Car le syndicat central est décentralisé en treize syndicats de concession et pour chacun de ces syndicats il y a encore d'autres secrétaires permanents, au minimum deux par syndicat, soit vingt-six s'ajoutant aux vingt-deux.

Mais il paraît que ce n'est pas encore suffisant et l'objectif de l'état-major syndical est d'arriver rapidement à obtenir un secrétaire syndical permanent pour chaque puits, ce qui se traduirait par des dizaines d'autres militants payés par les mineurs, et enlevés à la production.

Pourquoi une telle bureaucratie ?

Il fut un temps, pas tellement lointain, où l'on avait une autre conception de ce que devait être le rôle des militants syndicaux. Le plus surprenant est que cette bureaucratie syndicale se développe après la nationalisation, c'est-à-dire lorsque la notion d'exploitation capitaliste mérite d'être considérée comme largement atténuée sinon complètement supprimée.

En réalité, il s'agit beaucoup plus « d'encadrer » solidement les mineurs pour les entraîner à soutenir une certaine politique que de renforcer leur organisme de défense que doit être le syndicat.

Car le développement de la bureaucratie va de pair avec l'étouffement de l'indépendance et de la démocratie syndicales. De plus en plus,

c'est l'armée des permanents qui non seulement parle, mais décide au nom des mineurs.

Même lorsque les mineurs usent des droits sociaux qui leur sont garantis par la loi, les choses se passent de telle façon qu'au lieu de pouvoir choisir librement, ils sont pratiquement obligés de ratifier ce qui a déjà été décidé par les cadres syndicaux. Ce sont les directions syndicales qui choisissent les candidats chaque fois que les mineurs sont appelés à voter pour nommer leurs représentants aux différents organismes dont sont dotés les travailleurs du sous-sol.

Le plus récent exemple est celui des caisses de Sécurité sociale. Pour pouvoir faire acte de candidature, les militants partisans de l'indépendance syndicale ont été obligés d'établir des listes en dehors des listes élaborées par les directions syndicales parce que sur ces listes, « officielles », les « adorateurs » de Thorez avaient accaparé souvent la totalité des places ou n'avaient accordé aux ex-confédérés qu'un rôle d'otages tout juste suffisant pour camoufler leur entreprise totalitaire.

Dans quelques semaines auront lieu des élections pour le renouvellement des délégués mineurs. Il est déjà certain que les « adorateurs » de Thorez useront de la même tactique : désigner un candidat dans la ligne par des procédés antidémocratiques ; puis utiliser tous les moyens et tous les permanents du syndicat pour faire « ratifier » leur choix par les mineurs. Nous verrons comment les partisans de l'indépendance syndicale peuvent et doivent s'opposer à ces méthodes totalitaires.

Mais il nous faut parler d'un autre aspect scandaleux de la situation actuelle dans les houillères : celui des « coopératives ».

La question des coopératives

Le mouvement coopératif a, depuis longtemps, connu un essor puissant dans les régions minières. Et, en raison des attributions exceptionnelles en matière de ravitaillement ou d'habillement justement accordées aux mineurs pour les protéger dans une certaine mesure contre la pénurie généralisée dont nous souffrons en France depuis des années, le système de répartition basé sur des magasins à principe coopératif a atteint un très grand développement.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, c'est la C. C. P. M., dont les magasins centraux sont à Beaumont, qui assure l'essentiel de la répartition à près de 300.000 clients. Dans le Gard, c'est la S. C. A. T., etc... Or, depuis trois ans, ces énormes moyens de distribution sont entièrement entre les mains des communistes. La C. C. P. M., pour ne parler que de celle-là, n'est pas encore dotée des statuts normaux qui permettraient aux adhérents d'en contrôler exactement la gestion, de savoir à combien se montent les frais de gestion, de discuter l'emploi judicieux des trop-perçus, etc.

Il fut un temps où l'ancienne gestion des coopératives de mineurs permettait de distribuer des ristournes atteignant jusqu'à 20 % sur le montant annuel du chiffre d'affaires. Avec la nouvelle gestion communiste de la C. C. P. M., on a distribué gratuitement en tout et pour tout, en trois ans, un kilo de beurre et un litre de genièvre ! La S. C. A. T. a, pour sa part, distribué un « dividende » de 1,5 % ! Quant à savoir s'il y a des différences notables entre les denrées attribuées et celles distribuées, aucun organisme de contrôle libre-

ment nommé par les mineurs ne permet de s'en assurer. Nous sommes donc en présence d'un véritable monopole commercial, qui bénéficie de tous les avantages légaux accordés aux coopératives, mais ne rend aucun compte de sa gestion aux clients qui devraient être traités en associés et non pas en vaches à lait.

Pourtant il y a dans la région du Nord un véritable mouvement coopératif dont le siège est à Sin-le-Noble. Pourquoi ces véritables coopératives ne reçoivent-elles aucune attribution sur ce qui est accordé aux personnels des mines ? Qui a intérêt à supprimer non pas telle ou telle concurrence mais simplement des éléments de comparaison sur la meilleure façon de gérer une véritable coopérative ?

C'est très joli de vitupérer sur les méfaits des « trusts » lorsqu'ils sont entre les mains de capitalistes et de commerçants privés. Mais pourquoi les communistes s'empressent-ils de constituer à leur seul profit, chaque fois qu'ils en ont la possibilité, d'autres « trusts » aussi fermés et pratiquement aussi néfastes à l'intérêt général que ceux dont le procès est instruit depuis longtemps ?

En vérité, dans ces singulières « coopératives » comme dans tout ce qui a trait à la gestion économique des mines ou à l'organisation de la vie syndicale, il est grand temps de faire passer un « souffle démocratique », grand temps de mettre fin aux méthodes et aux mœurs totalitaires ; grand temps de donner un contenu vraiment progressif à la vieille revendication socialiste : « la mine aux mineurs ».

Nécessité d'un redressement

Pour toutes les raisons que nous avons indiquées ci-dessus, il est évident qu'on ne doit pas laisser s'implanter dans les mines une expérience de « totalitarisme » d'inspiration communiste sous couvert d'une nationalisation qui risque de n'être qu'une politisation. La situation minière est trop grave et les intérêts des mineurs ont trop besoin d'être sérieusement et honnêtement défendus pour que les militants ouvriers, autres que ceux qui « adorent » et profitent des méthodes chères au parti de Thorez, restent plus longtemps passifs.

Mais le mal est déjà tellement profond que le redressement doit être compris dans un sens très large. Il ne servirait à rien, en tout cas, on n'obtiendrait pas un véritable et durable redressement, si l'on ne traitait pas, en même temps, le problème de la gestion des mines, celui des conditions de travail des mineurs et celui de la démocratie syndicale.

La gestion des mines

Cette première grande expérience de gestion par les producteurs eux-mêmes, travaillant dans le cadre de l'intérêt général et non plus pour le profit du capitalisme privé, doit être mise à l'abri de trois dangers : la politisation, le bureaucratisme et l'étatisme.

Nous mettons la politisation au premier rang des dangers pour de nombreuses raisons. D'abord parce qu'elle ne permet pas de traiter sérieusement des meilleures méthodes permettant d'assurer une bonne gestion, mais qu'elle

utilise la question du charbon comme un simple atout dans le jeu parlementaire et gouvernemental du parti communiste.

On le voit bien actuellement puisque ceux qui ont organisé le stakhanovisme et défendu le système Bedeaux, à l'époque où Lecœur avait un demi-marouquin ministériel, sont les mêmes qui organisent maintenant les grèves totales ou les grèves perlées sans aucun souci des conséquences catastrophiques que peut avoir pour le pays une réduction de la production de charbon.

Ensuite parce que c'est cette politisation qui encourage le bureaucratisme ; qui l'étend dans tous les domaines y compris le domaine syndical, dans le seul but « d'encadrer » plus solidement les mineurs et de les priver de toute indépendance. Si l'on ne réagit pas, en temps utile et très énergiquement, contre ce bureaucratisme, nous aurons bientôt une nouvelle « caste » de nouveaux « seigneurs » dont les droits, la puissance et le genre de vie s'épanouiront sur une nouvelle forme de l'exploitation des travailleurs et à leur détriment.

Nous ne sommes, certes pas, pour le « nivellement par en bas » ; nous savons qu'à la hiérarchie nécessaire des fonctions doit correspondre, dans la période actuelle, une hiérarchie dans la rétribution. Mais nous pensons qu'il est possible de diriger efficacement, aussi bien la production que les syndicats, sans créer artificiellement une armée de bureaucraties dont le parasitisme a pour contrepartie l'exploitation des travailleurs utiles. Nous n'oublions pas non plus que le bureaucratisme fait toujours bon ménage avec le « j'm'enfoutisme » et s'accommode également fort bien avec la crainte des responsabilités ou le goût du moindre effort.

Enfin, c'est la politisation qui conduit à l'étatisme, à la fois parce que l'étatisme constitue pour les « adoreurs » de Thorez un régime idéal dont l'U. R. S. nous est proposée en exemple, et parce que c'est surtout à l'abri de l'étatisme que peut proliférer une toute-puissante bureaucratie qui décide et agit au nom d'un peuple qu'on prétend souverain, mais dont elle ignore les besoins et méprise les aspirations.

Pour nous, l'étatisme, c'est-à-dire l'Etat-patron, n'est pas une forme du socialisme. C'est exactement le contraire d'une socialisation qui devrait assurer aux travailleurs la propriété de leurs moyens de production et leur laisser le choix du mode de gestion. Etant bien entendu que la limite de leur liberté de décider et d'agir est naturellement tracée par les exigences de l'intérêt général.

Par la socialisation, ce sont les producteurs qui s'administrent eux-mêmes ; par l'étatisation, ce sont les bureaucrates qui dictent leurs ordres aux producteurs.

Si l'on veut que la nationalisation des Houillères ne tourne pas en caricature de socialisation, il est temps de se prononcer sans réticence et en pleine clarté sur la façon dont elles sont gérées depuis trois ans. Là comme ailleurs les adoreurs de Thorez ont une ligne : celle de l'étatisme. Mais que veulent — et que font — les partisans de l'indépendance syndicale ?

Pourtant, sur une telle question, la position de la C. G. T. — celle d'avant la colonisation communiste — était nette.

Voici, en effet, comment Léon Jouhaux la définissait, en septembre 1935, lorsqu'il commentait le « Plan de rénovation économique et sociale » élaboré par la vieille C. G. T. sans

— et même contre — les dirigeants de la C.G. T.U. :

« En 1920..., nous avons affirmé la nécessité de ces nationalisations industrialisées, nous avons indiqué que la nationalisation ce n'était pas l'étatisation, que ce n'était pas non plus la bureaucratisation...

« Il n'y a donc pas, et il ne peut être établi d'analogie entre ce qu'on peut appeler l'étatisation, la monopolisation si vous voulez, et la nationalisation industrialisée que nous réclamons. Pour nous, il s'agit d'une première reprise par la collectivité des instruments de production, et non pas de la remise entre les mains de l'Etat des instruments de production ».

En demandant aujourd'hui aux partisans du syndicalisme indépendant de lutter à la fois contre l'étatisation et contre la bureaucratisation, nous ne faisons que rappeler la position traditionnelle du mouvement syndical.

Les conditions de travail dans les mines

Lorsqu'on connaît l'importance vitale de la production charbonnière pour la reconstruction française et qu'on admet également que le métier de mineur est un des plus durs et des plus insalubres, on pourrait supposer que les pouvoirs publics — en période de dirigisme des salaires, des prix et du ravitaillement — veillent scrupuleusement à ce que le niveau de vie des mineurs et la sécurité matérielle de ceux qui ont servi la mine mais ne peuvent plus y travailler utilement soient assurés.

Dire que rien n'a été fait serait un absurde. Mais il n'en reste pas moins qu'il y a encore dité et une injustice. Dans l'ensemble, le statut des mineurs français et leur régime de retraite ou maladie est un des meilleurs, peut-être le meilleur, de tous les pays.

de profondes et regrettables lacunes dans la façon dont est conçue ou réalisée la défense des conditions de travail et d'existence des travailleurs du sous-sol.

La question du matériel perfectionné qui pourrait soulager l'effort physique ou l'insalubrité des mineurs a été longtemps négligée. Depuis la libération, on a poussé à la production sans beaucoup se soucier de ménager le « matériel humain ».

Ravitaillement et niveau de vie

Le ravitaillement, quoique surveillé, reste soumis à toutes les insuffisances et à la carence généralisée d'une administration parfaitement incapable de résoudre complètement et intelligemment les problèmes qui lui incombent.

Il y a donc, à ce point de vue, des questions qui ne sont pas résolues et qui pourtant devraient l'être. La régularité du ravitaillement et le maintien du niveau de vie des mineurs malgré l'incohérence de prix des denrées alimentaires sont au nombre de ces questions.

Lorsqu'un gouvernement est capable de résoudre — comme c'est le cas — et de façon d'ailleurs assez somptuaire, tout ce qui touche à la nourriture, à l'habillement et à l'équipement d'une armée dont on peut actuellement mettre en doute l'utilité, on est en droit de demander à ce gouvernement de se pencher, avec autant de compréhension, sur le sort des travailleurs du sous-sol. S'il n'est pas capable de

le faire, il faudrait nous expliquer ce que signifie gouverner dans un pays dont la vie — la simple vie quotidienne aussi bien que le redressement ultérieur — est commandée par le tonnage du charbon plus que par les parades militaires ! Ceci pour l'immédiat.

Statut du mineur

Quant au statut du mineur, il devrait consacrer et garantir la classification de la profession à une meilleure place que celle attribuée par Marcel Paul et Croizat. Nous n'exagérons certainement pas en affirmant qu'il est infiniment plus facile de recruter du personnel pour travailler dans les services du gaz ou de l'électricité que pour travailler au fond des mines. Et ceci devrait commander cela. Puisqu'il y a une hiérarchie à rétablir, donnons les premières places à ceux dont les titres sont les moins discutables.

Régime des retraites

Enfin, il nous paraît que le régime des retraites pourrait, lui aussi, subir une très efficace transformation. Au lieu de conditionner la retraite à un minimum d'âge (50 ans) on pourrait — sans alourdir sensiblement les charges actuelles de la Caisse autonome — décider qu'un mineur aura droit à sa retraite après avoir effectivement travaillé trente ans au fond de la mine. A ceux qui penseraient que cette revendication est exorbitante, rappelons qu'il y a des retraites pour lesquelles ces trente années de dur travail ne sont pas même exigées. Quant à la limite d'âge, on conviendra que le genre de travail et de vie du mineur de fond justifie amplement une dérogation à la règle générale déjà admise pour de nombreuses autres professions.

Pour assainir la vie syndicale

Les diverses expériences faites depuis trois ans ont amplement démontré que la vie syndicale, chez les mineurs, est entièrement axée sur les intérêts du seul parti communiste, et ce, aussi bien en ce qui concerne l'action revendicative que le libre exercice des droits sociaux et syndicaux.

Certes, on a pu enregistrer quelques vellétés de résistance à cette audacieuse « colonisation ». Quelques sérieux accrochages ont eu lieu tantôt dans les congrès, à l'occasion des élections de délégués aux caisses de secours ou sur les causes réelles et l'utilité des récents mouvements et démonstrations. On a même çà et là, obtenu, non sans peine, que la pratique du vote à bulletin individuel et secret remplace l'inacceptable vote à main levée. Mais tout cela est bien mince en regard de « l'encadrement » imposé aux mineurs par les hommes du syndicalisme totalitaire.

...Le redressement syndical ne se réalisera que par une lutte sévère contre les tenants et profiteurs du syndicalisme totalitaire. Il ne faut pas s'en dissimuler les difficultés, mais ne pas capituler non plus devant celles-ci. Déjà le stade de la passivité est dépassé. Un peu partout des contacts s'établissent entre les partisans d'un syndicalisme libre, démocratique et indépendant. Il faut maintenant coordonner l'action déjà ébauchée : organiser méthodiquement des groupes de travail et de discussion.

Parmi nos lettres

Le régime de Saint-Domingue

Nous avons reçu de J. Péra la lettre suivante :

Louzon oppose la prospérité de Saint-Domingue à celle des pays dirigés. L'exemple me paraît particulièrement malheureux.

La « République » dominicaine est depuis une vingtaine d'années sous un régime qui n'a rien à envier au fascisme (mais il ne faut pas voir du « fascisme » partout) et qui est une dictature de roi nègre.

Un sous-officier métis, Trujillo, s'est emparé du pouvoir, est devenu, du coup, amiral, général et docteur, et, depuis, tout est Trujillo. La capitale a été débaptisée en « Ciudad Trujillo ». Le bateau de guerre s'appelle « Presidente-Trujillo ». La jetée du port n'est plus éclairée, comme toutes les jetées du monde par un feu punctiforme, mais par l'initiale de Trujillo, un « T » gigantesque et lumineux.

En vérité, Trujillo ne se peut comparer qu'à Dieu lui-même. « Dios y Trujillo ! » (Dieu et Trujillo !) clamaient en 1937 des calicots tendus en travers des rues. Depuis, en raison de l'augmentation constante que doit nécessairement observer ce genre de louange, ça a bien dû devenir : « Trujillo y Dios ! »

Quant à la façon dont le tyran exerce pouvoir et justice, on ne finirait pas de raconter des atrocités. Par exemple, quand des types disparaissent, il arrive que des flies vont quelques jours après trouver les familles annonçant qu'un tel et un tel sont allés faire « une partie de canot », ne reviendront pas et qu'il serait bien vu de ne pas porter le deuil.

Les raisons de ces disparitions ? Politiques, bien entendu (liquidation de toute opposition), mais aussi économiques : ça frappe beaucoup les gens dont les entreprises sont prospères. Dans un régime où l'Etat se différencie mal de la personne du dictateur, il est difficile de dire si ces expropriations sont faites pour le compte de l'Etat ou pour celui du chef. En fait, en 1937, on considérerait que Trujillo était l'homme le plus riche du pays, ayant rasé tout ce qu'il y avait de bon.

Quand Louzon parle du « Parlement » dominicain, c'est une rigolade : autant parler de Parlement à Moscou.

...La situation était telle qu'en 1937, les Etats-Unis sont intervenus et ont obtenu diverses choses fort contraires au principe de l'indépendance du pays, notamment le droit d'envoyer des bateaux de guerre sur n'importe quelle rade sans autorisation diplomatique. Depuis la dépendance n'a pu qu'augmenter.

Et moi j'ai très forte tendance à croire que si, en 1947, Saint-Domingue paie les U. S. A. ce n'est pas parce qu'elle est prospère, libre, magnifique et sublime, mais... parce que ce sont les U. S. A. qui font la loi à Saint-Domingue.

Et voici la réponse de Louzon :

Bon Dieu ! qu'il est difficile de parvenir à ce qu'on veuille bien lire seulement ce que vous avez écrit, et non ce que le lecteur y substitue !

Je n'ai jamais dit que Saint-Domingue était prospère, libre, magnifique et sublime ; je n'ai jamais dit que Saint-Domingue n'était pas soumise à un régime dictatorial, ni que Trujillo ne fût pas un « roi nègre » plein de cette vanité si caractéristique des Noirs, qu'on a illustrée par l'histoire bien connue du nègre qui se promène dans les rues de Dakar ou d'ailleurs, à peine vêtu, mais fier comme Artaban parce qu'il porte un magnifique faux col qui lui monte jusqu'au menton.

Je n'ai rien dit de tout cela parce que je n'en sais rien. Je n'en sais rien, d'une part, parce que je n'ai pas été à Saint-Domingue, d'autre part, parce que même si j'y avais été, j'hésiterai beaucoup à porter un jugement sur le régime de cette république d'anciens esclaves, car je sais combien il nous est difficile de nous débarrasser de cette vanité de Blanc

et de Français qui nous fait juger des peuples fort différents de nous, selon nos propres étalons, d'après notre propre échelle de valeurs.

Mais j'ai dit que Saint-Domingue, en remboursant ses dettes, avait acquis son indépendance financière, et que l'indépendance financière est la condition nécessaire à l'obtention de l'indépendance politique.

Plus il est vrai que Saint-Domingue est mal gouvernée, et même si elle a remboursé ses dettes sur la pression américaine (ce qui indique seulement que jusqu'ici elle n'était pas indépendante), plus le contraste est éclatant entre ce pays pauvre et mal gouverné qui trouve le moyen de rembourser ses dettes, et nos pays d'Europe, certainement beaucoup plus riches et qu'on prétend mieux gouvernés, qui sont en train de « se mettre dans les dettes » jusqu'au cou.

La férocité de l'homme blanc

Autre lettre, celle-ci de Victor Serge, qui témoigne d'un esprit

assez analogue à celui de la lettre précédente :

A propos des luttes d'Indonésie et d'Indochine Louzon conclut que « la férocité de l'homme blanc demeure inégalée ».

Voilà qui est radicalement faux. La férocité de l'homme noir, jaune, cuivré ou autre ne le cède en rien à celle du Blanc, et je suis même tout disposé à admettre que l'homme blanc a mieux affirmé l'humanisme (chrétien, bourgeois ou socialiste). J'habite et j'étudie un pays — le Mexique — où l'on discute encore la conquête espagnole du XVI^e siècle. Que les Espagnols aient été, à peu d'exceptions près, les pires forbans imaginables, je ne crois pas qu'on le puisse contester, surtout pour le début de la conquête ; mais il faut aussi reconnaître qu'ils détruisirent une grande civilisation indienne fondée sur le cannibalisme rituel (pratiqué sur une très large échelle). Et maintenant ? Voyez quels massacres accompagnent la formation du Pakistan. Voyez l'attitude des dirigeants du monde arabe qui, aux Indes, obtiennent le partage territorial et en Palestine le refusent, c'est-à-dire refusent un infâme lambeau de territoire à 300.000 rescapés des camps de concentration d'Allemagne nazie et d'U. R. S. S. stalinienne. Savez-vous que lorsque la Wehrmacht approcha de la Crimée, les pacifiques Tatars (musulmans), justement exaspérés par le traitement que l'administration du Père des Peuples leur infligeait depuis des années, se vengèrent en massacrant presque toute la population russe, entre 100.000 et 120.000 personnes croit-on ? Je ne veux pas toucher en peu de lignes au problème de l'indépendance nationale des peuples jusqu'ici colonisés. J'entends seulement souligner que ce problème est beaucoup plus complexe qu'on ne l'a cru. Je doute que l'apparition de nouveaux drapeaux et de gouvernements formés d'hommes de couleur y apporte une solution bienfaisante pour les peuples intéressés. Que les Indonésiens, par exemple, se donnent le pavillon qui leur plaît et préfèrent être gouvernés par un Soekarno plutôt que par un Van Alok — l'un et l'autre également dépendants des importations et des exportations — je le trouve naturel. Mais n'y a-t-il pas au pays de Soekarno une certaine prison où l'on a laissé mourir de faim le fondateur du parti communiste indonésien, Tan Malaka, en l'accusant de « trotskysme » ? Je conclus pour le moment que nous n'avons pas à nous faire plus d'illusions sur l'homme de couleur que sur l'homme blanc et que nous devons refuser catégoriquement notre sympathie à toutes les tyrannies, indigènes ou non. Nous disposons sur le problème colonial d'un assemblage considérable de clichés, de thèses et d'idées intéressantes formulées à l'époque où le monde espérait de la Révolution russe d'immenses accomplissements. Je préconise la révision attentive de tout ce bagage, l'enquête sur les faits et les situations actuelles, sans indulgence pour qui que ce soit...

Voici ce que répond Louzon :

Ici encore, qu'on veuille bien s'en tenir à ce que j'ai écrit. Je n'ai jamais dit ni eu l'intention de dire que les hommes noirs, jaunes ou rouges étaient de petits saints, exempts de férocité. Mais je ne crois

pas qu'il y ait eu chez d'autres races que la nôtre un développement de cruauté aussi formidable et aussi continu que celui, par exemple, qui forme l'histoire de cette immense saloperie qui s'appelle le christianisme. Le christianisme au nom duquel on a exterminé des races entières d'« idolâtres » comme celles des pays de l'Est européen, de la Prusse notamment ; ce furent, plus tard, les honorables puritains d'Angleterre qui massacrèrent les Indiens de l'Amérique du Nord ; et c'est toujours de bons chrétiens qui chassèrent encore récemment comme de bons sauvages (voir une photo publiée jadis par la « R. P. ») les indigènes de Tasmanie et d'Australie. La traite des Noirs, dans les conditions où elle s'est faite, avec le travail forcé dans les mines et les plantations d'Amérique, dépasse largement en horreur l'esclavage dans les pays noirs ou jaunes.

Faut-il aussi parler, pour rester entre Blancs, des tortures de l'Inquisition, des guerres de religion, des conquêtes coloniales, avec Pélissier et Saint-Arnaud, asphyxiant dans les cavernes où elles s'étaient réfugiées des tribus arabes entières, hommes, femmes et enfants, ou encore Graziani faisant lentement périr de faim et de soif dans le désert les tribus de Cyrénaïque ? Et, plus près encore de nous, faut-il parler des camps de concentration de Hitler et de ceux de Staline ? Ce qu'on a à mettre en regard du côté non blanc, n'est, en comparaison, que jeux d'enfants.

L'une des raisons pour lesquelles la férocité des hommes de couleur peut sembler au Blanc plus grande que la sienne propre est sans doute que les supplices employés par ceux-là sont d'une nature différente que ceux qu'il utilise lui-même et heurtent, par conséquent, plus vivement sa sensibilité. Mais croyez-vous que le supplice du pal, si douloureux qu'il puisse être, soit plus terrible que celui du bâcher sur lequel Michel Servet mit dix heures à mourir ? Et les fameuses pyramides de crânes érigées par les Mongols, cet exemple classique de la férocité asiatique, ne sont-elles pas égalées par les ossuaires de Russie Blanche et dépassées par les 100.000 morts d'Hiroshima ?

Tout ce que je peux concéder à Serge, c'est qu'il eût été plus prudent de ma part, sinon plus exact, d'écrire, non point que la férocité de l'homme blanc demeure inégalée, mais simplement qu'elle n'a jamais été surpassée.

Cela au point de vue quantitatif, car il y a un caractère de cette férocité qui, lui, n'a bien certainement jamais été égalé : c'est l'hypocrisie. L'homme blanc est le seul qui ait osé recouvrir ses massacres et ses tortures de principes comme ceux de l'Evangile ou des Droits de l'Homme. A ce point de vue sa férocité est vraiment inégalable.

Patriotisme soviétique

La lecture de Kravchenko inspire à un de nos amis les observations suivantes en réponse à un argument stalinien.

L'héroïsme des combattants soviétiques, pendant la dernière guerre ? Kravchenko démontre que le gouvernement de Moscou n'avait guère confiance au début de la guerre en la fidélité de ses peuples, et que la Terreur fut plus brutale que jamais. C'est le vieux patriotisme slave et aussi les slogans méprisés de « liberté » et de « démocratie » qui enflamèrent les troupes. Les atrocités allemandes renforcèrent la volonté de résistance. Et cette jeunesse soviétique — comme la jeunesse hillérienne — se jeta peut-être dans la guerre avec l'apreté du désespoir !

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 5 OCTOBRE. — Publication d'une déclaration de neuf partis communistes européens réunis à Varsovie et création d'un bureau d'information à Belgrade pour coordonner leur activité.

90 % des électeurs sarrois se prononcent pour le rattachement économique à la France.

Discours de de Gaulle à Vincennes.

JEUDI 9 OCTOBRE. — Offensive française contre les forces du Viet-Nam.

VENDREDI 10 OCTOBRE. — Fusion des partis socialiste et communiste roumains.

SAMEDI 11 OCTOBRE. — Rupture des relations diplomatiques entre le Chili et la Yougoslavie. Les Etats-Unis se déclarent favorables au partage de la Palestine.

Le syndicat autonome des conducteurs du Métropolitain de Paris lance l'ordre de grève.

DIMANCHE 12 OCTOBRE. — Elections municipales à Rome. Forte avance du parti chrétien-démocrate.

LUNDI 13 OCTOBRE. — L'U. R. S. S. se prononce pour le partage de la Palestine.

MARDI 14 OCTOBRE. — Grève générale du métro et des autobus.

JEUDI 16 OCTOBRE. — Grève de la marine marchande française.

DIMANCHE 19 OCTOBRE. — Les élections municipales françaises marquent un vif succès du R. P. F. Les communistes perdent près de 80.000 voix à Paris. En recul dans la Seine, les socialistes maintiennent leurs positions en province. Le M. R. P. subit des pertes très sensibles. Fin de la grève de la marine marchande.

MARDI 21 OCTOBRE. — Fin de la grève des transports parisiens.

Rupture des relations diplomatiques entre le Brésil et l'U. R. S. S., entre le Chili, l'U. R. S. S. et la Tchécoslovaquie.

MERCREDI 22 OCTOBRE. — Remaniement du cabinet Ramadier.

VENDREDI 24 OCTOBRE. — Aux élections municipales norvégiennes, recul des communistes et des socialistes.

DIMANCHE 26 OCTOBRE. — Avec la désignation des nouvelles municipalités, les communistes perdent de nombreuses mairies.

LUNDI 27 OCTOBRE. — Déclaration du général de Gaulle demandant la dissolution de l'Assemblée nationale.

Accord entre le gouvernement et les cheminots sur les salaires.

MERCREDI 29 OCTOBRE. — Le bureau de la C.G.T. condamne le gaullisme.

JEUDI 30 OCTOBRE. — L'Assemblée nationale vote la confiance au gouvernement Ramadier par 300 voix contre 280.

VENDREDI 31 OCTOBRE. — Réunion du Comité général de l'Union des Syndicats de la Région parisienne qui se prononce contre « l'intégration dans le bloc économique de l'impérialisme américain » et appelle la constitution de Comités de défense républicaine.

La politique esclavagiste du gouvernement britannique dénoncée par un député travailliste

Le 3 novembre, un vétéran du mouvement travailliste britannique, Rhys Davies, ancien mineur du Pays de Galles, actuellement âgé de 70 ans, et député travailliste pour la huitième fois, a fait entendre à la Chambre des Communes une protestation qui s'imposait. Il a déposé une motion demandant l'abolition immédiate de l'ordonnance par laquelle le gouvernement s'est arrogé le droit d'envoyer les ouvriers travailler obligatoirement dans les usines qui leur seraient désignées.

Voici d'après le *New York Herald*, les principaux passages du discours par lequel Davies soutint sa motion :

C'est notre liberté personnelle qui est en jeu. Je ne me soucie pas de savoir si l'Opposition m'approuve ou non (1). La question de la liberté doit être au-dessus de toute question de partis. Ce sont nos enfants qui, finalement, souffriront de cette tyrannie si on lui permet de grandir. Des menottes ne sont pas rendues moins pénibles parce qu'on les a fait briller avec un vernis socialiste. Elles restent des menottes.

La différence qu'il y a entre un esclave et un homme libre consiste sûrement en ceci, qu'un homme libre a le droit de faire grève et celui de choisir son travail, au lieu qu'un employé de l'Office du Travail vienne lui dire quel travail il doit prendre. Voici cinquante ans que je suis dans le mouvement ouvrier et je dis à mes amis du gouvernement qu'un jour viendra où ils auront à répondre de ce qu'ils ont fait.

Je pense que nous avons besoin d'un gouvernement ouvrier qui en revienne aux simples et décentes principes que nous avions coutume de prêcher sur les tribunes socialistes, un gouvernement qui se lave de cette souillure qu'on appelle la « direction » des gens vers certains travaux... On me dira que j'embarrasse le gouvernement par ma motion... L'âme et l'esprit du peuple britannique sont derrière ce que je dis aujourd'hui. On dira que le vote de ma motion ferait tomber le gouvernement. Mieux vaut que le gouvernement reçoive son arrêt de mort plutôt que la liberté individuelle ne périsse dans les lies britanniques.

Les deux porte-parole du gouvernement qui répondirent à Davies ne surent que plaider les circonstances atténuantes : le droit de « direction » n'avait pas encore, en fait, été utilisé, et ce n'est pas de gaieté de cœur que le gouvernement avait pris sa décision.

Au vote la motion Davies fut rejetée par 252 voix contre 144 ; seuls trois membres travaillistes votèrent pour.

(1) Ceci dit en réponse aux députés travaillistes qui lui faisaient remarquer que les conservateurs l'applaudissaient.

L'expérience Berliet

Depuis la libération, les usines Berliet, à Lyon, sans être nationalisées, étaient dirigées provisoirement par les ouvriers. Un malaise, qui couvait depuis plusieurs mois, vient d'éclater. Voici la résolution adoptée par une assemblée des cadres et agents de maîtrise de l'entreprise :

Tous les cadres de l'entreprise Berliet, réunis à la salle U. N. I. T. E. C. de Montplaisir, le 21 octobre 1947, s'élèvent avec indignation contre les calomnies et allégations mensongères parues à l'égard de certains d'entre eux et d'autres membres du personnel, dans « Le Métallo » du 15 octobre, bulletin de la section Berliet du parti communiste.

Ils dénoncent hautement la manœuvre politique du parti communiste, qui, dans l'éventualité du vote d'un statut de l'entreprise, non conforme aux vœux du personnel en entier, tend par avance à rejeter sur les cadres la responsabilité de cet échec.

Ils considèrent que, quels que soient les opinions

politiques, philosophiques et l'emploi de chaque membre du personnel de l'entreprise, l'unité d'action ne peut être basée que sur les relations loyales qui écartent, comme indignes des travailleurs, de tels procédés de calomnie et de mensonge.

En conséquence, et pour créer un climat de complète union de toutes les bonnes volontés, et en vue de l'instauration d'une démocratie réelle dans notre entreprise, il est créé un comité de défense de l'expérience Berliet. Ce comité fait appel à tous les membres du personnel — ouvriers, techniciens, cadres — qui sont décidés à mener à bien cette expérience, dans l'intérêt général, et aussi dans le but d'améliorer les conditions d'existence de tous ceux qui y participent.

Cette résolution a été adoptée par 104 voix sur 106 présents, deux abstentions, dont celle de l'administrateur provisoire.

Camps de concentration soviétiques en Allemagne

Les Nouvelles Internationales du Mouvement syndical libre de septembre 1947 ont publié les précisions suivantes sur les camps de concentra-

tion soviétiques, en Allemagne :

D'après les informations reçues par l'International Rescue and Relief Committee, organisation américaine d'aide à l'étranger, reconnue officiellement, une vague de persécutions contre les anciens responsables du parti social-démocrate allemand, interdit en zone soviétique, déferle sur cette zone depuis quelques mois. Les informations de l'International Relief and Rescue Committee indiquent également où se trouvent les nombreux camps de concentration maintenus par les Russes dans leur zone d'occupation. De ces informations il ressort que :

1) L'existence de douze camps de concentration en zone soviétique a été vérifiée. Trois de ces camps avaient été auparavant utilisés par les nazis, à savoir : Fuenfelchen en Mecklembourg-Strelitz, Sachsenhausen en Brandebourg et Buchenwald en Thuringe.

2) A Buchenwald parmi 11.000 prisonniers se trouvent 800 social-démocrates. Il s'y trouve également 200 communistes allemands détenus pour raisons inconnues.

3) Tous les camps de la zone soviétique sont directement administrés par le N.K.V.D. (maintenant M.V.D.), la police secrète soviétique.

4) Deux nouveaux camps sont en construction en Mecklembourg et en Province de Saxe. Ces camps sont gardés par trois cordons de sentinelles. Le cordon extérieur est formé par des policiers allemands sûrs, le cordon du centre par des soldats de l'armée rouge et le cordon intérieur par la police secrète russe. Les policiers et ouvriers allemands ne sont pas admis à l'intérieur de ces camps. Le transport des matériaux du cordon extérieur à l'intérieur du camp est effectué par les troupes russes.

5) Aucune raison n'a été donnée officiellement pour justifier la détention des responsables social-démocrates. Seul l'ancien maire de Rostock, Albert Schloz, antinazi bien connu et chef du parti social-démocrate depuis des années, a été accusé par les Russes d'avoir détourné 300.000 marks des fonds publics.

6) Parmi les responsables social-démocrates qui ont été arrêtés se trouvent : Leistner, maire de Dresde, Willi Jesse, ancien secrétaire du parti social-démocrate du Mecklembourg, commandant Heinrich, chef de police à Berlin, Benz, sous-préfet de Wenzlieden, Scherff, secrétaire syndical à Berlin. En outre, l'arrestation d'un certain nombre de militants social-démocrates de Leipzig a pu également être vérifiée.

7) Les camps de concentration sont les suivants : Fuenfelchen près de Neubrandebourg en Mecklembourg-Strelitz ; Jamlitz près de Lieberose, Brandebourg ; Sachsenhausen, Brandebourg ; Frankfort-sur-l'Oder, Brandebourg ; Torgau, Province de Saxe ; Buchenwald, Thuringe ; Muhlberg-sur-l'Elbe, Saxe ; Altenberg-sur-l'Elbe, Saxe ; Bautzen, Saxe ; Altenhain, Saxe ; Schwerin, Mecklembourg et Berlin-Hohenschoenhausen dans la banlieue de Berlin.

8) Le camp de concentration d'Altenhain près de

Naunhof se trouve dans une forêt entre Grimma et Wurzen.

9) Le camp de Schwerin, calculé pour 25.000 détenus, se trouve à quelques kilomètres de cette ville, à l'est de la route de Schwerin à Ludwigslust.

10) Le camp de Mühlberg-sur-l'Elbe près de Riesa fonctionne depuis 1945 et il s'y trouve en moyenne 20.000 détenus. Les social-démocrates y sont classés dans la catégorie des nazis.

11) Le camp de Neubrandenburg en Mecklembourg a été ouvert en 1946 ; celui de Sachsenhausen qui fut le premier camp de concentration établi par les nazis a été rouvert l'année dernière.

La déclaration dite de Varsovie

A la fin du mois de septembre, s'est tenue en Pologne, une conférence de neuf partis staliniens pour « l'échange des expériences et la coordination de l'activité » de ces partis. Voici l'essentiel de la déclaration publiée :

Deux camps se sont formés dans le monde : d'une part, le camp impérialiste et antidémocratique, qui a pour but essentiel l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain et l'écrasement de la démocratie et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique, dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme.

La lutte entre ces deux camps, entre le camp impérialiste et le camp anti-impérialiste, se déroule dans les conditions de l'accentuation continue de la crise générale du capitalisme, de l'affaiblissement des forces du capitalisme et de l'affermissement des forces du socialisme et de la démocratie.

C'est pour cela que le camp impérialiste et sa force dirigeante, les Etats-Unis, déploient une activité particulièrement agressive. Cette activité se développe à la fois sur tous les plans : sur le plan militaire et stratégique, sur le plan de l'expansion économique et sur le plan de la lutte idéologique. Le plan Truman-Marshall constitue seulement la partie européenne de la politique d'expansion que les Etats-Unis réalisent dans toutes les parties du monde. Au plan d'asservissement économique et politique de l'Europe par l'impérialisme américain s'ajoutent des plans d'asservissement économique et politique de la Chine, de l'Indonésie, des pays de l'Amérique du Sud. Les Etats-Unis préparent les agresseurs d'hier — les magnats capitalistes de l'Allemagne et du Japon — à jouer un nouveau rôle, le rôle d'instrument de la politique impérialiste des Etats-Unis en Europe et en Asie.

Le camp impérialiste a recours aux moyens tactiques les plus variés où se conjuguent la menace de l'emploi direct de la force, le chantage et les violences, toutes sortes de mesures de pression politique et économique, la corruption, l'utilisation des contradictions intérieures et des querelles pour renforcer les positions impérialistes. Tout cela est dissimulé sous le masque du libéralisme et du pacifisme en vue de tromper et de prendre au piège les gens sans expérience politique.

Parmi les moyens tactiques des impérialistes, une place particulière revient à l'utilisation de la politique de trahison des socialistes de droite du type Blum en France, Attlee et Bevin en Angleterre, Schumacher en Allemagne, Renner et Scherf en Autriche, Saragat en Italie, etc... Ils s'efforcent de dissimuler le caractère de brigandage de la politique impérialiste sous le masque de la démocratie et d'une phraséologie socialiste alors qu'ils ne sont en fait que les auxiliaires fidèles des impérialistes en suscitant la désagrégation dans les rangs de la classe ouvrière et en empoisonnant la conscience de cette dernière. Ce n'est pas par hasard que la politique extérieure de l'impérialisme anglais a trouvé, en la personne de Bevin, son serviteur le plus conséquent et le plus zélé.

Dans ces conditions, le camp anti-impérialiste et démocratique se trouve devant la nécessité de s'unir, de se mettre librement d'accord sur un plan d'action commune, d'élaborer sa tactique contre les forces principales du camp impérialiste, contre l'impérialisme américain, contre ses alliés anglais et français, contre les socialistes de droite, avant tout en Angleterre et en France.

Les efforts de l'ensemble des forces démocratiques anti-impérialistes de l'Europe sont nécessaires pour

mettre en échec le plan d'agression impérialiste. Les socialistes de droite se comportent en traîtres. A l'exception de ceux des pays de démocratie nouvelle, où le bloc des communistes et des socialistes avec les autres partis progressifs et démocratiques constitue la base de la résistance de ces pays aux plans impérialistes, les socialistes dans la plupart des autres pays et, avant tout, les socialistes français et les labouristes anglais — Ramadier, Blum, Attlee et Bevin — facilitent par leur complaisance la tâche du capital américain, l'incitent aux actes de violence et conduisent leurs propres pays à l'état de vassaux dépendant des Etats-Unis. Dans ces conditions, les partis communistes ont pour devoir essentiel de prendre en main le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de leur propre pays.

Si les partis communistes restent fermes sur leurs positions, s'ils ne se laissent pas influencer par l'intimidation et le chantage, s'ils se comportent résolument en sentinelles de la démocratie, de la souveraineté, de la liberté et de l'indépendance de leurs pays, s'ils savent dans leur lutte contre les tentatives d'asservissement économique et politique se mettre à la tête de toutes les forces disposées à défendre la cause de l'honneur national et de l'indépendance nationale, aucun des plans d'asservissement de l'Europe et de l'Asie ne pourra être réalisé.

Telle est, à l'heure actuelle, une des tâches principales des partis communistes.

Un appel des médecins allemands

Servir, l'assistant socialiste de Lausanne, publie (16 octobre) l'appel suivant que les médecins allemands lancent à la conscience mondiale :

A Bad-Nauheim, en Grande-Hesse, a eu lieu le 15 juin une assemblée de la Chambre des médecins allemands. L'assemblée a pris la résolution suivante :

Les médecins allemands font appel à la conscience mondiale pour qu'un terme soit mis à l'effondrement corporel, déjà bien avancé, du peuple allemand. La majeure partie de la population allemande vit actuellement de rations qui ne représentent qu'un tiers du minimum vital reconnu internationalement. Cette sous-alimentation chronique a déjà causé non seulement une diminution dangereuse de la résistance physique des Allemands, mais aussi de leurs forces spirituelles. En effet, l'homme affamé et sans énergie est facilement excité, hypercritique, incapable d'accomplir ses devoirs civiques et de coopérer à la reconstruction de l'économie.

La Chambre des médecins allemands, consciente de sa responsabilité médicale, jette un cri d'alarme et déclare très urgente une amélioration du ravitaillement de l'Allemagne. On pourrait y contribuer très facilement :

- 1) en autorisant l'Allemagne à pratiquer de nouveau la pêche à la morue et la pêche en haute mer ;
- 2) en autorisant la fabrication des graisses synthétiques dans les fabriques existantes que les autorités alliées ont décidé de démolir ;
- 3) en autorisant la fabrication des engrais artificiels nécessaires et des tourteaux pour la nourriture du bétail.

Les champions de la rive gauche du Rhin

Les socialistes auront mis du temps à prendre une position nette et ferme au sujet de la rive gauche du Rhin. A lire l'article de Léon Blum, *Populaire* du 10 octobre, il semble que ce soit enfin acquis. De Gaulle et Thorez resteront seuls partisans de l'annexion, franche ou hypocrite de la rive gauche du Rhin :

Il y a deux ans, la position française vis-à-vis de tous les grands problèmes extérieurs, et en particulier du problème capital — traité de paix et réorganisation de l'Europe — était celle que le général de Gaulle avait définie. La France, constatant que les accords de Potsdam, auxquels elle n'avait pas été invitée, avaient fait tomber à l'Est un large pan du Reich allemand au profit de la Pologne et de la Russie soviétique, réclamait à l'Ouest, à titre de compensation, ou d'équilibre, ou de garantie, ou de sé-

curité, une amputation territoriale correspondante. Elle demandait avec une insistance catégorique que la région de la Ruhr et de la Rhénanie fussent définitivement détachées de la souveraineté allemande, non pas pour être annexées par la France, mais pour former des Etats indépendants sur lesquels les Etats alliés limitrophes, Hollande, Belgique et France, exerceraient leur contrôle et leur attraction. Cette révision des frontières occidentales de l'Allemagne était posée comme une revendication absolue et préalable, à la satisfaction de laquelle l'attitude de la France en toute autre matière était obstinément subordonnée.

Le premier danger de cette politique est qu'elle nous plaçait en opposition déclarée avec tous nos grands alliés sans aucune exception, avec l'U.R.S.S., en dépit du traité d'alliance que le général de Gaulle était allé conclure à Moscou, comme avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Nous répondions à cette opposition par une tactique d'obstruction systématique dans tous les organismes interalliés chargés de superviser la gestion de l'Allemagne occupée, mais nous tombions ainsi dans un second inconvénient qui était de prolonger l'état de désordre anarchique dans lequel l'Allemagne était plongée, ou tout au moins de permettre qu'on nous imputât la responsabilité de ce chaos. Enfin — et là était sans doute le vice le plus grave de cette politique — en concentrant ainsi notre effort sur un objectif tenu par nous pour l'essentiel, mais cependant chimérique puisque l'opposition unanime et invincible de nos alliés le rendait irréalisable, nous nous détournions des objectifs réels, possibles, comportant pour nous des avantages positifs et substantiels que le socialisme français et le socialisme international avaient déterminés dès le lendemain de la victoire : entente entre les alliés, maintien de l'occupation militaire organisée sur un type interallié, puis international, « nationalisation internationale » du bassin industriel de la Ruhr, livraisons de charbon et de coke aussi abondantes et aussi peu coûteuses que possible à notre économie, réparations sur la « production courante » de l'Allemagne reconstituée. C'était vraiment, comme je l'ai écrit vingt fois ici même, la politique de la proie pour l'ombre.

Telle était cependant la politique de la France il y a deux ans. Je ne dis pas qu'elle fut approuvée partout en pleine sécurité et sérénité d'esprit. Bien des hommes, même dans les milieux gouvernementaux, grondaient à mi-voix ou s'émouvaient en silence. Mais la masse de l'opinion était acquise. Tout le monde suivait l'impulsion donnée, tout le monde excepté nous — et à l'intérieur même de notre parti certains trouvaient cette contradiction, cette attitude de « bande à part » impolitique et imprudente. Les communistes, en tant que champions du sentiment national, marchaient à fond avec le général de Gaulle. L'an dernier, quand Félix Gouin, chef d'un gouvernement triparti, prononçait à Strasbourg et à Paris des discours marqués par les thèses socialistes, Maurice Thorez joignait encore ses réserves et ses protestations à celles de Georges Bidault.

Aujourd'hui, le revirement est complet. L'opinion publique tout entière accepte et s'approprie comme des vérités de sens commun les paradoxes socialistes d'il y a deux ans. Est-ce notre propagande qui l'a convaincue, ou la leçon des faits, ou la combinaison de l'une et l'autre influence, je laisse à d'autres le soin d'en décider. Toujours est-il que le système de l'amputation territoriale, bien que la diplomatie française ne s'en soit jamais désistée officiellement, est abandonné en pratique.

Pourquoi un C. A. S. des cheminots

par le camarade Bodeau au secrétaire du Syndicat des services centraux de la S. N. C. F. Cette lettre montre les causes du profond malaise qui règne chez les cheminots :

J'ai le regret de te remettre, par la présente, ma démission de la Fédération nationale et, en conséquence, de mes fonctions de secrétaire de la section technique du service commercial, ainsi que de mon mandat de conseiller syndical des services centraux.

Tu voudras bien me faire l'honneur de croire qu'après quinze années de vie militante au sein de

Le Rail syndicaliste du 8 octobre publie la lettre de démission adressée

la C. G. T., ce n'est pas sans un sentiment d'infinie tristesse que je prends cette décision.

Mais les désaccords profonds qui me séparent de l'activité fédérale — et qui dépassent singulièrement des questions de personnes — me contraignent à recourir à cette solution. J'aurais aimé que ces divergences s'expriment dans des discussions courtoises. Il n'a pas dépendu de moi qu'il en soit ainsi.

Je quitte une organisation où l'injure tient lieu d'argument, où l'arbitraire, la diffamation, les luttes physiques contre les non-conformistes et même la basse délation sont devenues monnaie courante. Ces petits moyens, à la taille sans doute de ceux qui les emploient, me répugnent.

Il ne m'est plus possible de me débattre au milieu de ce cloaque où l'opposition devient stérile et vaines les protestations.

Je sais et le reconnais bien volontiers : je n'ai pas eu, personnellement, à subir jusqu'à ce jour de tels outrages. Des camarades en sont victimes, cela me suffit.

Nos organisations subissent de plus en plus des influences politiques qui paralysent ou déforment leur action. Ceux qui s'opposent à cet asservissement sont vilipendés, traînés dans la boue. Le sectarisme fait la loi. La raison de Parti supplée la raison d'Etat.

Le fonctionnarisme syndical s'est développé, offrant des places à qui veut bien se montrer docile aux nouveaux maîtres. Les grandes réformes elles-mêmes ont servi de prétexte à un noyautage éhonté.

Les périodes de calme et d'agitation sociale alternent habilement selon les besoins politiques du moment. Un jour, par exemple, on chante les louanges de la production pour la mieux freiner le lendemain.

Tout se passe, en vérité, comme si une fraction particulièrement active du mouvement syndical n'avait que le désir de créer la confusion et l'anarchie propices aux aventures. Il ne m'est plus possible de m'associer, par ma présence, à des agissements qui foulent aux pieds les intérêts ouvriers et mènent la démocratie au tombeau.

Je ne puis accepter plus longtemps que les syndicats deviennent l'antichambre ou la succursale d'un parti et déterminent leur conduite en fonction des intérêts de ce même parti. La tenue du dernier congrès fédéral m'a définitivement éclairé sur ce point.

Mais, malgré les amertumes et les désillusions, je conserve ma foi intacte. Je lutterai sous d'autres cieux que j'espère plus cléments, pour l'avènement d'un avenir meilleur qui nous rassemblera dans une commune fraternité.

Dirigisme et ciment au marché noir

Les entrepreneurs du bâtiment du Sud-Est ont accompli sur diverses usines de ciment des coups de main que *Le Monde* (1er octobre) relate ainsi :

Les entrepreneurs du bâtiment du Sud-Est ont déclenché hier une vaste opération dans les centres de fabrication de ciment de la région. Cette manifestation fait suite à un véritable ultimatum qui avait été envoyé par leur syndicat aux services de la production industrielle pour protester contre l'insuffisance de la répartition.

Aux usines Lecat de Voreppe (Isère) les entrepreneurs se sont fait remettre environ cinq cents tonnes de ciment, qui furent facturées aux acheteurs et chargées sur des camions en provenance des départements voisins.

A Bouvesse, où se trouve une usine dépendant de la même société, les ateliers ont été occupés

Une opération analogue s'est déroulée à l'usine Chiron, à Chambéry, tandis qu'au Teil les agents du contrôle économique et les gendarmes s'opposaient au chargement.

« Si nous avons dû recourir à la force, a déclaré l'un des représentants du syndicat des entrepreneurs, c'est qu'il nous est impossible de travailler. Alors que les entreprises prioritaires — S. N. C. F., mines — sont largement approvisionnées, sans contrôle, par la Production industrielle, les autres entreprises ne le sont que parcimonieusement. Un certain nombre d'établissements prioritaires revendent ainsi au prix fort le ciment en excédent qui de ce fait passe de 2.372 francs à 3.600 francs et plus ».

ENTRE NOUS

Un numéro de 48 pages

Nous donnons le numéro de 48 pages que nous avions promis. Nos abonnés ne seront pas frustrés, on le voit.

Nous aurions difficilement tenu dans 32 pages ce mois-ci. A l'occasion du centenaire de Georges Sorel nous avions notre mot à dire. L'introduction écrite par Louzon pour les **Lettres de Sorel à Paul Delesalle**, qui vont paraître chez Grasset, nous permet de le faire de façon remarquable. L'article de Victor Serge, qui devait nous parvenir pour le numéro précédent, était arrivé. Enfin, cette étude sur la Politisation des houillères nationalisées tombait trop à pic pour que nous la remettions au mois suivant.

Entre nous, ne croyez-vous pas que pour loger rubriques et grandes études nous devrions pouvoir disposer de 48 pages chaque mois ?

Question de ressources question de nombre d'abonnés, question de propagande faite par nos amis.

Aux « possibles » qui vont recevoir les numéros de novembre et de décembre

Un certain nombre d'adresses, d'abonnés possibles ont été réunies auxquelles l'envoi des numéros de novembre et de décembre va être fait.

Nous demandons à ces nouveaux lecteurs de nous lire avec soin et de se demander si vraiment nous ne méritons pas leur abonnement.

S'ils décident de s'abonner, qu'ils n'attendent pas de notre part l'envoi d'un recouvrement postal. Nous le faisons autrefois. Nous ne le faisons plus. C'était trop coûteux. Cela entraînait aussi trop de travail administratif. Donc à eux de nous faire parvenir le montant de leur abonnement. Qu'une fois la décision prise ils passent à la poste. Il ne faut jamais remettre au lendemain, encore moins à la semaine suivante.

Faites de nouveaux abonnés

Un de nos amis nous disait l'autre jour qu'il avait recueilli les quatre ou cinq abonnements qui étaient possibles parmi ses amis et connaissances. Il se voyait au bout de son rouleau. Mais en même temps il se lamentait sur le millier d'abonnements auquel nous étions arrivés en octobre. Ce n'est pas 1.000 que nous devrions être, mais 3.000 ou 4.000, concluait-il.

Il avait raison. Si tous ceux qui nous disent leur sympathie la montraient pratiquement, c'est à ce chiffre que nous devrions être.

Très peu de nos camarades font ce qu'ils peuvent. Ils se figurent qu'il est difficile de trouver de nouveaux abonnés. Ont-ils réfléchi à toutes les catégories de lecteurs que peut compter une publication comme la R. P. ? Sûrement pas. Sans quoi ils ne verraient pas aussi étroit le champ de prospection.

En premier lieu le champ des partisans du syndicalisme révolutionnaire, un champ qui va des anciens militants dispersés, ragailardis de voir renaître la R. P., aux jeunes qui sont avides d'étudier les problèmes présents à la lumière des principes essentiels du socialisme, délaissés par les partis, repris par les syndicalistes révolutionnaires. Rien que dans ce secteur, nous devrions trouver les 3 à 4.000 abonnements qu'il nous faut.

Parmi nos abonnés la proportion d'instituteurs reste toujours grande. Il en était ainsi hier. Il en est de même aujourd'hui. Nous espérons que ce nombre grossira encore. Il le peut, et dans de grandes proportions. Ce n'est pas 300 abonnés instituteurs que nous devrions avoir mais 3.000.

A nos amis instituteurs nous demandons de jeter un coup d'œil non seulement dans le cercle de leurs collègues, mais en dehors de ce cercle, parmi les militants des autres catégories de fonctionnaires, parmi les militants ouvriers de leur localité ou de leur département.

En dehors du secteur des partisans — déjà pas mal large — il en est un autre infiniment plus étendu, celui des sympathisants, appartenant à tous les courants, à toutes les formations, à tous les milieux.

Il y a aussi le secteur des curieux, intéressés à lire la R. P. pour le sérieux de ses études et la valeur de ses informations. Nous connaissons même un certain nombre d'adversaires qui ne sont pas les derniers à se jeter sur ce que nous disons.

Un membre du soi-disant parti communiste disait dernièrement à un de nos amis qui lui conseillait de lire la R. P., que la consigne avait été donnée dans sa cellule de ne pas nous lire. Interdiction absolue. Mais aussi fruit défendu. C'est une propagande qui ne nous déplaît pas que celle qui consiste à nous interdire et à nous vilipender dans les cellules. C'est la preuve que nous y sommes entendus. Nous le serons de plus en plus quoi qu'on fasse, quoi qu'on tente contre nous. La vérité se moque des interdictions et des calomnies.

Non, mes amis, nous ne sommes pas arrivés au chiffre définitif de nos abonnés et de nos lecteurs. Nous en sommes même loin. Regardez autour de vous et vous vous en rendez compte. Dépêchez-vous de dresser votre liste d'abonnés possibles. Mieux, recueillez vous-mêmes les abonnements de votre cercle de relations.

La réunion des abonnés parisiens

Elle aura lieu tout prochainement. Nous ne pouvons indiquer encore le jour ni la salle où elle se tiendra. Nos abonnés de la région parisienne recevront une circulaire qui servira de carte d'entrée.

A l'ordre du jour : Les tâches de la revue ; les tâches de la Ligue syndicaliste.

Un mot de Louzon

Beaucoup de bons camarades s'étonnent de ma position résolument antidirigiste, et posent la question : mais le dirigisme n'est-ce pas le socialisme ? Je compte leur répondre au cours d'une étude d'ensemble, qui sera intitulée : **Socialisme ouvrier et socialisme bourgeois. Plus-value et « anarchie » capitaliste**. Je leur demande seulement de me faire crédit encore quelque temps.

Autre chose. Des lecteurs ont protesté contre l'interprétation donnée à la déclaration de Gandhi relative à une guerre possible entre le Pakistan et l'Hindoustan. Rien ne vaut pour interpréter des paroles que les faits qui les suivent. Au moment où j'écris, des troupes envoyées en avion par l'Hindoustan sont aux prises, au Cachemire, avec des « irréguliers du Pakistan », selon l'expression même des porte-parole du gouvernement hindou. C'est bien là une guerre, une guerre non déclarée, et en tout cas, je pense qu'on voudra bien l'admettre, un conflit **violent**. Or le gouvernement hindou qui envoie ces troupes est le propre gouvernement de Nehru, celui dont Gandhi est le chef spirituel ; et cependant, à ma connaissance, Gandhi, apôtre de la non-violence, n'a élevé aucune protestation. Les dieux s'écroulent.

La liberté réservée aux seuls partisans du gouvernement, aux seuls membres d'un parti — fussent-ils aussi nombreux qu'on voudra — ce n'est pas la liberté.

La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement.

Rosa LUXEMBOURG

Imprimerie S. N. I. E.
32, rue de Ménilmontant, 32

Le gérant : J.-P. FINIDORI



D'où vient l'argent ?

SITUATION A FIN OCTOBRE

RECETTES

Abonnements :		
ordinaires	14.470	
de soutien	1.500 =	15.970
Souscriptions		2.680
Vente « R. P. »		5.164
Vente brochure « Où va la C. G. T. ? » ..		100
Publicité		5.650
Divers		200

Total des recettes 29.764

En caisse au 1er octobre 207.522

237.286

DEPENSES

Frais divers	
P. T. T. et frais de bureau	2.745
Impression n° 5/6 août-sept. ..	57.300
Divers	280 =
	60.325

SOLDE

En espèces

Aux chèques postaux 172.707 = 176.961

Nombre d'abonnés à fin octobre : 1.018.

SOUSCRIPTIONS

MOIS D'OCTOBRE. — G. Pons (Ain), 90 ; Castaingts (B.-Pyrénées), 50 ; M. Patin (S.-et-O.), 50 ; B. Saiter (Oise), 20 ; F. Martin (Drôme), 250 ; R. Poethier (Doubs), 20 ; P. Pradalès (Paris), 20 ; P. Blanchet (Rhône), 50 ; T. Argençe (Isère), 120 ; A. Hennaut (Belgique), 50 ; H. Ploquin (Seine), 50 ; R. A. (Seine), 300 ; Anonyme (Seine), 250 ; A. Kahn (Paris), 250 ; M.-J. Guy (Hérault), 100 ; Ledrappier (Seine), 200 ; P. Couillard (Seine), 150 ; Léger (Seine), 250 ; Gionta (Paris), 250 ; H. Pitoireau (Seine), 50 ; Bollengier (Paris), 110. — Total : 2.680 francs.

Un ancien parle aux jeunes syndiqués, sans galons... et les « moins jeunes »... et les anciens, même s'ils sont légèrement galonnés, peuvent l'entendre...

OU VA

LA C. G. T. ?

une brochure de Pierre MONATTE

L'exemplaire : 10 francs

En vente à la Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy - PARIS (2^e),

Chèque postal : 734-99

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

157, RUE DE VAUGIRARD, PARIS-XV^e

Tél. SEGUR 89-81

Métro : Pasteur

C. C. P. PARIS 5450.00

LES LIVRES DU MOIS :

Economie

François Simiand : *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie* (3 vol.) 1.000 »

Henri Hauser : *Les débuts du capitalisme* 120 »

Politique

Edouard Benès : *La Démocratie, aujourd'hui et demain* 135 »

Histoire

E. Beau de Loménie : *Les responsabilités des dynasties bourgeoises*, tome III 350 »

Grégoire Alexinski : *La Russie révolutionnaire* 280 »

Sociologie

Lucien Lévy-Bruhl : *La mentalité primitive* 400 »

Psychologie

W. James : *Précis de Psychologie* 300 »

Henri Wallon : *Les origines de la pensée chez l'enfant* (2 vol.) 640 »

Littérature

Jean-Louis Curtis : *Les Forêts de la Nuit* 200 »

Selma Lagerlof : *Gosta Berling* 250 »

John Dos Passos : *Service commandé* 250 »

Notre coopérative de librairie est spécialisée pour fournir toute la littérature du mouvement ouvrier, constituer des bibliothèques de syndicats ou de comités d'entreprise. Elle peut fournir également la littérature classique ou moderne.

Demandez notre **Catalogue général** et notre **Bulletin mensuel**.

LA REVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 130 fr.
Un an 250 fr.

EXTERIEUR

Six mois 150 fr.
Un an 300 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction à R. Hagnauer,
et l'Administration à J.-P. Finidori, à la

Révolution prolétarienne,

14, rue de Tracy — PARIS (II^e)

PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDOS

notre compte chèques postaux :
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

SOMMAIRE DU N° 8

(Novembre 1947)

Georges Sorel, théoricien de l'ouvrierisme « Antidémocratie » et liberté	Robert LOUZON G. SARDY
Le Carnet du Sauvage : Contre les deux fascismes, le blanc et le rouge. — « Eclatement » de la C. G. T., désagrè- gation. — Nous voulions des grèves ..	Pierre MONATTE
Le travail forcé en Russie	John DEWEY
La grève du Métro	R. VIOLET
De Gaulle jugé par de Tocqueville	
A la veille de monter à l'échafaud	Adolphe FISCHER
Trente ans après la Révolution russe	Victor SERGE
La politisation des Houillères nationales ..	
Le drame de la jeunesse soviétique	Roger HAGNAUER

Parmi nos lettres

Le régime de Saint-Domingue. — La férocité de l'homme blanc.
— Le patriotisme soviétique.

Notes d'Economie et de Politique

Dictature et Dictature. Du vainqueur de Rivoli au général
radio. — ...Mais c'est l'impérialisme qui décide. — Longue vie
à Benelux. — L'oxfordisation du Labour Party. — Les coupures
d'électricité ont la même cause que la pénurie de pain et de
logement. — La hausse des salaires supérieure à la hausse des
prix (suite) R. LOUZON

Faits et documents

Les faits du mois. — La politique esclavagiste du gouverne-
ment britannique dénoncée par un député travailliste. — La déclai-
ration dite de Varsovie. — Les champions de la rive gauche du
Rhin. — L'expérience Berliet. — Un appel des médecins allemands.
— Dirigisme et ciment au marché noir. — Pourquoi un C.A.S. des
cheminots. — Camps de concentration soviétiques en Allemagne.

Entre nous

Un numéro de 48 pages. — Aux « possibles » qui vont recevoir
les numéros de novembre et de décembre. — Faites de nouveaux
abonnés. — La réunion des abonnés parisiens. — Un mot de Louzon.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

- 1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire et au redressement de la C. G. T., en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;
- 2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1947 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;
- 3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C. G. T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;
- 4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;
- 5° De lutter contre le chauvinisme qui défère jusque dans la C. G. T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C. G. T. et à l'Internationale ;
- 6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'élever avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;
- 7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.